

PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

ELDjazair.com

Mémoria

ISSN : 1112-8860

Supplément ELDJAZAIR.COM

www.memoria.dz

N° 06 - Octobre 2012



Mohamed Chérif Abbas,
ministre des Moudjahidine



**MOSTEFA
BENBOULAÏD**

LA GRANDE
EVASION
DE COUDIAT



**YOUCEF
KHATIB**

LES BLOUSES
BLANCHES AU
CŒUR DU COMBAT



**LA VILLE DE
BEJAIA**

SUR LES TRACES
D'UNE SPLENDEUR
PASSÉE



(1) Abdelkader El Mali (Abdelaziz Bouteffika) - (2) Mohamed Boudaoud - (3) Abderrahmane Berrouane dit Hadj Saphar - (4) Laâla (ex-embassadeur) - (5) Le colonel Lotfi - (6) Le commandant El Hadj Toufik Rouai - (7) Ali Kafi - (8) Le colonel Abdelhafid Boussouf



AMMAR KHELIFA

amar.khelifa@eldjazaircom.dz

POUR UNE VIVE MÉMOIRE



es nations se hissent par le savoir et se maintiennent par la mémoire. C'est cet ensemble d'événements qui se crée successivement aujourd'hui pour qu'un jour qu'on ait à le nommer : Histoire. Sans cette mémoire, imbue de pédagogie et de ressourcement, l'espèce humaine serait tel un atome libre dans le tourbillon temporel et cosmique.

L'homme a eu de tout temps ce pertinent besoin de vouloir s'amarrer à des référentiels et de se coller sans équivoque à son histoire. Se confondre à un passé, à une ancestralité. Cette pertinence va se confiner dans une résistance dépassionnée et continue contre l'amnésie et les affres de l'oubli. Se contenir dans un souvenir, c'est renaître un peu. L'intérioriser, c'est le revivre ; d'où cette ardeur permanente de redécouvrir, des instants durant, ses gloires et ses notoriétés.

En tant que mouvement dynamique qui ne s'arrête pas à un fait, l'Histoire se perpétue bien au-delà. Elle est également un espace pour s'affirmer et un fondement essentiel dans les domaines de prééminence et de luttes. Transmettant le plus souvent une charge identitaire, elle est aussi et souvent la proie pitoyable à une éventualité faussaire ou à un oubli prédateur. Seule la mémoire collective, comme un fait vital et impératif, peut soutenir la vivacité des lueurs d'antan et se projeter dans un avenir stimulant et inspirateur. Elle doit assurer chez nous le maintien et la perpétuation des liens avec les valeurs nationales et le legs éternel de la glorieuse révolution de Novembre.

Il est grand temps, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale, de percevoir les fruits de l'interaction et de la complémentarité entre les générations. Dans ce contexte particulier et délicat, les moudjahidate et moudjahidine se doivent davantage de réaffirmer leur mobilisation et leur engagement dans le soutien du processus national tendant à éterniser et à sacraliser l'esprit chevaleresque de Novembre. Ceci n'est qu'un noble devoir envers les générations montantes, qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparition d'un acteur, l'on assiste à un effacement d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on y ensevelit avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle déposition de conscience serait, outre une initiative volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. Raviver la mémoire, la conserver n'est qu'une détermination citoyenne et nationaliste. Toute structure dépouillée d'histoire est une structure sans soubassement et toute Nation dépourvue de conscience historique est une nation dépourvue de potentiel de créativité et d'intégration dans le processus de développement.

C'est dans cette optique de rendre accessibles l'information historique, son extraction et sa mise en valeur que l'idée de la création de cette nouvelle tribune au titre si approprié : Memoria, a germé. Instrument supplémentaire dédié au renforcement des capacités de collecte et d'études historiques, je l'exhorte, en termes de mémoire objective, à plus de recherche, d'authenticité et de constance.



Supplément

N° 06

Octobre - 2012

Fondateur Président du Groupe
AMMAR KHELIFA

Président d'honneur
Abdelmalek SAHRAOUI

Coordination :
Abla BOUTEMEN
Sonia BELKADI

Direction de la rédaction
Assem MADJID

Directeur des moyens généraux :
Abdessamed KHELIFA

D.A.F :
Meriem KHELIFA

Ils ont contribué avec nous :
Dahou Ould Kablia, président
de l'Association Nationale des
Moudjahidine de l'armement et
des liaisons générales (AN-MALG)

Mohamed Chérif Abbès,
ministre des Moudjahidine

Salah Boudjemaâ,
Officier de l'ALN wilaya II

Rédaction
Leïla BOUKLI
Hassina AMROUNI
Abderrachid MEFTI
Imad KENZI
Boualem TOUARIGT
Djamel BELBEY
Adel Fathi
Zahir Mehdaoui

Direction Artistique :
Ahmed SEFFAH

Infographie :
Halim BOUZID
Salim KASMI

Contacts : Eurl COMESTA MEDIA
N° 181 Bois des Cars 3
Dely-Ibrahim - Alger - Algérie
Tél. : 00 213 (0) 661 929 726 / +213 (21) 360 915
Fax : +213 (21) 360 899
E-mail : redaction@memoria.dz
info@memoria.dz

www.memoria.dz



P.12



17 OCTOBRE 1961
Une victime
de la répression française

P.49



ALI HAROUN



17 OCTOBRE 1961

P.12 *Histoire*
LA PLUS DURE RÉPRESSION D'UNE MANIFESTATION EN EUROPE CONTEMPORAINE

P.21 **DES POLICIERS FRANÇAIS DÉNONCENT**

P.23 **MOHAMED ZOUAOUI: L'UN DES ARCHITECTES DU 17 OCTOBRE**

P.29 **MAURICE PAPON: LE PARCOURS SANGlant D'UN CRIMINEL**

P.37 **LES PRINCIPAUX ECRITS RELATANT LES FAITS**

P.41 **UNE VICTOIRE POUR LE FLN**

P.23



Mohamed Zouaoui

P.29



Maurice Papon

P.75



Mohamed Laïfa



GUERRE DE LIBÉRATION

P.55 *Contribution*
DÉCÈS DE ABDERRAHMANE BELGHOMRANI: PARCOURS D'UN COMBATTANT DU MALG

P.57 **OFFENSIVE DU 20 AOÛT 1955: SON IMPACT SUR LA RÉVOLUTION**

P.61 **SOS... Algérie**

P.69 *Récit*
LES BLOUSES BLANCHES AU COEUR DU COMBAT

P.75 **LA GRANDE EVASION**

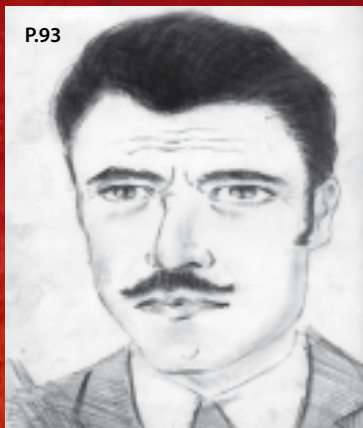
Supplément offert, ne peut être vendu

P.45



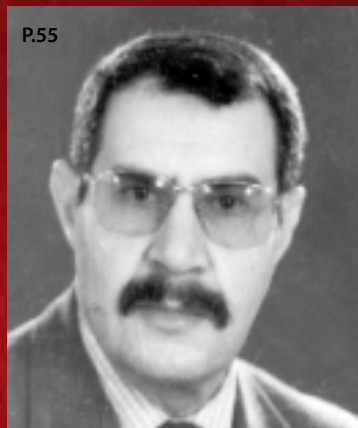
Omar Boudaoud

P.93



Tayeb Belazzoug

P.55



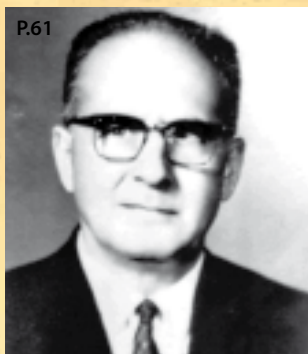
Abderrahmane Belghomrani

Supplément du magazine
ELDJAIR.COM consacré
à l'histoire

COPYRIGHT
COMESTA MÉDIA
GROUPE PROMO INVEST

Edité par COMESTA MÉDIA
Dépôt légal : 235-2008
ISSN : 1112-8860

P.61



MALEK BENNABI

P.69



BENAOUDA BENZERDJEB



FIGURES DE LA RÉVOLUTION

P.81

Portrait

HOMMAGE À ABDELKADER YAÏCI DIT NOUASRI : L'homme que les « services »
ont essayé d'assassiner à maintes reprises

P.87

ROBERTO MUNIZ DIT MAHMOUD : Un Argentin dans l'ALN

P.93

BELAZZOUG TAYEB : De la vente des armes à leur maniement

P.95

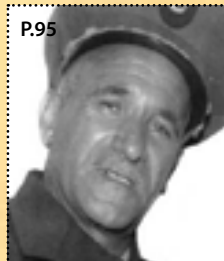
SI MOHAND OULHADJ Ou « le vieux sage »

P.81



Abdelkader Yaïci

P.95



Si Mohand Oulhadj



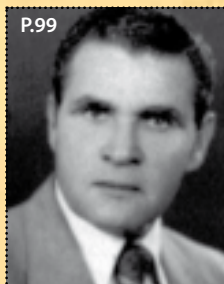
HISTOIRE D'UNE VILLE

P.103

Histoire de la ville de Bejaïa

SUR LES TRACES D'UNE SPLENDEUR PASSÉE

P.99



Ramdane Asselah



La ville de Bejaïa

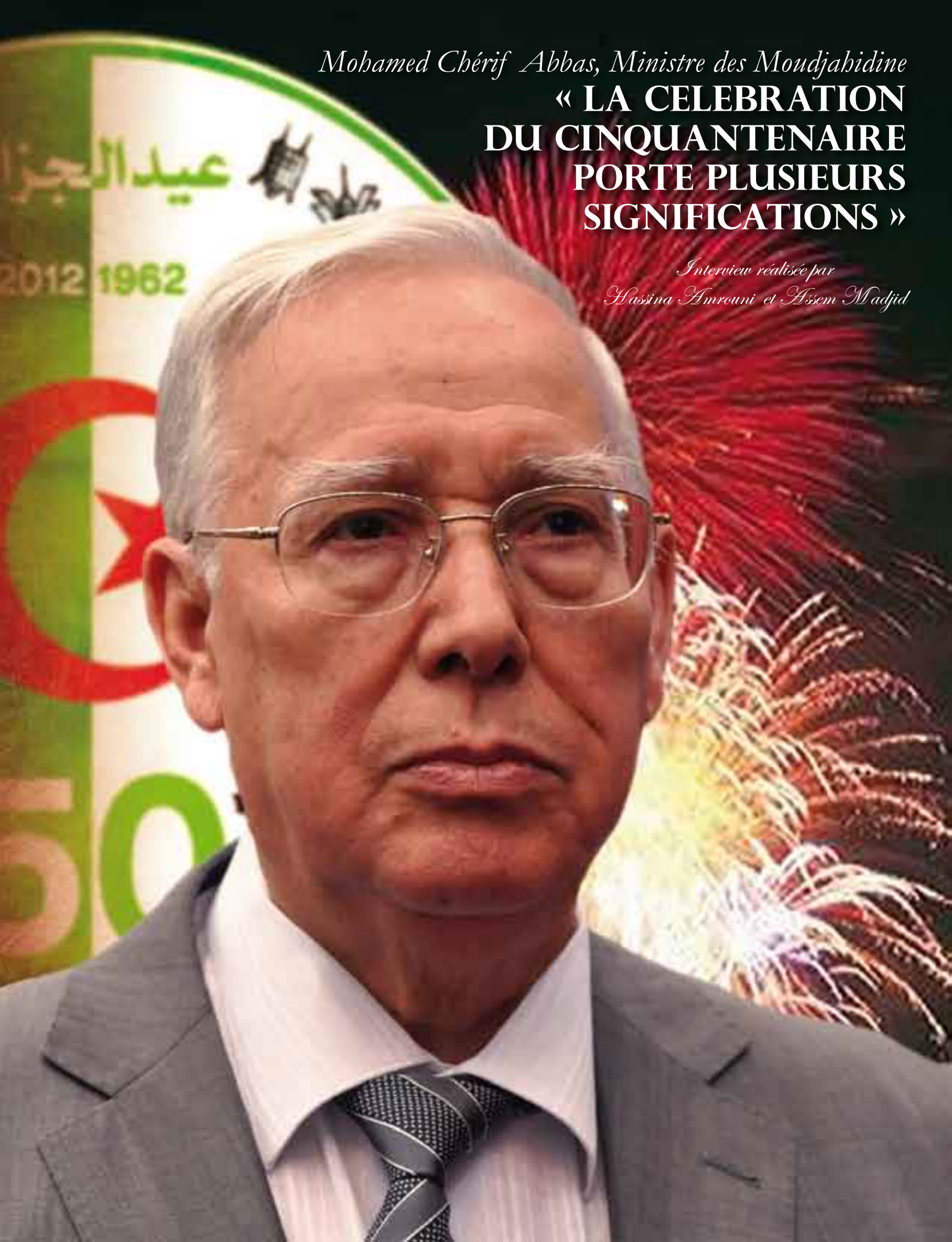
SOMMAIRE

Mohamed Chérif Abbas, Ministre des Moudjahidine

**« LA CELEBRATION
DU CINQUANTENAIRE
PORTE PLUSIEURS
SIGNIFICATIONS »**

Interview réalisée par

Hassina Amrouni et Assem Madjid



INTERVIEW DU MOIS

De dr. à g. : Mohamed Chérif Abbas, ministre des Moudjahidine - Bouabdellah Ghlamallah, ministre des Affaires religieuses et des Wakfs - Djamel Ould Abbès, ancien ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière - Abdelmalek Guenaïzia ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale.



Mémoria : L'Algérie célèbre cette année le cinquantième anniversaire de son indépendance, quel est le symbole de cette commémoration par rapport à votre ministère et à l'Algérie ?

Mohamed-Cherif Abbas : La célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie et du recouvrement de sa souveraineté porte des significations profondes dans la conscience collective du peuple algérien et rappelle son parcours historique qui confirme son attachement aux valeurs et aux idéaux pour lesquels il s'est soulevé dès l'aurore de l'histoire, en particulier les valeurs de liberté, de dignité, la défense de la patrie et de ses gloires, dont les sentiments ardents resteront gravés dans sa mémoire, malgré les slogans de liberté formelle qui visent à créer les conditions adéquates pour soumettre à nouveau les peuples à l'influence des grandes puissances. D'autre part, cette commémoration représente pour les autorités publiques l'occasion propice pour s'auto-

évaluer et dresser le bilan de 50 ans de réalisations dans tous les domaines liés à l'amélioration des conditions de vie du citoyen, tels que l'éducation, la recherche scientifique et la formation, la culture, l'habitat, la santé, l'eau et l'agriculture, ainsi que l'acquisition des sciences et des technologies pour garantir le redressement économique et assurer la décision souveraine de l'Etat qui met fin à la dépendance excessive et renforce la valeur de l'indépendance dans toutes ses dimensions : politique, économique, sociale et scientifique. Elle est destinée aussi à nourrir la mémoire et dissiper les obstacles à la communication entre les générations en évoquant les événements et les souffrances endurées par le peuple algériens durant 132 années de résistance et de lutte victorieuse contre l'injustice et l'oppression du colonisateur, ainsi que l'ampleur et l'immensité des sacrifices consentis pour remporter la victoire. C'est l'occasion propice pour se recueillir et rendre hommage aux glorieux chouhada et moudjahidine qui ont péri durant la guerre, tout en exprimant sa reconnaissance et sa gratitude aux moudjahidine qui se sont attelés, après l'indépendance, à l'édification du pays. Les ouvrages

INTERVIEW DU MOIS

À gauche de la photo Mohamed Chérif Abbas, ministre des Moudjahidine



liés à la mémoire permettront de consolider les liens d'appartenance à la patrie et de développer, chez la nouvelle génération, le sens de la responsabilité pour maintenir les acquis de l'indépendance et réaliser de nouvelles gloires qui affirment le mérite des sacrifices consentis par leurs aïeux. Nous veillerons, durant l'année du cinquantenaire, à intensifier les efforts qui visent à diffuser les connaissances historiques à travers différents programmes et processus tels que la publication d'un nombre important d'ouvrages, d'études historiques, de prospectus papier et électroniques ; la réalisation des films cinématographiques, des documentaires et de tout ce qui est en rapport avec l'événement, sans pour autant se baser sur le clonage du passé mais plutôt sur l'innovation et le patrimoine créatif qui englobe le passé, le présent et le futur. Outre la mémoire, les festivités commémoratives du cinquantenaire mettront l'accent sur les fruits de l'indépendance et les réalisations accomplies grâce aux filles et fils de la patrie en effaçant les impacts du colonialisme, guérissant les blessures et développant les acquis concrétisés malgré les contraintes

du système économique international qui fut injuste envers les États nouvellement indépendants.

Mémoria : Dans le cadre des célébrations, le secteur des Moudjahidine a renforcé et multiplié ses activités, notamment dans le domaine de l'audiovisuel et des publications par le financement de dizaines de films, ainsi que l'impression et la réimpression de centaines de livres, pouvez-vous nous en dire plus ?

Mohamed-Cherif Abbas : Les préparatifs relatifs à cet événement ont nécessité beaucoup de temps au niveau de la commission nationale permanente de préparation des cérémonies commémoratives des journées et des fêtes nationales qui a élaboré les grandes lignes des festivités qui permettent aux différents secteurs représentés la célébration de cette commémoration nationale, dont le travail est soutenu par la décision du président de la République qui a décidé de créer une commission nationale gouvernementale présidée par son excellence Monsieur le Premier ministre, chargée de la préparation de la commémoration du cinquantième anniversaire de l'indépendance, dans le cadre de la confirmation de la volonté politique au plus haut niveau des autorités du pays qui accordent un intérêt particulier à cet événement national inoubliable.

Les réunions tenues ont permis de définir la contribution de chaque secteur dans un contexte de complémentarité et d'harmonie et d'élaborer un programme varié, riche par son contenu festif, basé sur deux axes principaux :

1. les activités liées à la mémoire et à la commémoration des événements de notre glorieuse Révolution qui a conduit au recouvrement de la souveraineté nationale, afin d'assurer les liens entre les générations et leurs gloires et exploits ;
2. valoriser les réalisations de l'Algérie indépendante durant cinq décennies de construction et d'édification en mettant en évidence leur impact sur l'amélioration des conditions de vie des citoyens.

D'autre part, les commissions de wilaya, chargées de la préparation des cérémonies commémoratives des journées, des fêtes nationales, des dates historiques et

INTERVIEW DU MOIS

Photo souvenir de Mohamed Chérif Abbas, ministre des Moudjahidine entouré de membres de la famille révolutionnaire



des événements liés à la guerre de libération nationale et à la mémoire de chouhada, présidées par les walis, œuvrent en coordination avec tous les secteurs, les associations et les organisations, pour l'élaboration des programmes qui couvrent toutes les régions des wilayas, répondent aux aspirations de toutes les couches de la société et traitent dans leur intégralité :

1. les activités historiques, culturelles, artistiques et juvéniles,
2. les activités scientifiques et les journées de sensibilisation,
3. les activités et les manifestations sportives,
4. les réalisations et les projets de développement.

À cette occasion, la commission a adopté le slogan « Fête de l'Algérie 1962-2012 » qui reflète dans ses dimensions l'ampleur de cet événement et la portée de la commémoration.

Il a été décidé que les festivités commémoratives se dérouleront tout au long de l'année, du 5 juillet 2012 au 5 juillet 2013.

Dans le cadre de ces célébrations, le ministère des Moudjahidine a multiplié ses activités qui visent la valorisation du patrimoine historique dans le cadre de la politique nationale pour la protection de la

Mémoire nationale relative aux périodes de résistance, du mouvement national et de la Révolution du 1er novembre 1954, ainsi que divers programmes centrés sur :

1. la réalisation et la protection des lieux historiques,
2. la réalisation de stèles et fresques,
3. baptisation et rebaptisation,
4. édition, réédition et traduction,

Mémoria : Le Centre national des études et des recherches sur le Mouvement national et la Révolution du 1er novembre 1954 sous la tutelle du ministère des Moudjahidine œuvre de manière concrète, quelles sont les missions et les tâches qui lui sont dévolues et quelles sont ses réalisations ?

Mohamed-Cherif Abbas : Les missions du Centre des études et des recherches sur le Mouvement national et la Révolution du 1er novembre 1954

INTERVIEW DU MOIS

Mohamed Cherif Abbas lors de l'inhumation des restes de chouhadas



s'inscrivent dans le domaine de la recherche historique sur les différentes phases historiques, de la résistance populaire jusqu'à la fin de la guerre de libération, en d'autres termes la période entre 1830-1962, grâce à la collecte de documents historiques, leur classification, leur archivage et leur mise à la disposition des chercheurs, ainsi que la collecte des témoignages vivants des acteurs de l'événement, l'organisation des séminaires et des colloques nationaux et internationaux sur différents thèmes historiques spécifiques et juridiques et même économiques, liés aux phases historiques sus-citées, tels les essais nucléaires français au Sahara algérien, leurs conséquences sur l'homme et l'environnement, la santé durant la Révolution, la lutte de la femme, l'Armée de libération nationale, son origine et son évolution, le rôle des zaouïas, le foncier en Algérie etc. Compte tenu de leur valeur scientifique, les colloques et les informations historiques fournies, que ce soit à travers les conférences académiques animées par des professeurs qualifiés, ou à travers les témoignages vivants de ceux qui ont vécu ces événements, sont publiés par le centre dans la collection colloques nationaux et internationaux

On ajoute à cela la collection des unités de recherche dans le cadre du programme national pour la recherche, sous la supervision d'un groupe d'équipes de recherche

qui s'intéressent à l'histoire nationale, dont 38 projets sont publiés et 34 sont en cours de réalisation. Le centre est chargé également de fournir les documents historiques aux différents organismes officiels et non officiels tels que les associations intéressées par l'histoire, les institutions médiatiques visuelles et écrites. En outre, le centre dispose d'une bibliothèque spécialisée riche en livres historiques qui reçoit un grand nombre de chercheurs algériens et étrangers, ainsi que des étudiants diplômés dans les disciplines de l'histoire, de la sociologie, du droit et autres.

Dans le but de promouvoir et de vulgariser la culture historique, le centre publie une revue académique spécialisée, élaborée par de grands chercheurs dans le domaine de l'histoire.

Dans ce contexte, il faut noter que le musée national, les musées régionaux et ceux des wilayas jouent un rôle important dans la collecte et la préservation du patrimoine historique matériel, moral et littéraire lié aux moudjahidine et à la guerre de libération nationale dans leurs régions. Ils sont chargés aussi de la collecte et de l'enregistrement des témoignages vivants des moudjahidine et moudjahidate afin de faire connaître notre histoire et ses grandes phases, de la célébration des fêtes nationales et historiques et de la programmation de

INTERVIEW DU MOIS

Photo souvenir de Mohamed Chérif Abbas, ministre des Moudjahidine et Zhor Ounissi



colloques historiques et d'expositions à l'intérieur et à l'extérieur des établissements éducatifs. En bref, ils veillent à la préservation, à la promotion et à la vulgarisation de la Mémoire historique nationale.

Mémoria : L'Algérie réclame, depuis des dizaines d'années, ses archives, qu'en est-il aujourd'hui du dossier ?

Mohamed-Cherif Abbas

: La revendication s'inscrit parmi les droits légitimes du pays d'origine des archives et figure parmi les dossiers traités dans le cadre des négociations bilatérales entre les deux pays par la voie diplomatique. Les propos tenus sur les archives, les excuses, la loi glorifiant le colonialisme, sont des sujets cruciaux et sensibles qui préoccupent le peuple algérien, mais nous ne pouvons pas dire

plus que le message adressé par le président de la République Monsieur Abdelaziz Bouteflika au Président français François Hollande à l'occasion de la fête du 14 juillet.

Mémoria : Vous avez et vous allez baptiser et rebaptiser un certain nombre de rues aux noms de chouhada et de moudjahidine décédés, qu'en est-il du recensement effectué par le ministère des Moudjahidine dans ce domaine en coordination avec les services de la gendarmerie nationale ?

Mohamed Cherif Abbas :

La baptismation, et la rebaptisation, des lieux et des édifices publics est l'une des opérations programmées à l'occasion du 50^e anniversaire du

recouvrement de la souveraineté nationale. Elle concerne les services publics, les établissements éducatifs, les places publiques, les rues, les avenues, les édifices et les cités.

En plus de son importance en tant que geste de reconnaissance à la nation et de loyauté envers la Mémoire de ceux qui se sont sacrifiés corps et âme pour la patrie, et de commémoration des hauts faits de la résistance et de la guerre de libération nationale, l'opération porte des dimensions historiques, éducatives et culturelles qui renforcent le sentiment d'appartenance et consolident la relation des générations avec leur passé et leur histoire. À cet effet, nous avons lancé, à travers tout le territoire national, le recensement des lieux, des cités, des édifices et des rues non baptisés ainsi que ceux qui nécessitent une rebaptisation, y compris les nouvelles structures et les nouveaux établissements résidentiels éducatifs, sportifs et culturels, afin de les inclure dans le programme des commissions de wilaya chargées d'étudier les propositions de baptismation et de rebaptisation, en accordant à cette opération une attention particulière qui reflète son importance. Le processus de baptismation et rebaptisation est soumis à des textes juridiques qui déterminent les normes et les modalités relatives à la baptismation et à la rebaptisation des lieux publics. Du fait que l'opération est toujours en cours, il nous est impossible de donner un chiffre définitif sur le recensement effectué en coordination avec les services concernés.

Hassina Amrouni & Assem Madjid

17 Octobre 1961



**LA PLUS DURE RÉPRESSION
D'UNE MANIFESTATION
EN EUROPE CONTEMPORAINE**

ICI ON NOIE LES ALGERIENS



17 OCTOBRE 1961

Histoire



Des Algériens arrêtés lors de la manifestation pacifique organisée à Paris le 17 octobre 1961

Le 17 octobre 1961, répondant à l'appel de la Fédération de France du FLN, entre trente mille et quarante mille Algériens, venus de différentes régions, défilaient pacifiquement à Paris. Ils entendaient ainsi protester contre le couvre-feu qui leur avait été imposé par le préfet de police Maurice Papon. La police réagit avec une extrême violence. Certaines sources parlent de 200 morts. L'historien britannique Neil Mac Master considéra que ce fut la plus dure répression d'une manifestation pacifique en Europe contemporaine.



Maurice Papon

Par Boualem Tovarigt

17 OCTOBRE 1961

Histoire

Des Algériens entassés dans un bus sur le point d'être transférés dans des centres de détention



Le préfet de police Maurice Papon avait en effet imposé dans la région parisienne un couvre-feu exclusivement pour les Algériens. Il leur était interdit de se trouver à l'extérieur de leur domicile entre 20h30 et 5 heures. Les cafés des quartiers algériens devaient fermer à 19 heures. Ceux qui travaillaient de nuit devaient se faire délivrer des autorisations par la préfecture. Ces mesures n'étaient pas isolées. Elles avaient été entérinées par un conseil interministériel du 5 octobre 1961. En septembre, une circulaire de Maurice Papon recommandait des expulsions massives d'ouvriers algériens vers l'Algérie.

Le gouvernement français cherchait à en finir avec les combattants de la Fédération de France du FLN qui avaient décidé de porter la guerre de libération sur le territoire de la Métropole. Il résolut de le faire en employant les méthodes qui avaient déjà fait leurs preuves en Algérie : répressions massives, suspension

des droits, détentions arbitraires, exécutions sommaires. Les quartiers algériens connurent des rafles subites, des arrestations arbitraires, des bouclages, des assignations. Maurice Papon couvrit les policiers qui se rendirent coupables de tels actes.

Ce 17 octobre 1961 fut « une sorte de concentré de toutes les horreurs de la guerre d'Algérie », comme le dira plus tard le sociologue Pierre Bourdieu. On retrouva les méthodes de la bataille d'Alger avec ses rafles et ses centres de tri, ses interrogatoires musclés et ses liquidations sommaires. Les manifestants furent frappés, emmenés sans retenue dans des voitures de police vers les commissariats où ils furent jetés dans des geôles. Des journalistes rapportèrent les scènes de massacre dont ils furent les témoins. Ils virent des policiers tirer sur la foule, des manifestants qu'on balançait dans la Seine. Les Algériens furent violemment chargés à la sortie des bouches de métro. On mobilisa 7.000 policiers en uniforme qui occupèrent les points de passage et

17 OCTOBRE 1961

Histoire

les grands boulevards de la capitale. On installa des barrages aux principaux carrefours et on intercepta les manifestants qui venaient de la banlieue pour leur interdire de rejoindre le mouvement. Il y eut officiellement 11.730 arrestations reconnues cette nuit du 17 au 18 octobre 1961. On emmena les interpellés dans des lieux réquisitionnés. Le palais des sports, le stade de Coubertin, le Centre de Vincennes furent transformés en centres de détention où l'on entassa les détenus pendant plusieurs jours dans les pires conditions.

Jacques Derogy relata dans L'Express du 19 octobre 1961 ce qu'il vit ce soir-là. Il parla d'une foule avec femmes et enfants, sans bâtons ni banderoles qui marchaient en applaudissant. Il observa un service d'ordre très strict qui faisait marcher la foule sur la moitié des trottoirs et réglait la circulation aux carrefours. Les manifestants lançaient leurs mots d'ordre sans agiter de drapeaux ni de banderoles : « Levez le couvre-feu ! Algérie algérienne ! Vive le

FLN ! » Le journaliste est formel. Il suivait de loin le cortège qui s'était ébranlé de la place de l'Opéra quand il vit à 21h 40, à hauteur du cinéma Rex, des policiers casqués arrivés par cars charger la foule, la crosse de leur mitraillette en avant. « Je me trouve devant la piscine Neptuna, boulevard Bonne-Nouvelle, quand claquent les premières détonations... Je vois tirer d'un car de la préfecture en direction de la terrasse du café-tabac du Gymnase, à l'angle de la rue Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle... D'autres policiers tirent maintenant à leur tour, je compte plus d'une vingtaine de détonations. » Il a vu des corps allongés : « Deux Algériens sont couchés sur le côté, inertes, au pied d'un arbre. Ils ont l'air de saigner d'un peu partout. À trois mètres, autour d'une table de bistro, cinq autres corps sont entassés les uns sur les autres. Deux d'entre eux râlent doucement. » Les manifestants arrivant de Nanterre avaient été bloqués pour les empêcher de rentrer dans Paris. Le même journaliste relate : « Un premier choc s'est produit au pont de Neuilly, où des



La manifestation pacifique quadrillée par la police française

17 OCTOBRE 1961

Histoire

Répondant à l'appel du FLN, des milliers d'émigrés algériens ont participé à la marche pacifique de Paris



harkis attendaient une immense colonne descendue de Nanterre et de Puteaux. Un harki tira une rafale de mitraillette, tuant un garçon de quinze ans. Une fusillade s'ensuivit pendant une demi-heure. Après la bataille, la chaussée de l'avenue du Général-de-Gaulle était jonchée de débris de toutes sortes, de landaus renversés, de souliers de femmes, de grandes traînées de sang. » La police française, aidée par des supplétifs, organisa dans les quartiers de Paris et de sa banlieue une chasse aux Algériens qui furent battus, emprisonnés et certains jetés dans le fleuve. Elle mena des rafles avec une extrême violence dans le bidonville de Nanterre.

Cette répression a-t-elle été une surprise ? Elle étonna par sa sauvagerie les manifestants algériens qui ne s'y attendaient pas. Elle surprit l'opinion publique française et internationale. En fait, un conseil interministériel s'était tenu le 5 octobre 1961 pour étudier les moyens de combattre l'action du FLN en France. C'était à ce moment que fut décidée

l'instauration d'un couvre-feu pour les Algériens. Le 1er décembre 1959, le préfet de police de Paris, Maurice Papon, avait mis en place les FPA (forces de police auxiliaire). On reprit les mesures déjà utilisées en Algérie : interrogatoires poussés, suspension des droits pour certaines catégories de personnes, non-respect des règles de procédure, couverture des dépassements des agents de l'ordre. Le ministre de la Justice qui avait émis des réserves fut remplacé au gouvernement le 23 août 1959. Des témoignages furent ensuite rapportés sur l'attitude de Maurice Papon : il aurait incité les policiers à mener la répression contre les militants du FLN ou supposés tels leur promettant l'impunité. Le sociologue Pierre Bourdieu déclara sa honte « d'avoir été le témoin impuissant d'une violence d'État haineuse et organisée ».

Boualem Touarigt

17 OCTOBRE 1961

Témoignage

12.12.4

Dimanche le 22 octobre 1961

RAPPORT CONCERNANT
LA JOURNÉE DU MARCHÉ

M. Barberi Louis
12 Allée Abbé Gregoire
Bourg nouveau
(Lyon)

..... H. a été sorti de l'auto A12 31A, nous sommes passés
d'Avance du MAIRIE. nous se trouve 7 personnes (4 hommes, et 3 femmes)
nous marchons depuis environ 5 heures nous sommes sans
crainte aucun policier. Lorsque il y a une 400 nous qui était
en stationnement et l'angle est une petite rue qui n'est
pas bien sûr. sort un policier qui s'avançait
vers nous une moustache et la main. il nous a vu la fois
qui se trouvait pas de nous et lui donna un coup
sur la tête. le coup était si brutal que la fois. lui
lui a fait se rebelle. le policier en profita pour lui redonner
un coup sur les côtes. A nouveau la fois. Revenu, puis il
partait la fois les deux qui étaient avec nous
sans le coup et l'émotion. l'une qui attendait un bébé
paraît évanouie. Nous avons tous épuisés. J'ai pris la
main de la fois. Tandis que les autres fois ont tous
mon nous n'avons pas de la fois. il Restait un fois
qui n'est rebelle que l'endurance. il se était brutalisé
et il l'a laissé dans la rue sans connaissance. ses
deux parents qui l'ont emmené à l'hôpital.

17 OCTOBRE 1961

Témoignage

Amami le 28 Octobre 1961

Boumain Mohamed
10 Rue St Denis

221

Chers Frères

Après avoir reçu la directive par les Frères que l'organisation est en état d'alerte, que toutes les familles ne doivent pas s'abstenir de leur domicile, j'ai exécuté les ordres le lundi 16 Octobre j'ai reçu la directive d'y aller manifester mardi à 8h30 au sujet de la Concorde sur le Boulevard du côté chat. On allant vers les Champs Élysées pour manifester contre le cancer. Je suis parti d'Amami à pied, de là j'ai pris le train pour Saint Lazare. J'y étais à 8h. Pour descendre j'ai vu des agents de police arrêter les frères Algériens et les fouillaient et les embarquant dans la voiture les mains sur la tête, en voyant ceci j'ai fait demi-tour et suis sorti par la rue de Rome laquelle était sans garde j'ai couru tout droit un peu plus loin j'ai trouvé une station de métro laquelle j'ai prise j'ai changé à l'Opéra et 3 stations après j'étais à la Concorde, il y avait quelques Algériens. À la sortie avant de monter les escaliers un agent de police se présenta devant nous et dit: « Venez manifester bande de sauvages », il me fit faire mains en l'air face au mur et fouiller. Après ça ils nous mirent deux par deux en nous emmenant dans un côté au il faisait un sombre alors ils commencent à nous battre j'ai reçu un coup sur la tête trois coups au dos et une à la jambe droite. Puis on est monté dans un fourgon, lequel nous a mené au Châtelet

17 OCTOBRE 1961

Témoignage

Avant de descendre j'entendis un vieil homme disait j'étais le comité d'Algérie. Il avait une petite matraque à la main et tapait sur tous ceux qui passaient au nez. Ont été groupés tous l'un contre l'autre, les uns à genoux les autres assis. J'ai vu un frère algérien qui saignant de toutes parts sur la tête gisait sur un lit d'égout et il pleuvait. 15 minutes après les petites sauteuses de police commencèrent à emmener les frères Algériens 6 par 6, ou je ne sais pas. Après les grandes voitures commencèrent 50 par 50 à la porte de Versailles. On a été saoullé et on est entré dans une grande salle on s'est installé, les uns aux machines les autres par terre. Le lendemain on passa tous au Centre. On avait soif et on crissait de l'eau de l'eau. Ils ont ouvert les boîtes d'insouffles et empliront des grosses bassines dans lesquelles se baignait à l'aide d'un quai. On fut emmené dans la salle précédente, là on était partagé par des sortes de guilles. De temps en temps un Algérien tombait évanoui et emmenait à l'infirmerie. Le reste se déroula toujours la même chose jusqu'à samedi à 4^h30 du soir, ils commencèrent à nous pointer au dernier Centre. On était séparé par ordre Alphabétique et on passait nous photographier, une photo de face et l'autre de profil et dimanche à 6^h30 du matin, il nous ont libéré.

C'est la tout ceux que j'ai vu et vécu
Avec mes salutations fraternelles

à la République Algérienne

17 OCTOBRE 1961

Témoignage

11221.

Rapport d'information du 17-10-61

Je suis parti de Chamoet vers 20 H. vers
l'étoile au fi armé vers 21 H. Je suis
interpellé tant de suite et me am d'autre
frères ~~et~~ ~~je~~ ~~sois~~ j'ai été tabassé à coup
de poings au ventre ainsi que la
majorité des frères. On nous fit monter
dans les cars et nous emmenèrent au
palais des sport où l'on me tabassa de
nouveau. J'ai aussi été fouillé. Je vi
plusieurs fois tombés par terre. Ils furent
sortir environ 350 pour les envoyer
en Algérie.

J'ai été relâché le 22 vers 7 H du matin
même d'un bœuf fermé verrouillé pour le
même jour.

Alane Belkacem - 165

17 OCTOBRE 1961

Témoignage

DES POLICIERS FRANÇAIS DÉNONCENT

Ce qui s'est passé le 17 octobre 1961 et les jours suivants contre les manifestants pacifiques, sur lesquels aucune arme n'a été trouvée, nous fait un devoir d'apporter notre témoignage et d'alerter l'opinion publique. Nous ne pouvons taire plus longtemps notre réprobation devant les actes odieux qui risquent de devenir monnaie courante et de rejaillir sur l'honneur du corps de police tout entier.

Aujourd'hui, quoiqu'à des degrés très différents, la presse fait état de révélations, publie des lettres de lecteurs, demande des explications. La révolte gagne les hommes honnêtes de toutes opinions. Dans nos rangs, ceux-là sont la grande majorité. Certains en arrivent à douter de la valeur de leur uniforme.

Tous les coupables doivent être punis. Le châtiment doit s'étendre à tous les responsables, ceux qui donnent les ordres, ceux qui feignent de laisser faire, si haut placés soient-ils.

Nous nous devons d'informer.

Quelques faits, le 17 octobre...

Parmi les milliers d'Algériens emmenés au parc des Expositions de la porte de Versailles, des dizaines ont été tués à coups de crosse et de manche de pioche par enfoncement du crâne, éclatement de la rate ou du foie, brisure des membres. Leurs corps furent piétinés sous le regard bienveillant de M. Paris, contrôleur général.

D'autres eurent les doigts arrachés par les membres du service d'ordre, policiers et gendarmes mobiles, qui s'étaient cyniquement intitulés - comité d'accueil

A l'une des extrémités du pont de Neuilly, des groupes de gardiens de la paix, à l'autre des CRS, opéraient lentement leur jonction. Tous les Algériens pris dans cet immense piège étaient assommés et précipités systématiquement dans la Seine. Il y en eut une bonne centaine à subir ce traitement. Ces mêmes méthodes furent employées au pont Saint-Michel. Les corps des victimes commencent à remonter à la surface journalièrement et portent des traces de coups et de strangulation.

A la station du métro Austerlitz, le sang coulait à flots, des lambeaux humains jonchaient les marches des escaliers. Ce massacre bénéficiait du patronage et des

encouragements de M. Soreau, contrôleur général du cinquième district.

La petite cour, dite d'isolement, qui sépare la caserne de la Cité de l'hôtel préfectoral, était transformée en un véritable charnier. Les tortionnaires jetèrent des dizaines de leurs victimes dans la Seine qui coule à quelques mètres pour les soustraire à l'examen des médecins légistes. Non sans les avoir délestés, au préalable, de leurs montres et de leur argent. M. Papon, préfet de police, et M. Legay, directeur général de la police municipale, assistaient à ces horribles scènes. Dans la grande cour du 19 août plus d'un millier d'Algériens étaient l'objet d'un matraquage intense que la nuit rendait encore plus sanglant.

Quelques autres...

A Saint-Denis, les Algériens ramassés au cours de rafles sont systématiquement brutalisés dans les locaux du commissariat. Le bilan d'une nuit récente fut particulièrement meurtrier. Plus de trente malheureux furent jetés, inanimés, dans le canal après avoir été sauvagement battus.

A Noisy-le-Sec, au cours d'un très ordinaire accident de la route, une Dauphine a percuté un camion. Le conducteur de la Dauphine, un Algérien, gravement blessé, est transporté à l'hôpital, dans un car de police. Que s'est-il passé dans le car? Toujours est-il que l'interne de service constata le décès par balle de 7,65. Le juge d'instruction commis sur les lieux a été contraint de demander un complément d'information.

A Saint-Denis, à Aubervilliers, et dans quelques arrondissements de Paris, des commandos formés d'agents des Brigades spéciales des districts et de gardiens de la paix en civil « travaillent à leur compte, hors service. Ils se répartissent en deux groupes. Pendant que le premier arrête les Algériens, se saisit de leurs papiers et les détruit, le second groupe les interpelle une seconde fois. Comme les Algériens n'ont plus de papiers à présenter, le prétexte est trouvé pour les assommer et les jeter dans le canal, les abandonner blessés, voire morts, dans des terrains vagues, les pendre dans le bois de Vincennes.

Dans le XVIII, des membres des Brigades spéciales du troisième district se sont livrés à d'horribles tortures. Des Algériens ont été aspergés d'essence et brûlés « par

17 OCTOBRE 1961

Témoignage

morceaux ». Pendant qu'une partie du corps se consumait, les vandales en arrosaient une autre et l'incendiaient.

Ces quelques faits indiscutables ne sont qu'une faible partie de ce qui s'est passé ces derniers jours, de ce qui se passe encore. Ils sont connus dans la police municipale. Les exactions des harkis, des Brigades spéciales des districts, de la Brigade des agressions et violences ne sont plus des secrets. Les quelques informations rapportées par les journaux ne sont rien au regard de la vérité.

Il s'agit d'un impitoyable processus dans lequel on veut faire sombrer le corps de police. Pour y parvenir, les encouragements n'ont pas manqué. N'est-elle pas significative la manière dont a été appliqué le décret du 8 juin 1961 qui avait pour objet le dégagement des activistes ultras de la préfecture de police? Un tel assainissement était pourtant fort souhaitable. Or, on ne trouve personne qui puisse être concerné par cette mesure. Pour sauver les apparences, soixante-deux quasi-volontaires furent péniblement sollicités, qui obtiennent chacun trois années de traitement normal et, à l'issue de cette période, une retraite d'ancienneté... Ce n'est là qu'un aspect de la « complaisance » du préfet. En effet, au cours de plusieurs visites dans les commissariats de Paris et de la banlieue, effectuées depuis le début de ce mois, M. Papon a déclaré : « Réglez vos affaires avec les Algériens vous-mêmes. Quoi qu'il arrive vous êtes couverts. » Dernièrement, il a manifesté sa satisfaction de l'activité très particulière des Brigades spéciales de districts et s'est proposé de doubler leurs effectifs. Quant à M. Soreau, il a déclaré de son côté, pour vaincre les scrupules de certains policiers : « Vous n'avez pas besoin de compliquer les choses. Sachez que même s'ils (les Algériens) n'en portent pas sur eux, vous devez penser qu'ils ont toujours des armes ».

Le climat ainsi créé porte ses fruits. La haine appelle la haine. Cet enchaînement monstrueux ne peut qu'accumuler les massacres et entretenir une situation de pogrom permanent.

Nous ne pouvons croire que cela se produise sous la seule autorité de M. le préfet. Le ministre de l'Intérieur, le chef de l'État lui-même ne peuvent les ignorer, au moins dans leur ampleur. Sans doute, M. le préfet a-t-il évoqué devant le conseil municipal les informations judiciaires en cours. De même, le ministre de l'Intérieur a parlé d'une commission d'enquête. Ces procédures doivent être rapidement engagées. Il reste que le fond de la question demeure : comment a-t-on pu ainsi pervertir non pas quelques isolés, mais malheureusement, un nombre important de policiers, plus spécialement parmi

les jeunes? Comment en est-on arrivé là?

Cette déchéance est-elle l'objectif de certains responsables? Veulent-ils transformer la police en instrument docile, capable d'être de main le fer de lance d'une agression contre les libertés, contre les institutions républicaines?

Nous lançons un solennel appel à l'opinion publique. Son opposition grandissante à des pratiques criminelles aidera l'ensemble du corps de police à isoler puis à rejeter ses éléments gangrenés. Nous avons trop souffert de la conduite de certains des nôtres pendant l'occupation allemande. Nous le disons avec amertume mais sans honte puisque, dans sa masse, la police a gardé une attitude conforme aux intérêts de la Nation. Nos morts, durant les glorieux combats de la libération de Paris, en portent témoignage.

Nous voulons que soit mis fin à l'atmosphère de jungle qui pénètre notre corps. Nous demandons le retour aux méthodes légales. C'est le moyen d'assumer la sécurité des policiers parisiens qui reste notre préoccupation. Il en est parmi nous qui pensent, à juste titre, que la meilleure façon d'aboutir à cette sécurité, de la garantir véritablement, réside en la fin de la guerre d'Algérie. Nous sommes, en dépit de nos divergences, le plus grand nombre à partager cette opinion. Cependant, nous le disons nettement : le rôle qu'on veut nous faire jouer n'est nullement propice à créer les conditions d'un tel dénouement, au contraire. Il ne peut assurer, sans tache, la coopération souhaitable entre notre peuple et l'Algérie de demain.

Nous ne signons pas ce texte et nous le regrettons sincèrement. Nous constatons, non sans tristesse, que les circonstances actuelles ne le permettent pas. Nous espérons pourtant être compris et pouvoir rapidement révéler nos signatures sans que cela soit une sorte d'héroïsme inutile.

Nous adressons cette lettre à M. le président de la République, à MM. les membres du gouvernement, députés, sénateurs, conseillers généraux du département, aux personnalités religieuses, aux représentants de la presse, du monde syndical, littéraire et artistique.

Nous avons conscience d'obéir à de nobles préoccupations, de préserver notre dignité d'hommes, celle de nos familles qui ne doivent pas avoir à rougir de leurs pères, de leurs époux.

Mais aussi, nous sommes certains de sauvegarder le renom de la police parisienne, celui de la France.

Paris, le 31 octobre 1961.

17 OCTOBRE 1961

Portrait



*Mohamed Zouaoui, nom de code «Maurice»,
alias «Mustapha le noir»*

L'UN DES ARCHITECTES DU 17 OCTOBRE



Par Abderrachid Mefti

17 OCTOBRE 1961

Portrait

Après les manifestations du 17 octobre 1961 à Paris, les services du renseignement français, en l'occurrence la Direction de la surveillance du territoire (DST), ont lancé une véritable chasse à l'homme pour tenter de retrouver les principaux organisateurs de ce vaste mouvement qui a fait trembler l'État français. Parmi ces Algériens, il y avait un certain Mohamed Zouaoui, élément important au sein de la Fédération de France du FLN, chargé de coordonner la collecte de fonds et les actions armées dans l'Hexagone, et non moins l'un des principaux organisateurs des manifestations de l'automne 1961.

Figure emblématique du mouvement national algérien, Mohamed Zouaoui, dit «Mustapha le Noir», dont le nom de code était «Maurice», est né le 8 mars 1920 à Sidi Bel Abbas au sein d'une famille de militants nationalistes. Après des études primaires et secondaires dans sa ville natale, il poursuivra sa formation à la faculté d'Alger puis à l'Université de Toulouse (Sud de la France). Ses débuts dans le militantisme politique, il les effectue à Sidi Bel Abbas en créant à l'échelle régionale les premières représentations du Parti du peuple algérien (PPA) et de l'Organisation spéciale (OS) ainsi que la mise en place d'un bureau du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA). Après un parcours militant très actif en Algérie, alors que la révolution était en pleine préparation, il décide de se rendre en France où sa détermination de s'engager dans le combat libérateur du pays a grandi. Après avoir terminé ses études universitaires à Toulouse, il monte à Paris où il retrouve des compatriotes imprégnés de la volonté de mettre leurs compétences, leur savoir-faire au profit de la révolution algérienne. Il poursuivra sa mission dans la clandestinité et accèdera à des responsabilités importantes au sein de la Fédération de France.

C'est au début de l'été 1959 qu'il est nommé responsable contrôleur de la wilaya 3B (région de Marseille), avant de se retrouver à Paris en qualité de chargé de l'information. À la fin de l'année 1960, les principales structures actives de la Fédération du FLN seront mises en place et c'est au début de l'année 1961 que sera créé, sur proposition de Amar Ladlani, dit Kaddour, un comité composé de quatre responsables contrôleurs, présidé par Mohamed Zouaoui en qualité de responsable fédéral.

Selon l'analyse de Neil Mac Master sur la Fédération de France et l'organisation du 17 octobre, ceux qu'on appelait à l'époque les porteurs de valises du FLN étaient fascinés

par le rôle de Zouaoui, (...) «dont "l'invisibilité" témoigne de la sophistication et de l'étanchéité de l'organisation du FLN à Paris à cette époque (...)»

«Mustapha le noir» était le coordinateur entre le comité fédéral installé en Allemagne et les chefs de régions disséminés à travers la France, auxquels il transmettait les ordres venus de Cologne. Le réseau Zouaoui était devenu une véritable plaque tournante de toutes les actions, aussi bien politiques que militaires, sur le territoire français.

Après la mise sous couvre-feu de la communauté algérienne vivant dans la capitale française et ses environs, le 5 octobre 1961, par le préfet de police, Maurice Papon, le comité des quatre a convoqué une réunion d'urgence au cours de laquelle devaient être prises des décisions destinées à contrecarrer cette mesure discriminatoire. Le 7 octobre, il transmet une lettre au comité fédéral, dont le siège était à Cologne (Allemagne), dans laquelle il lui demande l'autorisation d'organiser une marche pacifique à travers les quartiers de Paris. Après moult consultations, le comité fédéral se réunira à son tour le 10 octobre et donnera son accord pour l'organisation immédiate d'une protestation de grande ampleur.

Il pleut en ce mardi 17 octobre. L'organisation mise en place par Zouaoui se révélera efficace au point que les principaux quartiers de Paris furent subitement submergés par un nombre impressionnant de manifestants variant entre 40 000 et 50 000 Algériens, hommes, femmes et enfants, habitant la capitale ou sa banlieue.

La répression des forces de l'ordre qui s'en est suivie fera des centaines de morts et des milliers de blessés, alors que les arrestations et les expulsions vers l'Algérie seront comptées par milliers entre le 17 et le 21 octobre.

Lors de son arrestation, le 10 novembre 1961, Mohamed Zouaoui, alias «Mustapha le Noir», fut reconnu comme étant le chef des opérations du FLN en France, agissant au sein d'un réseau sous le nom de code «Maurice». De son côté, la presse de l'époque a été unanime à considérer qu'il était doté «d'une intelligence et d'un savoir-faire exceptionnels».

Il sera emprisonné puis libéré en mars 1962, après la signature des accords de cessez-le-feu.

Après l'indépendance, il est élu député à l'Assemblée constituante et, à la fin de son mandat, il prend sa retraite pour se consacrer pleinement à sa famille.

Mohamed Zouaoui est décédé le 3 octobre 2000 à Sidi Bel Abbès à l'âge de quatre-vingt ans.

Abderrachid Mefti



À l'extrême gauche de la photo Mohamed Ghafir (dit Moh Clichy), se recueillant sur la stèle commémorative des victimes de la répression.

À la mémoire des victimes
de la répression de la manifestation
pacifique d'algériens
jetés dans la Seine à cet endroit
le 17 octobre 1961
En réconciliation des deux peuples

MOHAMED GHAFIR : « LA RÉPRESSION FUT ATROCE ET INNOMMABLE »



Mohamed Ghafir
(dit Moh Clichy)

Mohamed Ghafir, plus connu sous le sobriquet de Moh Clichy, est un ancien militant et responsable au sein de la Fédération de France du FLN. Il était plus exactement chargé de la Banlieue Nord de Paris (Wilaya I, Paris, Rive-gauche). Pendant les manifestations du 17 octobre, il venait de sortir de prison. Il avait participé à leur organisation en tant que responsable de wilaya. Moh Clichy était très actif dans la banlieue parisienne où il avait participé à l'organisation d'attentats contre les traîtres de la révolution. Il sillonnait les rues parisiennes sur une mobylette pour détecter les endroits où se cachaient ceux qui voulaient nuire à la révolution. Son parcours est marqué notamment par le coup de gueule lancé à la face des juges français lors de son procès en 1958. En effet, arrêté le 8 janvier 1958 par la DST à Paris, Moh Clichy fut emprisonné à Fresnes (Écrou-26216-cellule182) où il avait rencontré les 1500 autres détenus du FLN. Membre du comité de détention chargé de la commission socioculturelle, avec d'autres membres (Bachir Boumaza, Moussa Kbaili, Ahmed Hadj Ali, Mohamed Benaissa, Mustapha Francis, Abdelkader Belhadj et Mehidi Noui), Ghafir avait été l'un des premiers détenus à adopter la nouvelle stratégie de défense face aux juges français. Stratégie consistant à renier la compétence de la justice coloniale.

Par Imad Kenzi

17 OCTOBRE 1961

Témoignage

Avec l'accord du comité de détention et du collectif des avocats du FLN (maîtres Mourad Oussedik, Abdessamed Benabdellah et Michelle Beauvillard), il avait fait une déclaration politique lors de sa comparution le 8 octobre 1958 devant la 10^e chambre d'appel. Voici le texte intégral de sa déclaration :

« Monsieur le Président, nous sommes des Algériens, à ce titre, nous n'avons fait que notre devoir au service de la révolution de notre peuple. Nous nous considérons comme des soldats qui se battent et savent mourir pour leur idéal. Ainsi, nous faisons partie intégrante de l'Armée de libération nationale, nous avons des chefs à qui nous devons obéissance. Nous avons un gouvernement, le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), que nous reconnaissons seul capable de nous administrer sa justice. Nous déclinons ainsi la compétence des tribunaux français. Quel que soit votre verdict, nous demeurons convaincus que notre cause triomphera, parce qu'elle est juste et parce qu'elle répond aux impératifs de l'Histoire. Face à ce tribunal, à la mémoire des martyrs algériens morts pour la libération de leur patrie, nous observons une minute de recueillement. Garde à vous ! Vive l'Algérie libre et indépendante. Vive le Front de libération nationale. Vive la République algérienne. Vive la Révolution algérienne. » Une déclaration historique que Mohamed Ghafir récite encore de tête. Depuis, tous les Algériens jugés faisaient la même déclaration face aux tribunaux. Mohamed Ghafir avait été condamné à trois ans de prison. À sa sortie, il avait participé à l'organisation des manifestations du 17 Octobre 1961.

Dans cet entretien, il revient justement sur ces manifestations, le contexte de leur déroulement et surtout la lutte de l'immigration algérienne pour l'indépendance de son pays.

Mémoria : Monsieur Mohamed Ghafir, dans quel contexte politique les manifestations du 17 octobre 1961 avaient été organisées à Paris ?

Mohamed Ghafir : Tout d'abord, je dois dire qu'à propos des manifestations du 17 octobre, beaucoup de choses ne sont pas encore dites. On ignore encore comment elles se sont véritablement

déroulées et leur impact. Il faut souligner qu'elles ne sont pas de simples manifestations, mais une bataille effective. C'était une bataille politique du FLN au sein de l'immigration. Le 17 octobre 1961 ne se limitait pas simplement au fait que des Algériens soient massivement jetés à la Seine par la police de Maurice Papon. Pour moi, ayant vécu ces événements en tant que responsable au sein de la Fédération de France du FLN au niveau de Paris, juste après ma libération de prison, on doit d'abord expliquer les origines de ces manifestations avant de donner tout leur sens. En 1958, quand de Gaulle revient au pouvoir à la demande des pieds-noirs, Ferhat Abbas, au nom du Comité de coordination et d'exécution (CCE) a déclaré, en juillet 1958, que si de Gaulle compte poursuivre et maintenir la même politique que ses prédécesseurs, le FLN sera dans l'obligation de transporter la guerre sur le sol français. Cela n'a pas mis beaucoup de temps, puisque le Comité fédéral a reçu des ordres de réunir les responsables en France. Une décision est prise alors à Cologne, en Allemagne d'ouvrir un front sur le sol français. Après, des fidaïs volontaires ont été désignés pour former des groupes armés, on les appelait les GA à l'époque. Deux commandos ont été constitués : l'un est envoyé au Maroc et l'autre en Allemagne pour une formation paramilitaire. Quand ils sont rentrés trois semaines plus tard, la date du déclenchement de la lutte est fixée. Le 25 août 1958 à 00h00, des actions armées ont été lancées sur tout le territoire français. Mais le 1^{er} septembre 1958, Maurice Papon, alors préfet de Paris, a décrété un premier couvre-feu pour les Algériens. Ce fut la première mesure dans sa stratégie guerrière contre le FLN en France. Car, il faut bien le rappeler, lorsque Papon fut nommé préfet à Paris, il avait eu carte blanche de la part du Premier ministre Debré qui lui avait textuellement dit : « Réglez vos comptes avec les Algériens, vous êtes couvert par le pouvoir. » Le couvre-feu de 1958 avait été suspendu quelques jours après son entrée en vigueur. De notre côté, nous avons poursuivi la lutte. Le 5 septembre 1958, un commando de trois fidaïs de l'Organisation Spéciale de la Fédération de France du FLN, avait tenté d'abattre Jacques Soustelle, ministre de l'Information du général de Gaulle. Il avait été ciblé à la place de l'Étoile, pas loin du siège de son ministère. Par miracle, Soustelle s'en était

17 OCTOBRE 1961

Témoignage

sorti indemne. Les trois membres du commando furent arrêtés après l'attentat. Ils furent condamnés à mort. Ainsi, la Fédération avait maintenu le même cap pendant plusieurs mois. Et en 1959, de Gaulle décida de changer de politique vis-à-vis de l'Algérie. Le 19 septembre 1959, il évoqua pour la première fois l'autodétermination de l'Algérie. Néanmoins, certains membres de son gouvernement étaient contre cette nouvelle politique. C'était le cas de son Premier ministre Michel Debré qui avait essayé de le contrecarrer. C'était également le cas de Maurice Papon. Ce dernier avait fait venir d'Algérie plus de 500 harkis, sélectionnés parmi les plus durs. Ils constituaient le noyau dur des forces de police auxiliaire, créée spécialement pour mener la guerre au FLN.

Mémoria : Justement à propos de ces premières actions armées sur le sol français, pouvez-vous nous dire quel type d'actions les responsables de la Fédération de France avaient alors préconisé ?

Mohamed Ghafir : Quand les fidaïs formés pour la circonstance ont été éparpillés sur les différentes régions françaises, ils ont reçu un programme d'action. Il fallait cibler des objectifs militaires et économiques. Une directive qui mérite d'être rappelée ici leur a été donnée : tout faire pour épargner les civils. Et ce pour ne pas faire retourner l'opinion française contre nous. Donc, d'une manière générale, il fallait s'attaquer aux casernes, aux commissariats et à toutes les infrastructures économiques importantes. Le cas par exemple de la raffinerie de Mourepiane à Marseille est édifiant. C'est la plus grande raffinerie de France qui permettait d'alimenter l'armée française en Algérie en essence et gasoil, et ce en million de mètres cubes. On prenait le pétrole algérien pour le raffiner et le renvoyer ensuite en Algérie. D'ailleurs, pour la petite anecdote, un de nos responsables au niveau du CCE avait dit une année avant le sabotage de cette raffinerie : « Le pétrole algérien qui est transféré pour alimenter leurs raffineries, on va le brûler même en France. » Cette raffinerie de Mourepiane a été

enflammée le 25 août 1958 à minuit et 15 minutes. Le lendemain, le journal marseillais, *Le Provençal*, a titré à la une en gras et en rouge : « Catastrophe nationale ». Pour vous dire l'ampleur des dégâts occasionnés par l'explosion de Mourepiane. En plus du sabotage de cette raffinerie, il y a eu également des attaques aussi spectaculaires, comme celles ayant ciblé la cartoucherie de Vincennes et le déraillement de trains de marchandises. Certains militants ont provoqué également plusieurs incendies de forêts. Même la Tour Eiffel a été ciblée. Plus exactement, un fidaï a tenté de démonter l'antenne de Radio France installée à son sommet, avant de placer une bombe artisanale d'une faible puissance dont l'explosion a causé une relative coupure des transmissions. À travers ces actions, nous avons voulu adresser un message à de Gaulle pour qu'il comprenne que l'Algérie n'est pas française. C'est le message de toute l'immigration algérienne en France. À l'époque, nous étions à peu près 400 000 Algériens sur le territoire français.

Mémoria : Comment la Fédération de France avait-elle préparé la manifestation du 17 octobre ?

Mohamed Ghafir : Juste après l'instauration du couvre-feu par Maurice Papon, le 6 octobre 1961 (ce couvre-feu ne concerne pas toutes les villes françaises mais il se limite à Paris et les banlieues), nous avons envoyé des rapports au Comité fédéral* de la Fédération de France du FLN avec des suggestions de la base qui commençait à sentir la menace venir avec le couvre-feu. Le 10 octobre, nous avons eu la réponse. Nos responsables nous ont alors proposé de boycotter le couvre-feu et de faire en sorte à ce que tout les Algériens sortent en famille tous les soirs, et ce à partir du 14 octobre (le 17 est la date butoir). Des directives strictes sont également données à savoir : ne pas prendre d'armes de quelque nature qu'elle soit lors des sorties et s'habiller correctement. Nous avons alors répercuté la directive comme il se doit jusqu'à la base (il y a dix paliers depuis la cellule jusqu'au chef de wilaya. Ce système pyramidal comportait la wilaya, la super zone, la zone, la région, le secteur, la kasma, la section, le groupe, la cellule et le militant). Ainsi, le 17 octobre à 20h30, tout le

17 OCTOBRE 1961

Témoignage

monde a répondu à l'appel de braver l'interdiction de sortir. Nos militants et militantes sont alors sortis avec des poussettes et des bébés, comme s'ils allaient à une fête. Ils devaient se rendre aux grands boulevards de Paris. Nous avons indiqué au préalable aux militants les endroits où ils devaient se rendre, et ce en fonction de la région où ils résidaient. Le préfet de police de Paris, qui a eu vent de cette manifestation, a mobilisé 7 000 policiers et auxiliaires de police ainsi que 1500 gendarmes pour la réprimer dans le sang. C'était une nuit glaciale, une nuit pluvieuse. Toutes les portes de Paris (il y en a 35 à Paris) et toutes les bouches de métro étaient quadrillées par la police de Papon qui avait alors bloqué les bus qui venaient des banlieues. Tout Algérien était ensuite arrêté avant d'être transféré vers les fameux centres de tri. Ceux qui avaient la chance de se rendre au centre de Paris avant 20 heures avaient commencé à manifester pendant que les autres se faisaient arrêter d'une manière systématique. Ils furent parqués dans des stades à Vincennes et à La porte de Versailles.

Mémoria : Et ceux qui avaient pu rejoindre les grandes artères ?

Mohamed Ghafir : Alors certains furent massacrés au Pont de Neuilly par les policiers qui s'étaient déchaînés sur eux, les assommaient à coups de crosse et de manches de pioche et les jetaient ensuite dans la Seine. Aucun homme n'avait pu échapper aux brutalités des policiers. Sur certains ponts, les policiers avaient même pris le temps de ligoter des Algériens avant de les jeter dans la Seine. D'autres manifestants furent pendus à l'aide de fil de fer au niveau des Bois de Boulogne et de Vincennes. D'autres furent aspergés d'essence et brûlés vifs dans des terrains vagues à Paris. En un mot, c'était atroce... Innommable ! Les femmes étaient également arrêtées et conduites aux auspices.

Mémoria : Quels étaient les slogans scandés ce jour-là par les Algériens ?

Mohamed Ghafir : Ils criaient notamment :

« A bas les mesures racistes ! » ; « Libération de frères et sœurs détenus ! » ; « Négociation avec le GPRA ! » ; « Indépendance totale de l'Algérie ». C'étaient les slogans proposés par la Fédération de France du FLN.

Mémoria : Quand les responsables de la Fédération avaient-ils découvert l'ampleur de la répression ?

Dans la nuit du 17 octobre, à l'instar de tous les cadres de l'organisation, je n'ai pas directement participé aux manifestations et ce conformément à la directive du comité fédéral qui stipulait que « les cadres importants, permanents, recherchés doivent éviter toutes ces manifestations par mesure de sécurité. ». Et comme j'étais recherché, je vivais dans la clandestinité. J'étais hébergé par un couple de Français membres du réseau Jeanson. Chez ce couple, j'avais écouté la radio qui avait repris le communiqué officiel de la préfecture de police donnant le bilan de 2 morts. Et en tant que responsable de wilaya (Paris était divisé en deux wilayas), il m'avait fallu une semaine pour prendre contact avec les responsables de région qui avaient fait leurs rapports. Nous étions incapables de dresser un bilan de ceux qui étaient morts. On parlait alors dans les premiers rapports de disparus. Il y avait ceux qui étaient encore détenus, ceux qui furent expulsés vers l'Algérie. Ce n'était que bien plus tard qu'on avait commencé à mesurer l'ampleur de la répression. Aujourd'hui, grâce aux historiens, nous savons qu'il y avait eu 395 morts le 17 octobre. C'est le chiffre que donne Jean-Luc Einaudi trente ans après les faits. Mais au niveau de la Fédération, on n'avait pas les statistiques exactes. Quinze jours après, le 31 octobre 1961, on s'était réuni. On avait regroupé tous les rapports qu'on avait eus de la base pour les analyser et faire un recensement, mais la réunion fut brusquement interrompue. Ce jour-là, la police avait cerné tout le quartier. Nous avons alors détruit tous les rapports lorsque la police avait tapé à la porte de l'appartement où nous étions, avant de prendre la fuite en sautant par la fenêtre.

Imad Kenzi

* : Le comité fédéral a été installé en Allemagne au début de 1958. Il est en contact avec l'organisation clandestine à Paris grâce à un système de liaisons presque quotidiennes par téléphone, courriers et messagers.



Maurice Papon

**LE PARCOURS
SANGLANT D'UN
CRIMINEL DE
GUERRE**

Par Boualem Tovarigt

17 OCTOBRE 1961

Histoire

Le Préfet de Paris Maurice Papon, responsable de la sanglante répression du 17 Octobre 1961

Maurice Papon était le préfet de police en exercice à Paris lors de la manifestation des Algériens du 17 octobre 1961. Il sera ensuite connu pour son rôle dans la déportation de familles juives vers l'Allemagne quand il était secrétaire général de la préfecture de la Gironde entre 1942 et 1944 à la suite des révélations de la presse française en 1981. Au terme d'une longue procédure, il fut condamné le 2 avril 1998 à dix années de réclusion criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité.

Il a été une première fois en poste en Algérie comme préfet de Constantine entre 1949 et 1951 avant d'exercer ensuite et jusqu'en 1954 les fonctions de secrétaire général de la préfecture de police de Paris. Il était en poste le 14 juillet 1953 lorsque la police tira sur une manifestation d'Algériens au cours de laquelle on dénombra

sept morts.

Après un passage par le Maroc, il revient en Algérie où il est nommé préfet puis inspecteur général de l'Administration en mission extraordinaire (Igame), c'est-à-dire préfet de la région Est de l'Algérie. Il s'est fait connaître par l'action psychologique à destination des populations locales. On lui doit

la création, en mars 1957, des Sections administratives urbaines, composées d'agents algériens et chargées de noyauter les populations urbaines pour déceler les militants du FLN, les faire arrêter et contrer leur influence. Il fut aussi à l'origine du Centre de renseignements et d'action (CRA) qui coordonnait l'action des différents services de police, de gendarmerie et de l'armée et dont les commandos combattirent les militants du FLN en usant de moyens extra-légaux.

En mars 1958, il retourne à Paris où il est préfet de police. Il y resta jusqu'en 1967. Le gouvernement du général de Gaulle le confirma dans son poste. Il était tout désigné de par son expérience algérienne pour lutter contre les réseaux du FLN en France. Il eut comme tâche de contrecarrer l'influence des militants indépendantistes sur la population algérienne et de les éliminer. Il commença par adapter le Centre de renseignements



Maurice Papon, en tenue militaire derrière le général Charles de Gaulle

17 OCTOBRE 1961

Histoire

Des policiers français chargent les manifestants



et d'action (CRA) dès 1958 en créant un service chargé des mêmes missions qu'il dénomma « Service de coordination des affaires algériennes » (SCAA) dont l'objectif avoué était le contrôle de la population algérienne. C'est le général de Gaulle qui mit sur pied, le 9 juillet 1958, un groupe de travail chargé de proposer les actions destinées à contrer l'action du FLN auprès des populations algériennes. On reproduisit les mêmes méthodes utilisées en Algérie : une répression qui détournait les procédures judiciaires jugées contraignantes et inefficaces et qui fut confiée à des groupes de supplétifs algériens dont les dépassements furent couverts par les autorités. Les recommandations faites par Maurice Papon à ce groupe de travail sont suivies et aboutissent à l'ordonnance du 7 octobre 1958. On légalisa ainsi la détention administrative hors de tout contrôle judiciaire des Algériens considérés comme suspects et on autorisa les expulsions vers l'Algérie sur simples décisions administratives.

Reprenant les mesures déjà

appliquées en Algérie en matière d'action psychologique, Maurice Papon transforma le SCAA qu'il a monté à la préfecture de police. Cette structure devint un instrument de lutte contre le FLN. Elle centralisa les informations sur les ouvriers algériens qu'elle cherchait à encadrer tout en tentant de les gagner en développant auprès d'eux des actions à caractère social. Elle fut aussi un instrument de répression disposant de l'appui des différentes forces de police. Ce maillage fut fortement renforcé par le Service d'assistance technique aux Français musulmans d'Algérie

(SATFMA) dont le noyau était constitué par d'anciens officiers des SAS d'Algérie, spécialisés dans le travail psychologique en direction des Algériens démunis : soins, instruction des enfants, aides sociales, promotion des femmes, amélioration des relations avec l'administration, soutiens dans les démarches, etc. Cela allait de pair avec la collecte d'informations sur l'organisation du FLN que ces officiers cherchaient à contrer. Pendant le couvre-feu imposé aux Algériens en 1961, ce service sera chargé notamment de délivrer des sauf-conduits pour ceux qui travaillaient de nuit, ce qui permit de les fichier et de tenter de leur soutirer des renseignements. On pratiqua aussi les expulsions vers l'Algérie et l'éloignement des individus considérés comme suspects vers des départements lointains ainsi que l'internement sur décision administrative dans un établissement qu'on créa à cet effet : le Centre d'identification de Vincennes. Ce dispositif sera complété par la constitution d'une force paramilitaire rattachée à la



Des policiers français matraquent les manifestants arrêtés

17 OCTOBRE 1961

Histoire

Maurice Papon

préfecture de police, la Force de police auxiliaire (FPA) composée de supplétifs algériens à qui fut confiée la mission de traquer les éléments du FLN. Ces agents eurent recours à des méthodes semblables à celles utilisées en Algérie. Afin d'éliminer les agents du FLN, on autorisait une force policière à mener des actions sans contrôle de l'autorité judiciaire et sans respect des règles élémentaires du droit. Cette force fut connue surtout par deux brigades extrêmement actives dans les 13^e et 18^e arrondissements de Paris qui mirent les populations algériennes sous leur totale dépendance : contrôle des populations, patrouilles à toute heure, vérifications des hôtels, intimidations, arrestations et séquestrations arbitraires, tortures. La préfecture se déchargera complètement sur ses supplétifs pour contrôler l'action du FLN dans Paris. Leur action trop visible déclencha des protestations au sein de l'opinion française et, à l'été 1961, on les regroupa dans une caserne dans la banlieue parisienne.

Le préfet Maurice Papon ne fit que s'acquitter au mieux de la tâche qui lui a été confiée par son gouvernement en particulier par le ministre de l'Intérieur dont il dépendait directement : arrêter les agents du FLN, réduire leurs activités, retirer les populations algériennes de son influence. Il suivit ainsi la même politique gaulliste menée en Algérie en reproduisant les mêmes moyens.

La répression sanglante des manifestations du 17 octobre 1961 n'a pas de ce point de vue un caractère exceptionnel, même si elle surprit les Algériens et l'opinion française par son extrême violence. Elle était dans la continuité des mesures déjà prises en Algérie et reproduites sur le territoire de la Métropole.

La personnalité de Maurice Papon allait aussi se révéler quelques mois plus tard. Des forces syndicales et politiques décidèrent d'organiser en février 1962 une grande manifestation populaire pour protester contre les agissements de l'OAS en métropole. Maurice Papon consulta ses supérieurs sur la réponse à donner. Dans ses Mémoires, il affirme qu'il aurait suggéré de l'autoriser et que le ministre de l'Intérieur, se référant aux instructions du général de Gaulle, aurait maintenu l'interdiction. Le 8 février 1962, les manifestations furent violemment réprimées et il y eut un événement tragique : à la station de métro Charonne au milieu de la foule fuyant la brutalité



policière, on releva huit décès. Quelques jours plus tard, le premier ministre rendit officiellement hommage à la police parisienne, lui exprimant sa confiance et son admiration. Maurice Papon fut ensuite officiellement loué pour les qualités dont il fit preuve pour mener ses missions.

En mai 1981, la presse française révéla le rôle joué par Maurice Papon dans la déportation des juifs lorsqu'il était en poste à Bordeaux pendant l'occupation. Il est inculpé en 1983 et condamné après une longue procédure, le 2 avril 1998, à une peine de dix ans de réclusion criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité. Il est décédé le 17 février 2007, n'ayant finalement passé que trois années de détention en raison de son état de santé (de 1999 à 2002).

Maurice Papon a été un fonctionnaire zélé qui a appliqué scrupuleusement les instructions de sa hiérarchie, comme un serviteur de l'ordre, sans états d'âme et sans avoir été à aucun moment ébranlé par sa conscience.

Boualem Touarigt

17 OCTOBRE 1961

Histoire



QUAND LE MANIFESTE DES « 121 » ANTICIPAIT LE MASSACRE



Après six ans de guerre, la classe intellectuelle française n'en pouvait plus de continuer à assister à un massacre qui se perpétrait au nom des valeurs auxquelles elle était si attachée, et qui ont fait de la France le pays des libertés, de la justice et des droits de l'Homme. Les comptes-rendus de journalistes et les rapports de certains députés et hommes

politiques, à l'image de celui qui a été présenté par Michel Rocard sur les conditions carcérales en Algérie, et qui faisaient état de l'usage systématique de la torture dans les centres de détention, n'avaient pas laissé indifférents ces milieux intellectuels, eux-mêmes bâillonnés par un système répressif et peu soucieux des exigences de liberté et de démocratie.



Par Adel Fathi

17 OCTOBRE 1961

Histoire

En février 1960, on découvre le « réseau Jeanson », des « porteurs de valises », des intellectuels en particulier, au service de la Révolution. Le procès de ceux qui étaient qualifiés de « traîtres » débute bientôt. Tous ces facteurs ont poussé à un sursaut des intellectuels engagés, à la fois pour défendre leur dignité humaine et morale, et pour exprimer leur refus de la guerre et de l'ordre établi – ce qui était une première dans l'histoire de la mouvance gauchisante française de l'époque. D'où cette idée, originale, de faire dans la solennité, de lancer un manifeste recueillant la signature de 121 sommités culturelles, universitaire et artistiques françaises pour donner l'alerte. Publié le 6 septembre 1960 dans le magazine *Vérité-Liberté*, ce manifeste porte un titre explicite et sciemment provocateur : « Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie. »

On y associe souvent, dans les rétrospectives habituelles, les noms de quelques intellectuels connus comme le grand philosophe Jean-Paul Sartre ou la romancière à succès Françoise Sagan, mais on omet de mentionner que le texte a été pensé puis rédigé par deux personnes : l'écrivain communiste Dionys Mascolo et le critique radical Maurice Blanchot.

Ce manifeste, que ses auteurs aimaient présenter comme « un traité », explique dans un style limpide et fort les motifs de leur refus de la guerre et de leur soutien à la cause algérienne. Les 121 signataires y critiquent l'attitude équivoque de la France vis-à-vis du mouvement indépendantiste algérien, en appuyant le fait que la « population algérienne opprimée » ne cherche qu'à être reconnue « comme communauté indépendante ». Partant du constat de l'effondrement des empires coloniaux, ils mettent en exergue le rôle politique de l'armée dans le conflit, dénonçant notamment le militarisme et la torture, qui va « contre les institutions démocratiques ».

Les signataires s'engagent solennellement à « respecter le refus de prendre les armes contre le peuple algérien », à « respecter la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français » ; et déclarent enfin que « la cause du peuple algérien, qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, est la cause de tous les hommes libres. » Ils dénoncent le traitement réservé aux Français qui refusaient d'être incorporés et à ceux qui ont



aidé les combattants algériens, en les assurant de leur soutien indéfectible, au risque de se voir eux-mêmes logés dans la même enseigne, c'est-à-dire, celle des « traîtres à la nation ».

Ce manifeste peut être perçu comme une victoire algérienne, du fait que le combat des nationalistes algériens est enfin entendu et reconnu par des leaders d'opinion et des hommes (mais aussi des femmes) d'esprit très influents en France même. Pour la première fois, un nombre aussi important de personnalités françaises, certes non liées au gouvernement, reconnaissait publiquement la légitimité de la

lutte algérienne contre le colonialisme français. « *Pour les Algériens, peut-on y lire, la lutte, poursuivie, soit par des moyens militaires, soit par des moyens diplomatiques, ne comporte aucune équivoque. C'est une guerre d'indépendance nationale.* »

Ce manifeste a eu un impact foudroyant sur une opinion française largement modelée jusque-là par la propagande officielle, à travers des concepts réducteurs, sur ce qui était appelé « les événements d'Algérie. » Ce sera d'un grand secours pour les militants nationalistes algériens et notamment le GPRA, qui cherchaient, en France et partout en Europe, à gagner la bataille de l'opinion, à l'orée de négociations qui s'annonçaient rudes et capitales pour l'avenir de l'Algérie et des relations avec la France.

Les signataires concentrent leurs tirs sur l'armée coloniale qui ne voulait pas admettre « l'effondrement général des empires coloniaux », et qui semblait recroquevillée sur ses vieux dogmes. Ils dénoncent par-là l'idée du militarisme qui gagnait l'Europe, et remettent en cause l'idée du service militaire obligatoire, dès lors que l'armée est devenue un appareil de répression et d'occupation et un « instrument de domination raciste ou idéologique. »

En ce sens, le manifeste anticipait la tuerie du 17 octobre 1961, à Paris même, où la police française, conduite par un bourreau notoire, a réprimé dans le sang une manifestation pacifique organisée par les nationalistes algériens. C'est aussi une preuve que les autorités françaises étaient sourdes à cet appel à la sagesse des plus éminents esprits français, d'Arthur Adamov, à Jean-Paul Sartre, d'André Breton à Henri Kréa, d'André Mandouze à François Maspero, en passant par Nathalie Sarraute, Françoise Sagan, Simone de Beauvoir et Simone Signoret.

Adel Fathi

17 OCTOBRE 1961
Histoire



Le 17 octobre 1961 vu par la presse française
**ENTRE LA CENSURE ET
LA HONTE**

Par Adel Fathi

17 OCTOBRE 1961

Histoire

Véritable instrument de domination et de domestication de l'opinion, la presse française de la fin des années 1960, à l'exception de quelques « canards pestiférés », trop marquée à gauche et, donc, sans grand impact sur le large public, a montré, ce jour-là, un visage désolant, désopilant pour les thuriféraires de la liberté d'expression, en faisant montre d'un manque flagrant d'objectivité et surtout en se rendant coupable d'une volonté de désinformation. Peut-être a-t-elle été surprise par la tournure qu'avaient prise les événements, et ne savait pas, sur le coup, démêler la part de violence dans cette explosion populaire tout droit sortie des taudis algériens, que les bien-pensants de l'idéologie officielle, qu'on trouvait essentiellement dans les médias, croyaient oubliés de l'Histoire. Mais rien ne pouvait justifier un tel travestissement des faits et une telle dissimulation de la vérité, qui ne tenait pas devant l'ampleur du drame.

Le drame est que l'occultation de ces événements du 17 octobre 1961 est maintenue pendant près de 30 ans, à cause de l'omerta officielle, bien évidemment, mais aussi à cause d'une certaine complicité intellectuelle qui sévit toujours en France sur les crimes commis par les autorités coloniales en Algérie. Alors qu'il s'agit d'un crime contre l'humanité, reconnaît-on aujourd'hui avec un certain sentiment de honte. « *Il aura donc fallu trente, voire quarante ans, écrit aujourd'hui une journaliste du Monde, Anne Chemin, pour que le 17 octobre 1961 devienne une page de l'histoire de France. Une génération, presque deux. Le temps que les dirigeants politiques des années 1960 quittent la scène, que les historiens travaillent à l'abri des passions, que les archives officielles s'ouvrent et, surtout, que les enfants des immigrés algériens nés en France grandissent (...) Le puzzle de la mémoire collective a fini par se reconstituer, mais, pour beaucoup, il manque encore une pièce : la reconnaissance de l'État.* »

Un aperçu sur le traitement qui a été réservé dans les journaux parisiens de l'époque témoigne du niveau de la liberté de presse qui prévalait en France, sous la Ve République.

Dans la nuit du 17 au 18 octobre, le chef de la police de Paris, le bourreau des Algériens, Maurice Papon, rend public un communiqué annonçant que ses services ont dispersé une manifestation à laquelle la grande masse des Algériens avait dû participer « sous la contrainte du FLN », et que « des coups de feu avaient été tirés sur les forces de police qui avaient répliqué », faisant deux morts et plusieurs blessés. Il révèle également qu'une douzaine d'officiers de police se trouve hospitalisée et déclare le renvoi prochain en Algérie d'une majorité de manifestants arrêtés. Dans la nuit du 18, lors d'une session de l'Assemblée nationale, le

ministre de l'Intérieur, Roger Frey, présente une version similaire.

La presse, elle, n'a pas attendu d'entendre le ton du discours officiel pour se lancer dans sa campagne d'intoxication de l'opinion, en reproduisant des tissus de mensonges sur ladite manifestation et les circonstances dans lesquelles celle-ci s'était déroulée. Mais quand elle s'est rendu compte de l'ampleur de la répression, elle a essayé de mettre un peu d'eau dans son vin. Même si cela ne changera rien à l'orientation globale.

Dès le 19, certains grands quotidiens de gauche comme *l'Humanité* (organe central du PCF), *Libération* ou *France-Observateur*, et même, pour une fois, un journal de droite (*Le Figaro*), décident de publier des reportages dans les bidonvilles de la banlieue parisienne, et rendent compte des exactions commises par la police parisienne. L'opinion est interloquée et l'imprimatur est vite mis en branle. Des articles évoquent par exemple des « *scènes de violence à froid* » dans les centres d'internement. Ceci dit, dans l'ensemble, la presse populaire, largement plus influente sur la grande masse, *Le Parisien libéré*, *L'Aurore*, *Paris Match* s'efforcent à reproduire la version officielle et à démentir systématiquement la presse mondiale qui parlait alors de massacre d'Algériens jetés dans la Seine. Il en va de même du quotidien *Le Monde* qui, dans un éditorial du 19 octobre, digne d'une presse du système du parti unique, estime que « *le FLN ne manquera pas d'exploiter les sanglants incidents de Paris, et les atroces "ratonnades" d'Oran. Pourtant, il en porte la responsabilité puisque, ici et là, c'est le terrorisme musulman qui est à l'origine de ces drames.* »

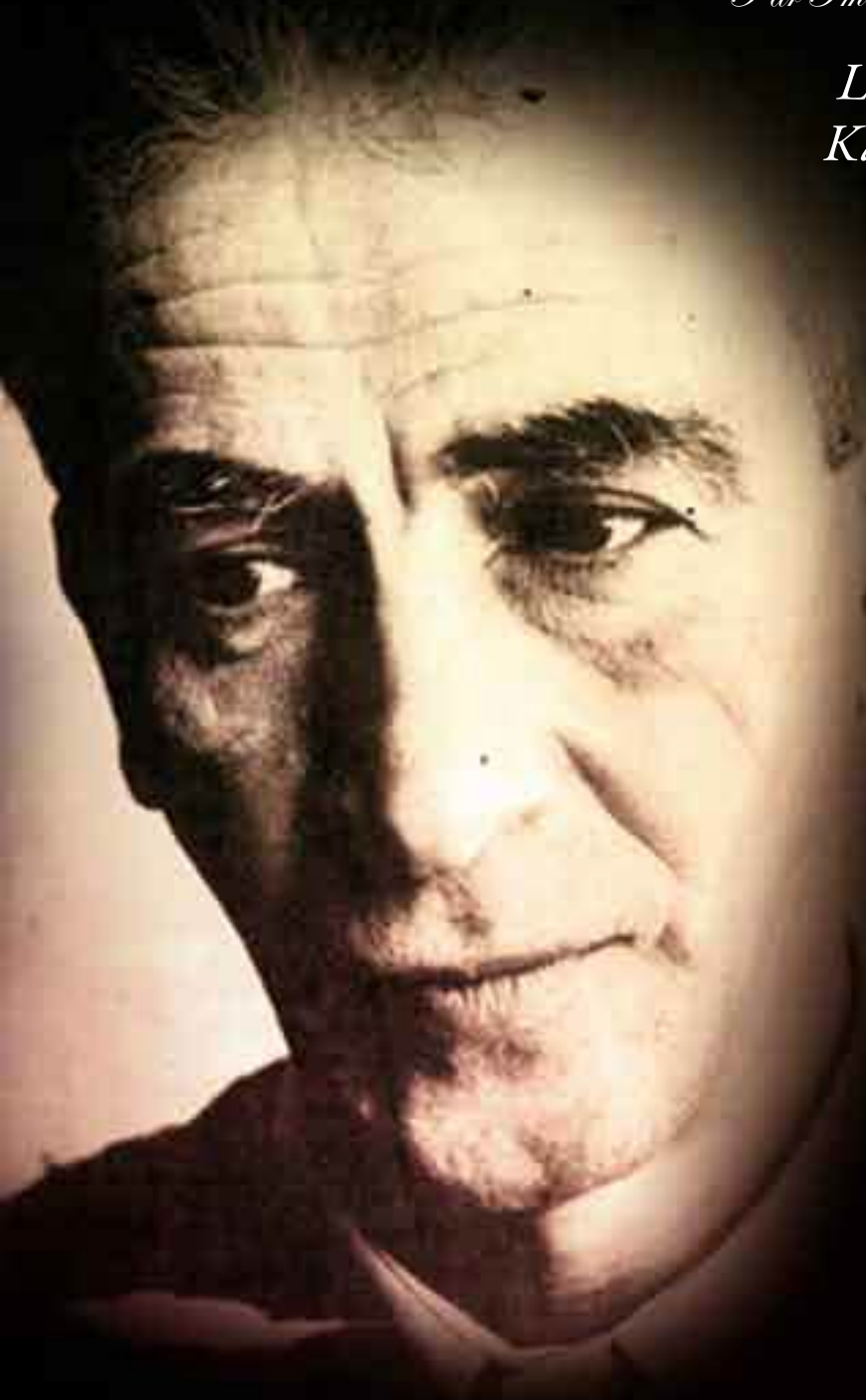
Manipulateurs, ces journaux parisiens ont été, faut-il dire, dès le début des événements, eux-mêmes, manipulés par les autorités policières ou civiles, qui leur fournissaient des informations erronées ou tronquées, sur le déroulement de cette sanglante répression, et, bien évidemment aussi sur le nombre de victimes. Car tout l'enjeu – politique, médiatique et stratégique – était dans la peur d'un basculement de l'opinion internationale, au moment où s'ouvraient, en Suisse, des pourparlers entre le gouvernement français et des représentants algériens du GPRA. Les moins zélés se justifient d'avoir « un peu tardé » à vérifier ces informations sur le terrain, ou de ne pas « avoir eu la possibilité » de le faire, tout simplement parce que les journalistes, français ou étrangers, de même que les militants des droits de l'Homme ou les parlementaires, n'avaient pas accès aux lieux de détention, où les manifestants ont été enfermés pendant plusieurs jours. Raison pour laquelle les événements du 17 octobre 1961 restent à écrire.

Adel Fathi

LES PRINCIPAUX ECRITS RELATANT LES FAITS

Par Imad Kenzi

*Le grand écrivain et dramaturge algérien,
Kateb Yacine, écrivait à propos du massacre
du 17 octobre 1961 :*



*« Peuple français, tu as tout vu
Oui, tout vu de tes propres yeux
Tu as vu notre sang couler
Tu as vu la police
Assommer les manifestants
Et les jeter dans la Seine.
La Seine rougissante
N'a pas cessé les jours suivants
De vomir à la face
Du peuple de la Commune
Ces corps martyrisés
Qui rappelaient aux Parisiens
Leurs propres révolutions
Leur propre résistance.
Peuple français, tu as tout vu,
Oui, tout vu de tes propres yeux,
Et maintenant vas-tu parler ?
Et maintenant vas-tu te taire ? »*

Ces mots du poète continuent encore à raisonner dans la tête de ceux qui ont vécu cette tragique nuit d'automne à Paris. À travers ces mots, c'est toute la conscience du peuple français qui est ici interpellée pour mesurer l'ampleur du massacre de ce mardi pluvieux d'octobre 1961. Mais ces mots qui traduisent le drame des Algériens à Paris ce jour-là, n'évoquent pas le pourquoi. Voilà

une question que tout le monde se pose d'autant plus que ce massacre intervient à moins de six mois du cessez-le-feu. Il intervient dans un contexte où le peuple français s'est exprimé à plus de 75% en faveur de la politique de de Gaulle, de l'autodétermination de l'Algérie. Et il intervient également dans un moment où les négociations entre l'État français et les Algériens représentés par le Front de libération nationale avaient commencé.

17 OCTOBRE 1961

Histoire

De ce point de vue, nombreux sont ceux qui soutiennent que le 17 octobre 1961 n'était qu'un massacre de trop, donc gratuit. Néanmoins, cette thèse ne peut être justifiée. Car il existe des textes de l'époque qui expliquent toute la logique ayant conduit au massacre des Algériens. Cette logique remonte à 1958 lorsque Maurice Papon fut nommé préfet de police de Paris. Partisan d'une guerre à mort contre la Fédération de France du FLN et contre l'immigration algérienne, ce dernier, à peine installé, « avait créé tout un dispositif : à sa tête le Service de coordination des affaires algériennes (SCAA), dont dépendait le service d'assistance technique (SAT), commandé par un militaire, le capitaine Raymond Montaner ». Papon et Montaner avaient alors déclenché une opération « anti-Algériens » tout en faisant usage des pires méthodes utilisées en Algérie par les parachutistes. Ainsi, en juillet 1959, ils ont soumis à leur Premier ministre, Michel Debré, un projet intitulé « Destruction de l'Organisation rebelle dans le département de la Seine- une Solution- La Seule ! » Ce projet consiste

en quelque sorte à étendre à la région parisienne les moyens employés par les parachutistes lors de la Bataille d'Alger. D'après l'historien français Gilles Manceron, ce plan, « approuvé en haut lieu, avait conduit à la création en décembre 1959 d'une Force de police auxiliaire (FPA) entièrement aux ordres de Montaner, composée d'hommes, souvent d'origine rurale, transplantés d'Algérie, dont certains ne parlaient pas français, dans un Paris qu'ils ne connaissaient pas. Maurice Papon raconte dans ses mémoires : » l'un de ces hommes se perd dans Paris dès sa première sortie. Il téléphone à la caserne. On lui demande de décrire le paysage qui l'entoure pour le remettre sur le bon chemin. Il répond qu'il se trouve à proximité d'un grand pont sous lequel ne coulait aucune rivière : c'était l'Arc de Triomphe ! » C'est dire à quel point ces Algériens étaient à la merci de leur strict encadrement par des militaires. »

Mais cette organisation parallèle n'avait pas pu venir à bout de la Fédération de France du FLN, mieux organisée et mieux structurée. Au contraire, les fidaïs



Stèle érigée à la mémoire des algériens assassinés

17 OCTOBRE 1961

Histoire

de la fédération avaient neutralisé plusieurs membres de la FPA. Ils avaient même noyauté cette force de police, à un certain moment. Maurice Papon n'a jamais admis l'échec de sa stratégie. C'est pourquoi, il avait rallié ceux qui étaient contre les négociations avec les Algériens. Donc, la brutalité avec laquelle il avait réprimé les manifestations du 17 octobre s'explique en partie par sa volonté de saborder le processus qui devait conduire à l'indépendance de l'Algérie. En effet, la décision d'instaurer un couvre-feu pour les seuls Algériens est prise le 5 octobre, c'est-à-dire, au lendemain de la visite en France du diplomate suisse Olivier Long qui a transmis à Louis Joxe la proposition de la délégation algérienne de reprendre les négociations, interrompues sur un désaccord relatif au Sahara algérien. Ce diplomate avait d'ailleurs écrit, selon Gilles Manceron, avoir senti « au cours de cet entretien, comme lors du précédent, une certaine réserve due probablement à des divergences de vues, peut-être au sein même du gouvernement français. » Pour lui le couvre-feu et la répression sont des « tentatives de sabotage des négociations en cours. »

Aujourd'hui, avec l'ouverture de certaines archives concernant cette époque, plusieurs historiens affirment sans ambiguïté aucune que le massacre du 17 octobre 1961 était bien programmé. À ce propos, Gilles Manceron soutient que « la violence de la répression dans la nuit du 17 octobre, et dans les jours qui ont suivi, en effet, ne doit rien au hasard. Elle témoigne d'une préparation. En plus de la mise en place par Maurice Papon, avec le soutien du ministre de l'Intérieur et du Premier ministre, des structures répressives, cette répression résulte d'une forme d'encouragement et d'orchestration de la violence, dans les semaines qui ont précédé et durant la nuit fatidique, auprès de l'ensemble des personnels de la préfecture de police. Le 5 septembre, dans une note adressée au directeur du service de coordination des affaires algériennes et au directeur général de la police municipale, le préfet de police a autorisé explicitement les exécutions sommaires des Algériens interpellés. »

Donc, Maurice Papon avait bien calculé son coup. Il avait d'abord fait en sorte à ce qu'une atmosphère de peur et de légitimation de meurtre s'installe avant de procéder à la provocation de la communauté algérienne à travers la promulgation du couvre-feu.

Le couvre-feu

Le 5 octobre, Maurice Papon a informé l'ensemble des responsables de la police de l'instauration d'un couvre-feu. Tout de suite après, le directeur général de la police municipale, Maurice Legay, a émis une note de service n°149-61, destinée à sa hiérarchie, et dans laquelle il affirme : « J'ai décidé de prononcer le couvre-feu, pour les Français musulmans d'Algérie, de 20h30 à 5h30 du matin. D'autre part, les débits de boisson tenus et fréquentés par les Français musulmans doivent être fermés à partir de 19 heures. Enfin, tout Français musulman circulant en voiture doit être interpellé et, en attendant la décision du commissaire de police ou du service de coordination des affaires algériennes, la voiture sera provisoirement mise en fourrière. »

Le même jour à 17 heures, Maurice Papon rend public un communiqué, dans lequel, il valide les termes de la note de service du directeur de la police municipale. Le 7 octobre, une circulaire n°43-61 est promulguée par le directeur général de la police municipale de Paris pour expliciter et préciser les modalités d'application des mesures relatives au couvre-feu et à la circulation « des Français musulmans algériens » en voiture.

À la suite de cette décision de Papon, le comité fédéral de la Fédération de France du FLN a tout de suite pris ses responsabilités. Le 10 octobre 1961, il promulgue à son tour une circulaire signée Kr. (Kaddour, pseudonyme d'Amar Ladlani) où il définit clairement sa riposte. Il préconise un plan d'action en trois phases pour combattre « énergiquement » les mesures de Papon. Le comité fédéral exhorte alors les Algériens à boycotter le couvre-feu en sortant massivement en compagnie de leurs femmes et de leurs enfants le 14 octobre, pour circuler dans les grandes artères de Paris. Le comité fédéral demande également aux commerçants algériens de fermer leurs établissements pendant 24 heures à partir du 15 octobre. Le comité fédéral a tout prévu dans sa circulaire. On peut y lire ainsi une observation où même les slogans qu'il fallait scander étaient énumérés : « Comme il est à prévoir des arrestations ou des internements, il convient de préparer les femmes à une manifestation avec les mots d'ordre suivants :

- « A bas le couvre-feu raciste
- Libération de nos époux et de nos enfants
- Négocier avec le GPRA

17 OCTOBRE 1961

Histoire

Indépendance totale de l'Algérie. »

Après la circulaire de la Fédération de France, le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP) – aujourd'hui, ce sigle désigne le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples – a rendu publique le 12 octobre une déclaration pour dénoncer le couvre-feu imposé aux Algériens de Paris. Le 17 octobre, la Fédération de France fait circuler une note dans laquelle figurent des consignes à suivre lors de la manifestation. Cette note a mis l'accent sur le caractère pacifique du boycottage du couvre-feu raciste.

Après le massacre

Le 17 octobre à minuit, la préfecture de police communique le bilan de la répression : deux morts, plusieurs blessés et 7500 Algériens arrêtés. Un bilan qui reste loin de la réalité. Cette tendance à minimiser la répression est maintenue jusqu'à l'éclatement de la vérité au grand jour. En effet, un groupe de policiers républicains avait fait circuler un tract le 31 octobre dans lequel ils témoignent de la brutalité de la répression menée contre les Algériens par leurs collègues. Ils soulignent ainsi que « parmi les milliers d'Algériens emmenés au parc des expositions de la porte de Versailles, des dizaines ont été tués à coups

de crosse et de manche de pioche par enfoncement du crâne, éclatement de la rate ou du foie, brisure des membres. Leurs corps furent piétinés sous le regard bienveillant de M. Paris, contrôleur général. D'autres eurent les doigts arrachés par les membres du service d'ordre, policiers et gendarmes mobiles, qui s'étaient cyniquement intitulés « comité d'accueil ». [...] À la station de métro Austerlitz, le sang coulait à flots, des lambeaux humains jonchaient les marches des escaliers. Ce massacre bénéficiait du patronage et des encouragements de M. Soreau, contrôleur général du cinquième district. »

Cette répression fut également condamnée par plusieurs intellectuels et universitaires français, qui ont signé un appel publié par la revue de Jean-Paul Sartre, les Temps Modernes du 18 octobre. Leur appel était destiné à manifester leur solidarité aux travailleurs algériens et à exiger l'abrogation immédiate de mesures indignes. Parmi les signataires de cet appel, figurent Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Claude Simon, Maurice Blanchot, André Breton, Maxime Rodinson, Olivier Todd, Pierre Vidal-Naquet... ils étaient en tout 229 signataires.

Enfin, l'Histoire retiendra une chose : le 17 octobre 1961, il avait plu des cadavres d'Algériens sur la Seine.

Imad Kenzi



Une autre victime de la police française

17 OCTOBRE 1961

Histoire



UNE VICTOIRE POUR LE FLN



Des manifestants brandissant une banderole appelant à la paix en Algérie

Les manifestations du 17 octobre 1961 servirent grandement la cause de l'indépendance algérienne. L'émigration algérienne montra son attachement à cette revendication et le FLN prouva son audience. Par sa violence, la répression choqua l'opinion française et suscita un élan de sympathie au niveau international.

Après coup, on s'étonne de la réaction des pouvoirs publics face à la manifestation du 17 octobre 1961. Les travailleurs algériens sont sortis plus pour une grande promenade dans Paris que pour une manifestation. Les seuls mots d'ordre clamés étaient : « Algérie algérienne » et « non au couvre-feu ». Ils étaient endimanchés, certains avaient amené leurs enfants. Le service d'ordre du FLN était fortement présent, libérant

la moitié des trottoirs pour ne pas gêner les passants et réglant la circulation aux carrefours. Pas un mot agressif, pas d'attitude déplacée. Les manifestants avaient tous été fouillés par les accompagnateurs qui avaient interdit tout instrument qui aurait pu servir de prétexte à une intervention. Le président de la Fédération de France du FLN Omar Boudaoud témoigne : « *Nous rappelâmes le caractère impératif de la directive : toute riposte était interdite. Pas question d'avoir le moindre canif.* » Ce caractère pacifique avait été constaté par tous les présents, notamment les journalistes.

Paris était une ville à forte présence médiatique, notamment étrangère. On n'avait pas pu cacher la manifestation ni sa répression aux photographies et aux images des reporters français et étrangers. Le résultat fut moralement catastrophique pour les autorités françaises.



Par Boualem Tovarigt

17 OCTOBRE 1961

Histoire

Les manifestations étaient pacifiques, sans aucune agressivité, très fortement encadrées. La violence de la répression a fortement choqué. Le FLN avait montré son influence sur la population algérienne. Ce fut pour lui une véritable démonstration de force où les Algériens de France avaient exprimé leur forte adhésion à l'idée d'indépendance. Comme elle le fit en Algérie. Le GPRA acquit une légitimité encore plus grande avec les manifestations du 17 octobre 1961, ce qui renforça ses positions au moment où s'engageaient les négociations avec le gouvernement français. Ces Algériens n'étaient pas des agressifs déchaînés mais avaient eu recours à un mode d'expression pacifique rejetant toute violence. Une grande partie de l'opinion française en fut choquée et révoltée.

On ne mesura pas les conséquences immédiates que cette répression eut sur l'opinion française. Mais on verra quelques mois plus tard l'importance du soutien populaire que la revendication d'indépendance a eue en France. Les extrémistes partisans du maintien de la situation coloniale faisaient passer le FLN comme un mouvement de fanatiques qui avait imposé sa loi à la population algérienne par la terreur. Les Algériens étaient contraints de se soumettre ou de s'exposer à la vengeance des bandes armées du FLN. Les manifestations du 17 octobre 1961 donnèrent une autre image. Les Algériens étaient pacifiques et paraissaient sympathiques et contents d'exprimer le désir d'indépendance de leur pays. Ils se soumettaient de bon gré aux militants du FLN chargés de les canaliser et qui paraissaient des leurs. Le FLN eut ainsi l'occasion de faire passer un message qui connut un très grand retentissement, malheureusement au prix du martyr de 200 Algériens.

Dans cette répression, on retrouva les attitudes qu'eurent les autorités en Algérie avec les mêmes comportements et les mêmes résultats catastrophiques sur le plan politique. Encore une fois, l'autorité française eut recours à des méthodes d'une extrême violence et qui eurent des résultats contraires aux objectifs politiques qu'elle recherchait. En Algérie, la lutte contre les réseaux urbains de l'ALN s'accompagna d'une violence sans limite, autorisée par les pouvoirs politiques. Les grandes opérations militaires contre les maquisards s'appuyaient sur les renseignements obtenus par la terreur d'une façon systématique et même institutionnalisée à travers les DOP (Détachements opérationnels de protection), véritables centres de tortures de l'armée française rattachés aux unités en opération.

Un algérien victime de la répression



Un concentré des horreurs

Le sociologue Pierre Bourdieu eut ce commentaire en 2001 : « J'ai maintes fois souhaité que la honte d'avoir été le témoin impuissant d'une violence d'État haineuse et organisée puisse se transformer en honte collective. Je voudrais aujourd'hui que le souvenir des crimes monstrueux du 17 octobre 1961, sorte de concentré de toutes les horreurs de la guerre d'Algérie, soit inscrit sur une stèle, en un haut lieu de toutes les villes de France, et aussi, à côté du portrait du président de la République, dans tous les édifices publics, mairies, commissariats, palais de justice, écoles, à titre de mise en garde solennelle contre toute rechute dans la barbarie raciste. »

Ce fut effectivement un concentré des horreurs de la guerre de libération. Il y eut ce jour-là à Paris ce que les Algériens vivaient quotidiennement depuis 1954, très souvent dans l'anonymat le plus total. On réutilisa les mêmes méthodes, et la « corvée de bois » (exécution sommaire) eut la Seine comme lieu et non plus le maquis algérien. Comme en Algérie, les autorités appliquèrent les mêmes méthodes et eurent les mêmes résultats. La répression des populations algériennes urbaines et rurales, la généralisation de la torture, les massacres, les exécutions sommaires, les brimades détachèrent les Algériens du projet politique proposé par le gouvernement français qui ne put trouver le soutien populaire qui lui était nécessaire et ne put dégager sa fameuse troisième force, c'est-à-dire une élite algérienne opposée au FLN et disposant d'une audience auprès des Algériens. Ses méthodes eurent pour effet de renforcer la volonté d'indépendance et la légitimité du FLN.

Boualem Tounarigt

17 OCTOBRE 1961

Histoire

LA VÉRITÉ EN MARCHÉ



Un manifestant, le visage ensanglanté arrêté par la police française

La violence de la répression par la police parisienne des manifestations des Algériens du 17 octobre 1961 suscita l'indignation de nombreuses personnalités françaises : hommes politiques, journalistes, écrivains, universitaires, cinéastes. Après plus de cinquante ans, des voix continuent de s'élever au cours des commémorations qui regroupent de plus en plus de personnalités.

Quelques jours après les massacres, le 30 octobre 1961, le député centriste Eugène Claudius-Petit dénonça l'attitude des fonctionnaires de police et fit porter à la Préfecture la responsabilité de la répression. Son interpellation resta sans suite. Le 27 octobre 1961, Claude Bourdet interpelle le préfet de police de Paris, lors d'une séance du conseil municipal de la capitale, sur les 150 cadavres d'Algériens repêchés dans la Seine. Il ne recevra pas de réponse.

Par Boualem Tovarigt

17 OCTOBRE 1961

Histoire

Dès le début, des historiens et des hommes de culture déploieront beaucoup d'efforts pour que la vérité éclate. En novembre 1961, Paulette Péju publia *Ratonnades à Paris* aux éditions Maspero. Le chercheur Jacques Panijel, décédé en 2010, se fit cinéaste occasionnel pour réaliser dans des circonstances rocambolesques un documentaire sur les manifestations du 17 octobre 1961. Son film fut projeté d'une manière non officielle dans des circuits parallèles. Il apparut même sur les écrans d'un petit cinéma parisien en mai 1968. Il n'obtint son visa de censure qu'en 1973.

Jean-Luc Einaudi fut un historien opiniâtre qui mena son combat pendant plusieurs décennies. En 1991, il publia *La bataille de Paris*, suivit une dizaine d'années plus tard d'*Un massacre à Paris* (2011). Il affirmait alors que ce massacre était dans la logique des violences coloniales qu'il perpétuait, refusant de le considérer comme un dérapage, un accident de parcours du fait du zèle de quelques fonctionnaires. Pour lui, le 17 octobre 1961 a connu une violence d'Etat, autorisée, voulue et couverte par le pouvoir politique, exécutée par des fonctionnaires dont la mission était d'appliquer la loi et de protéger les citoyens. Il a toujours considéré que la démocratie courrait de graves dangers si l'on ne dénonçait pas de tels faits pour empêcher qu'ils ne se reproduisent. Le procès intenté à Maurice Papon pour les crimes dont ce dernier s'était rendu coupable en organisant la déportation des juifs en 1942 va lui donner une tribune. Il est cité par les parties civiles comme témoin au procès en 1997. Maurice Papon lui intenta un procès en diffamation et fut débouté. Le tribunal prit connaissance des éléments présentés

par Jean-Luc Einaudi pour justifier ses déclarations contre Maurice Papon et se défendre des accusations de diffamation. Les magistrats considérèrent que les arguments présentés par l'historien s'appuyaient sur des éléments solides. Dans son jugement, le tribunal déclara que « les éléments produits conduisent à retenir que certains membres des forces de l'ordre, relativement nombreux, ont agi avec une extrême violence, sous l'empire d'une volonté de représailles, dans un climat d'exaspération qui résultait des multiples attentats commis contre les fonctionnaires de police dans la période précédente ... Cette violence n'était pas justifiée par le comportement des militants ce soir-là... Elle s'est exercée non seulement "à chaud" lors de la manifestation elle-même, mais également "à froid" dans les centres d'internement hâtivement constitués pour accueillir les personnes arrêtées... Le nombre des victimes a été important, en tout cas largement supérieur à celui du bilan officiel. » Sa conclusion est nette : « Compte tenu des informations dont disposait la hiérarchie, de la gravité des comportements décrits par les témoins, de leurs conséquences tragiques, de la controverse publique apparue dès le lendemain des événements, un historien ne pouvait pas ne pas poser la question de l'engagement de la responsabilité personnelle du préfet. »

En 2001, l'association 17-Octobre-1961-Contre-l'Oubli organisa un colloque à l'Assemblée nationale intitulé « 17 octobre 1961: massacres d'Algériens sur ordonnance ? ». Le sociologue Pierre Bourdieu y fit une déclaration très remarquée : « J'ai maintes fois souhaité que la honte d'avoir été le témoin impuissant

d'une violence d'Etat haineuse et organisée puisse se transformer en honte collective. » Cette année-là, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, inaugura une plaque commémorative sur le pont Saint-Michel.

Le 17 octobre 2011, on vit une plus grande implication des élus lors de la commémoration du cinquantième de ce tragique événement. On inaugura une plaque commémorative au pont de Clichy et une autre au pont de Bezons. Une place baptisée 17-Octobre-1961 devait aussi être inaugurée dans la commune du Blanc-Mesnil. Enfin, une cérémonie a eu lieu sur le pont Saint-Michel là où le maire de Paris, Bertrand Delanoë avait posé une plaque dix années plus tôt.

Le candidat désigné du Parti socialiste à la présidence de la République, François Hollande, participa à cet hommage en compagnie d'élus parisiens de son parti par le dépôt d'une gerbe de fleurs au pont de Clichy.

Ces personnalités réagissaient contre ce que Pierre Bourdieu avait appelé « un concentré des horreurs de la guerre d'Algérie ». En fait ce fut une scène résumant la pratique coloniale vécue par les Algériens pendant 132 ans et qui se déroula en direct sous les yeux des populations parisiennes et devant les projecteurs de la presse mondiale. Il y a danger pour la démocratie si un pouvoir exécutif ordonne à sa police de pratiquer une répression violente qu'il va cautionner et couvrir et qui est dirigée contre une catégorie de la population distinguée par son origine ethnique et sa religion. Ce n'est pas une actualité dépassée.

Boualem Touarigt

17 OCTOBRE 1961
Histoire



De la création de la Fédération de France aux massacres d'octobre 1961

UNE 7^e WILAYA EN ACTION AU CŒUR DE L'HEXAGONE



Omar Boudaoud le premier responsable de la Fédération de France



Par Abderrachid Mefti

17 OCTOBRE 1961

Histoire

Un grand nombre d'émigrés arrêtés en cette journée du 17 Octobre 1961



Au lendemain du déclenchement de la révolution du 1er Novembre 1954, et après le découpage de l'Algérie en plusieurs wilayas, la création d'un septième front au cœur même de la France devenait une nécessité pour le Front de libération nationale (FLN) du fait de l'importante communauté algérienne qui y est établie ainsi que dans d'autres pays limitrophes, notamment en Belgique, en Suisse et en Allemagne. À sa création, en 1955, cette organisation, dénommée Fédération de France du FLN, allait entreprendre un travail de sensibilisation auprès de la communauté algérienne en Europe, selon un processus militaro-politique doté d'une véritable administration dont la force de frappe allait s'avérer efficace et donner un second souffle à la lutte de libération à l'intérieur du territoire français.

Immigration et effort de guerre

C'était une première dans les annales de l'histoire des révolutions de par le monde qui voyait des Algériens porter leur combat pour l'autodétermination au cœur même du pays qui les colonisait.

Un an après sa création, l'organisation comptait plus de 8 000 membres, un chiffre qui va être largement dépassé pour atteindre près de 140 000 en 1960 et près de 350 000 membres en 1961. En 1958, la Fédération de France du FLN se composait de Omar Boudaoud, en qualité de chef du Comité fédéral, Ali Haroun, en tant que chargé de l'information, Kaddour Ladlani, responsable de l'organisation interne, Saïd Bouaziz, chargé de l'organisation des réseaux, des groupes armés et travail de renseignement, et Abdelkrim Souici, chargé des finances. De 1958 à 1962, le fonctionnement de Fédération de France a constamment fait l'objet

17 OCTOBRE 1961

Histoire

De g. à dr. : Benyounes (Daniel), Omar Boudaoud, Abdelkrim Souici, Kaddour Ladlani, Mohamed Flici, Saïd Bouaziz, Ali Haroun et au 1er plan : Ahmed Doum



de modifications au plan des responsabilités et de l'organisation en général afin de mieux la protéger des tentatives d'infiltration des services de la Direction de la surveillance du territoire (DST). De 1958 à 1961, la Fédération de France fut divisée en trois groupes composés de sept régions administratives (wilayas), à la tête desquelles était désigné un responsable contrôleur. L'immigration algérienne en France était considérée comme le principal pourvoyeur de fonds et un creuset inestimable en matière de recrutement de patriotes. Les principaux secteurs dans lesquels les travailleurs algériens exerçaient étaient la construction automobile, la métallurgie, les bassins miniers, le bâtiment, les travaux publics et dans d'autres secteurs économiques, ce qui constituait un apport considérable en matière de contribution financière à l'effort de guerre, notamment concernant l'achat d'armement et de médicaments.

Ali Haroun, un des principaux responsables de la Fédération de France, décrit de façon précise, dans un ouvrage édité en 1986(1), l'organisation des structures, des filières, des réseaux, ainsi que la collecte des

cotisations au sein de la communauté algérienne établie en France et en Europe. Organisée à ses débuts en Comité fédéral, la Fédération de France du FLN sera dirigée à partir de 1958 par Omar Boudaoud.

C'est vers la fin de l'année 1957 que la véritable mise en place des structures de la Fédération du FLN a été achevée, notamment par l'implication des travailleurs immigrés – soumis à l'impôt révolutionnaire –, qui ont été d'un apport d'une importance capitale en matière de soutien financier et humain, particulièrement dans l'organisation des manifestations du 17 octobre 1961.

Le 22 août 1958 se tenait à Sceaux (région parisienne) une réunion qui décidera des principales actions à mener et à laquelle participaient Saïd Bouaziz, Ali Haroun et Kaddour Ladlani, représentant le comité fédéral. Moussa Kebaili, Mohamed Haddad, Amor Ghezali et Ahmed Benattig, chefs de région. Trois jours plus tard, le 25 août, s'ouvrait en France un second front de la guerre d'Algérie...

La Fédération de France du FLN comptait en son sein une section universitaire, un syndicat des travailleurs,

17 OCTOBRE 1961

Histoire

des comités de soutien aux détenus, une commission de presse et d'information, une école de formation de cadres ainsi qu'une branche militaire et une cellule de renseignements. Tout au long de la révolution, l'immigration algérienne, encadrée par la Fédération de France du FLN, s'était retrouvée à la pointe du combat libérateur. Considérée comme une véritable «cheville ouvrière», du fait du soutien et de l'aide non négligeable qu'elle apportait pour la conduite des actions révolutionnaires en territoire français, aussi bien sur le plan financier qu'humain, elle représentait un élément fondamental sur lequel reposaient toutes les initiatives du FLN en France.

Mais certains courants français de métropole se sont démarqués des positions officielles de la France et se sont solidarisés de fait avec le FLN et en se mettant à la disposition de la cause algérienne.

En effet, c'est au Petit-Clamart (région parisienne), le 2 octobre 1957, que voit le jour le réseau Jeanson, du nom de son principal instigateur Francis Jeanson, un Français qui se propose avec force conviction d'apporter son aide au FLN, notamment d'héberger, de procurer de faux papiers, de fournir des planques et des véhicules, de faire passer les frontières aux révolutionnaires algériens, ainsi que d'acheminer vers la Suisse et l'Allemagne les fonds récoltés auprès de l'immigration algérienne. Ils étaient écrivains, journalistes, artistes, avocats, médecins, fonctionnaires et ouvriers qui, après leur arrestation par la DST en 1960, ont comparu devant un tribunal militaire. Au box des accusés figuraient 23 personnes (17 Français et 3 Algériens), alors que le principal responsable du réseau, Francis Jeanson, est en fuite. Ils sont accusés de soutien

Manifestation dénonçant les massacres ordonnés par Maurice Papon



au Front de libération nationale, de transport de fonds et de matériel de propagande, de location d'appartements pour des Algériens recherchés, des actes pour lesquels ils seront inculpés d'«atteinte à la sûreté extérieure de l'État» puis condamnés.

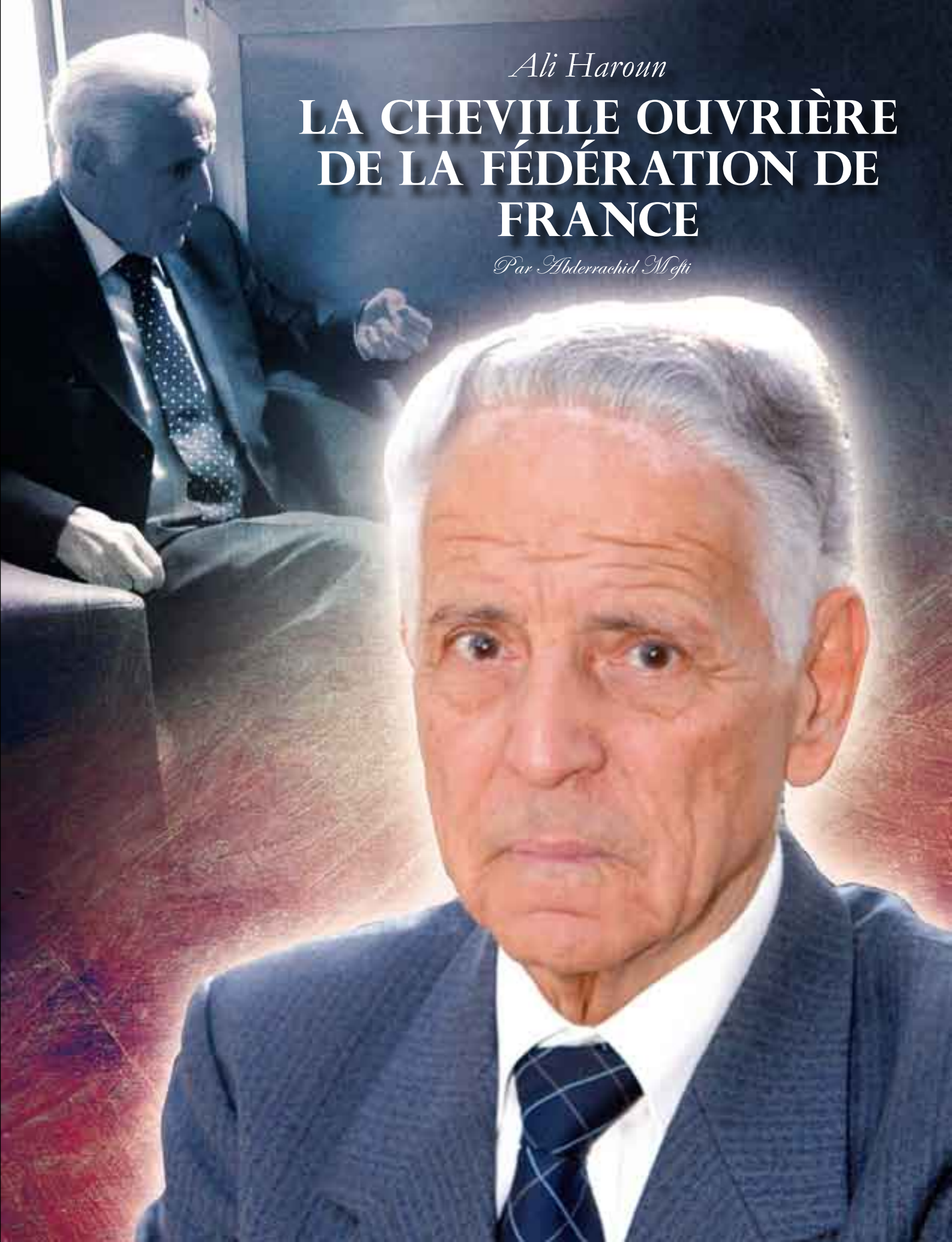
La journée fatidique du 17 octobre

Le 5 octobre 1961, le préfet de police de Paris, Maurice Papon, publia un communiqué largement diffusé dans la presse française, dans lequel il intimait l'ordre aux Algériens de rester chez eux entre 20h 30 et 5h 30. En cette même journée du 5 octobre, les responsables de la Fédération de France convoquèrent une réunion d'urgence en réaction à cette décision discriminatoire au cours de laquelle ils décidèrent d'organiser, de commun accord avec le comité fédéral, des manifestations pacifiques à travers plusieurs quartiers de la capitale française en signe de protestation contre ce couvre-feu. Le bilan parmi les manifestants s'était élevé à au moins 200 morts, 400 disparus, des milliers de blessés et près de 12 000 Algériens arrêtés puis expulsés vers l'Algérie.

Abderrachid Mefti

Renvois :

- (1) *La Fédération de France du FLN et l'organisation du 17 octobre 1961*, de Neil Mac Master
- (2) *La 7e Wilaya. La guerre du FLN en France 1954-1962*, de Ali Haroun.



Ali Haroun

LA CHEVILLE OUVRIÈRE DE LA FÉDÉRATION DE FRANCE

Par Abderrachid Mefti

17 OCTOBRE 1961

Portrait

Ali Haroun

Ali Haroun est né en 1927 à Alger. Peu de temps avant sa naissance, ses parents déménageront de la Casbah, où ils s'étaient installés au début des années 1900, pour rallier le quartier de la Redoute, aujourd'hui El Mouradia, sur les hauteurs d'Alger. C'est en 1933 à Alger que le jeune Ali Haroun entamera sa scolarité dans un établissement primaire du boulevard Bru, actuellement boulevard des Martyrs, ensuite à l'école Chazot (Sékou Touré) puis au collège Charles Lutaud (Aïssat Idir) à la place du 1er-Mai. Il effectuera son cycle secondaire au lycée Guillemin (Okba Ibnou Nafaâ), puis au lycée Thomas-Robert Bugeaud (Emir-Abdelkader) et, enfin, au lycée Emile-Félix Gautier (Omar-Racim) en 1946, année au cours de laquelle il décrochera son baccalauréat. S'ensuivra une inscription à la Faculté d'Alger pour suivre des études de droit durant deux années. Il poursuivra son cursus universitaire à Panthéon-Sorbonne (Paris) tout en travaillant pour subvenir à ses besoins. Après avoir obtenu une licence en droit, il décrochera le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) et, enfin, un doctorat d'État.

Nous sommes au début des années 1950, le jeune Ali se rend à Tétouan (Maroc). Après le déclenchement de la révolution du 1er Novembre, il crée, en compagnie de Oujdi Damerджи, les premières cellules du FLN et sera chargé par Mohamed Boudiaf de prendre la direction du journal Résistance algérienne. De 1956 à 1957, il fait partie de l'équipe rédactionnelle du journal El Moudjahid puis, en avril 1958, le Front de libération nationale décide de le nommer responsable politique à la Fédération de France du FLN, dont les principaux dirigeants étaient Omar Boudaoud (chef du Comité fédéral), Ali Haroun (chargé de l'information), Kaddour Ladlani (responsable de l'organisation interne), Saïd Bouaziz (chargé de l'organisation des réseaux, des groupes armés et du renseignement) et Abdelkrim Souici (chargé des finances). Dans son ouvrage, *La 7e Wilaya. La Guerre du FLN en France 1954-1962*, Ali Haroun décrit la Fédération de France comme une organisation politico-militaire d'une redoutable efficacité.

Au déclenchement des manifestations du 17 octobre 1961, il avait 34 ans et siégeait au comité fédéral basé à Cologne (Allemagne) d'où partaient toutes les directives destinées aux représentants de l'organisation disséminés à travers le territoire français.



Au lendemain de l'indépendance, Ali Haroun est élu député à l'Assemblée constituante jusqu'en 1963. Par la suite, il se consacrera à l'exercice de son métier d'avocat et se retirera de la vie politique jusqu'en 1989, année où il créera la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH). Au mois de mars 1991, il occupera le poste de ministre délégué aux droits de l'Homme dans le gouvernement de Sid-Ahmed Ghazali et, après l'interruption du processus électoral en janvier 1991, du fait de son passé révolutionnaire dans la guerre de libération, Ali Haroun est désigné membre du Haut Comité d'État (HCE) présidé alors par Mohamed Boudiaf. En 1995, il est l'un des fondateurs, avec Réda Malek, du parti de l'Alliance nationale républicaine (ANR).

À la fin de son mandat de député à l'Assemblée constituante en 1963, Ali Haroun crée un cabinet d'avocats, en compagnie d'autres confrères, qui deviendra l'un des premiers cabinets d'affaires en Algérie. Aujourd'hui, il vit à Alger entouré de sa famille. Il est âgé de 85 ans.

Abderrachid Mefti

* *La 7e Wilaya. La guerre du FLN en France. (1952-1962) éditions du Senil*

L'émigration algérienne

LIEU DE NAISSANCE DE LA REVENDICATION POLITIQUE

Par Boualem Tovarigt



MOUVEMENT NATIONAL

Histoire

Emir Khaled

L'émigration algérienne en France a joué un rôle décisif dans le mouvement national. C'est en son sein qu'est née la revendication politique à l'indépendance dans ses formes modernes.

Au début du XXe siècle, la lutte du peuple algérien contre la domination coloniale prend des formes politiques nouvelles. La lutte des élites locales s'adapte rapidement à des formes modernes, faites de revendications, de participation aux assemblées locales et à une vie politique autorisée pour des catégories limitées. Les réactions des couches populaires ne se manifestent plus à travers des formes violentes et spontanées, témoignant de l'exaspération débouchant sur des actions parfois sans aucune préparation. Elles prennent elles aussi un chemin politique : regroupements de personnes aux origines diverses, discussion sur des projets de solution, formulation de revendications, débats d'idées sur les objectifs et les méthodes. La période des révoltes paysannes et des émeutes, toujours violentes, souvent incontrôlées et non préparées, sans objectifs à moyen et long terme, sans stratégie, semble révolue. Dès le début du XXe siècle apparaît notamment le mouvement « Jeunes Algériens », exprimant les revendications d'une élite algérienne attachée à son statut personnel musulman, réclamant la fin des mesures d'exception et l'égalité des droits entre tous les habitants de l'Algérie. Cette élite aspirait à une Algérie française égalitaire et multiconfessionnelle.

Il faut remarquer que la population algérienne était essentiellement paysanne. En 1886, 6,9% des Algériens résidaient dans les villes. Ils seront 8,5% en 1906 et 12,1% en 1931. De plus, l'administration coloniale avait interdit la libre circulation des Algériens qui étaient soumis au permis de voyage pour se déplacer. Hors agriculture, l'Algérie était très peu industrialisée. On recensait en 1897 quelque 57.085 employés dans l'artisanat et la petite industrie dont une majorité d'Européens. C'est au sein de l'émigration algérienne en France qu'apparut la première expression politique de couches populaires algériennes, ouvrières et urbaines. Elle fut radicale dès le début.

L'Emir Khaled Ibn Hachemi, petit-fils de l'Emir Abdelkader, fut le premier homme politique à formuler



une réclamation claire pour la libre expression du peuple algérien. En 1919, il écrit au président américain Woodrow Wilson qui avait affirmé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et il adresse une requête à la Société des Nations. Membre des Jeunes Algériens depuis 1913, il commença une carrière d'élue vite combattue par l'autorité coloniale. Les 12 et 19 juillet 1924, il donna des conférences à Paris sur « la situation des musulmans d'Algérie ». Ces rencontres firent date et furent suivies officiellement par 12.000 personnes. Le journal *Ikdam*, fondé en 1919 et dont il fut le directeur politique, fut la première tribune autonome exprimant librement les opinions des Algériens. L'Emir Khaled est définitivement exilé en Syrie en 1926 où il décéda dix années plus tard.

Son passage en France marqua tellement les travailleurs algériens émigrés qu'il inspira la création d'une force politique dont il devint l'emblème et qui revendiqua son héritage : l'Etoile nord-africaine. Celle-ci fut à sa naissance en 1926 une

MOUVEMENT NATIONAL

Histoire

Messali Hadj

section de l'UI (Union inter-coloniale), structure de coordination issue de la section française de l'Internationale communiste créée en 1921 et devenue la Commission coloniale du PCF, dont la sous-commission nord africaine fut un temps dirigée par l'Algérien Abdelkader Hadj Ali. Elle comprit les militants communistes Abdelaziz Menouer et Ahmed Bourahla. Le syndicat français CGTU créa aussi une commission coloniale qui activa dans la mobilisation des travailleurs algériens à plusieurs occasions. Il faut également signaler l'organisation des commerçants algériens dès 1927 dans la Ligue de défense des musulmans nord-africains créée par Ahmed Mansouri. Regroupant des Algériens lettrés et occupant une place élevée dans la hiérarchie sociale, elle avançait des revendications modérées à ses débuts avant d'adopter des positions plus radicales à partir de 1938 en se rapprochant du PPA. Il y eut aussi une série de petits comités pour la défense des droits des Algériens, animés par un groupe restreint de personnes que l'on retrouva à différentes étapes dans plusieurs mouvements : Ahmed Bahloul, Aït Toudert, Ahmed Belghoul, Ben Damerdj, Aït Ali, Laïd Issouli, Djilani Chabila, Saïd Aknoun, Fodil Ouartilani, Amar Naroun, Arezki Kihal, etc.



L'Etoile Nord-Africaine, née dans la mouvance communiste, arriva progressivement à autonomiser une revendication nationale maghrébine liée aux luttes sociales des travailleurs algériens. Elle fut la première organisation politique à porter l'idée nationale maghrébine. Le 12 juin 1926 elle annonçait son existence comme section de l'Union inter-coloniale et déposait ses statuts le 20 du même mois. Même si dans son texte fondateur elle se présentait comme « association de défense des intérêts moraux et sociaux des nord-africains » elle portait la revendication d'indépendance dans les interventions et les écrits de ses principaux dirigeants,



Des émigrés algériens en France

MOUVEMENT NATIONAL

Histoire

Les conditions de vie d'une famille algérienne en France

tous issus du mouvement communiste. Abdelkader Hadj Ali, qui en fut la cheville ouvrière et qui milita avec acharnement pour autonomiser les revendications sociales des maghrébins, parlait déjà de son but : « Une organisation pour lutter et faire comprendre aux indigènes qu'ils seraient des hommes le jour où ils seraient libres et indépendants. » (discours du 1er octobre 1926). Ahmed Mesli (Messali Hadj) permanent du Parti communiste en 1926 est chargé de l'organisation et de la propagande. À leur côté, plusieurs cadres (Djilani Chabila, Abdelaziz Menouer, Ahmed Bourahla) ont contribué à en faire un mouvement populaire qui réunit très vite 3.500 militants. Ces militants ne se privèrent pas d'afficher leur objectif dans les revues du mouvement : Iqdam en 1926 puis Iqdam nord-africain en 1927 : « Contre l'impérialisme français et pour l'indépendance de l'Afrique du Nord ». En donnant ce nom à son organe, le mouvement affichait une filiation avec les revendications patriotiques de l'Emir Khaled. L'Etoile Nord-Africaine fut dissoute le 20 novembre 1929 par le tribunal de la Seine.

Le groupe dirigeant tenta de reconstituer le mouvement et après plusieurs tentatives de trouver un compromis avec le Parti communiste, la rupture est définitive en 1932. Une nouvelle équipe de dirigeants (avec Messali, Radjef, Imache, Yahiaoui, Kihal) déposa les statuts d'un nouveau parti La glorieuse Etoile Nord-Africaine, totalement indépendant du Parti communiste. Son programme était clairement patriotique avec un contenu nouveau pour l'époque qui le distinguait des autres partis algériens. Il était fortement ancré dans les revendications d'égalité et de justice sociale du mouvement ouvrier français, et il reprenait à son compte le sentiment national algérien avec sa dimension culturelle et sa spécificité : attachement à la personnalité musulmane, à la langue et à la culture arabes. Messali fut condamné à deux reprises en 1935 et en 1936 et l'Etoile Nord-Africaine fut dissoute par le gouvernement français le 26 janvier 1937 à cause de ses positions radicales,



condamnant les propositions du Front populaire sur l'Algérie. Le 11 mars 1937, Messali Hadj annonça la création du Parti du peuple algérien (PPA). C'est ce mouvement qui, après avoir été interdit, donnera le 20 octobre 1946 le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Celui-ci éclata en 1953 entre fidèles de Messali Hadj et partisans du Comité central, appelés centralistes. En 1954, un petit groupe de militants du MTLD fonda dans la clandestinité le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) en vue de préparer l'insurrection armée. Le 1er novembre 1954, il se transforma en FLN. En quelques mois, il regroupa en son sein d'anciens centralistes du MTLD, des militants communistes, des partisans de l'UDMA de Ferhat Abbas et des militants de l'association des oulémas.

Boualem Touarigt



Abderrahmane Belghomrani

Belghichi et Abderrahmane Belghomrani
D.A.R.G. 1959 - Livraison de Matériel aux Frontières

*Décès de
Abderrahmane
Belghomrani*

PARCOURS D'UN COMBATTANT DU MALG

Par l'Dahou Ould Kablia

Président de l'Association nationale des Moudjahidine
de l'armement et des liaisons générales (AN-MALG)

GUERRE DE LIBÉRATION

Contribution

Cet été (le 14 juillet 2012), nous avons eu à déplorer la disparition d'un *c o m p a g n o n* exceptionnel à tous points de vue, tant son amour pour notre pays était immense.

Il s'agit du frère Abderrahmane Belghomrani, ex-officier de l'ALN (MALG) peu connu du grand public tant sa modestie, sa discrétion étaient appréciables, ce qui ajoutait un grand plus à son efficacité.

Né le 20 octobre 1931 à Mila (département de Constantine à l'époque) d'une famille modeste très attachée aux principes de l'Islam (religiosité, honnêteté et amour du pays), et après des études primaires (école communale et medersa), il adhère à cette grande école du nationalisme : les SMA. Par la suite, il s'inscrit pour des études secondaires à l'institut Ibn Badis de Constantine puis rejoint la Zitouna de Tunis où il décroche son diplôme universitaire (1955). De retour au pays, il enseigne à la medersa de Tiaret, puis à l'Institut Ibn Badis de Constantine.

Recherché pour insoumission au service militaire français, il se réfugie à Tunis et intègre l'ALN où il est affecté au DARG qui devient le MARG en 1958-1959 sous le commandement des colonels Ouamrane et Mahmoud Chérif (ministère de l'Armement et du Ravitaillement au sein du GPRA) ; il devient membre du secrétariat général chargé du département de l'administration générale où il a laissé le souvenir d'un militant parfaitement discret et efficace.

Affecté au Caire, plate-forme de la réception des armes en provenance de diverses origines, il assure la coordination entre son bureau



Abderrahmane Belghomrani à gauche de la photo, réception d'une importante cargaison d'armes d'armes provenant de Chine à Alexandrie.

du Caire et les locaux de transit à Alexandrie, Marsa Matrouh, Djebel Lakhdar. Il organise avec Belguechi les transports vers les bases et dépôts intermédiaires avant l'arrivée à leur destination à la frontière algéro-tunisienne.

Du Caire, il est appelé à effectuer plusieurs missions de prospection dans les pays arabes du voisinage (Liban, Syrie et Jordanie). À la suite du transfert des missions, précédemment dévolues au ministère de l'Armement et du Ravitaillement général (MARG), au colonel Boussouf, il est rappelé à Tunis pour seconder le colonel Mostefa Benaouda, nouveau patron de l'armement, avec d'autres responsables tels que Mostefa Cheloufi, Said Bayou et Abdelmadjid Bouzbid jusqu'au 5 juillet 1962.

Après cette date, il est parmi les derniers frères à rentrer en Algérie après avoir accompagné le dernier bateau chargé d'armes à destination de Annaba.

Depuis l'indépendance, une riche activité a meublé sa vie dans de

nombreux secteurs : journalisme (El Chaab) comme secrétaire de rédaction, rédacteur-traducteur à la société pétrolière SN Repal puis chef du département du personnel. Après la nationalisation des hydrocarbures, il intègre la Sonatrach comme chef du département de l'administration générale jusqu'en 1985 date de son départ à la retraite.

Il a continué de militer au sein de l'Association nationale MALG dont il a été l'un des fondateurs en 1990. Il a contribué à faire connaître la lutte du MALG en donnant différentes conférences toujours très documentées, notamment sur la Direction logistique Est dont il était l'un des responsables.

L'AN MALG à travers son président et les membres de l'Association rendent un vibrant hommage au défunt Abderrahmane Belghomrani, vice-président de l'Association nationale du MALG et grand serviteur de l'Algérie.

Dahou Ould Kablia



Offensive du 20 août 1955

SON IMPACT SUR LA RÉVOLUTION

Par Salah Boudjemaâ

GUERRE DE LIBÉRATION

Contribution

Salah Boudjemaâ l'un des acteurs de l'offensive du 20 Août 1955

Le 20 août 1955 n'était pas seulement un moment de rupture totale avec les Français, mais était surtout l'épilogue des divergences partisans internes. Ainsi, il n'était plus possible désormais de contester la décision prise par ces héros qui avaient déclenché la lutte armée. Soit on est Algérien, et on est avec la révolution ; soit on s'engage avec le colonialisme. Ceci n'était pas valable seulement pour le cercle des initiés à la chose politique, mais c'était une évidence pour tout le peuple algérien. C'est ce que Zighoud voulait justement atteindre en disant un jour, alors qu'il préparait l'offensive du 20 août, qu'il fallait arriver à un point de rupture définitive avec l'occupant français, à travers une action exceptionnelle qui puisse rompre une relation de 132 ans avec la France.

Avant d'évoquer le 20 août, il faut bien parler des circonstances qui avaient présidé à ce moment crucial de la Révolution algérienne. Après la mort au combat de Didouche, début 1955, Zighoud me demanda de lui organiser une rencontre avec la population dans la région de Skikda, dans le but de sensibiliser les gens et de les mobiliser pour la Révolution. J'ai choisi un point de chute chez une personne nommée Yazli. De là, nous commençons à tisser des contacts, par l'intermédiaire d'un militant du mouvement national, qui s'appelait Bousennane Hemmada, qui était en contact avec les militants de divers bords ; ce qui lui a permis de jouer un rôle important dans la mobilisation de la population et la préparation de la lutte armée. Le séjour de Zighoud dans cette maison a duré deux à trois mois. Puis, nous lui avons changé d'endroit, pour séjourner chez un certain Bellaouar. Un jour, nous avons été surpris par l'assaut d'une petite unité de l'armée française. Le propriétaire de la maison, ainsi que des membres de sa famille, ont été tués, la



maison a été entièrement détruite et presque tous les habitants du village seront déplacés. Après cet événement tragique, qui a bouleversé la population alors que nous étions encore au début de la guerre, Zighoud retourna dans ce village pour s'enquérir, comme à son habitude après chaque événement, de la situation des habitants, leur remonter le moral et leur expliquer que nous étions avec eux. Mais, à la vue de l'ampleur des ravages et du choc que cela a dû laisser chez les habitants, il fut pris d'une grande colère. Et d'habitude, quand il est dans un pareil état, il se met à faire les cent pas, en se parlant à lui-même d'une voix quasiment audible. Soudain, en arrivant à mon niveau, il s'arrêta et s'adressa à l'assistance pour lancer que la riposte doit être aussi cruelle, pour démontrer à notre peuple que nous étions, nous aussi, capables de frapper fort. Le ton du discours était vraiment fort. Il donnait l'impression d'avoir pris sa décision ou alors ce drame l'avait décidé de mettre en exécution un projet auquel il aurait déjà réfléchi.

Il y avait avec nous un certain Smail Zeghal, un homme intelligent et vif d'esprit, qui était venu deux semaines plus tôt. Il était présent lorsque Zighoud a tenu ce discours. Il commençait alors

à concevoir des idées et élaborer des plans d'action avec Zighoud, jusqu'à devenir son véritable collaborateur, grâce à sa culture et à son expérience. Il s'attacha alors sérieusement à monter des plans susceptibles de porter des coups durs aux Français. La première action – une embuscade contre les forces françaises – fut menée dans le Nord-Constantinois, sur le tronçon entre Skikda et Collo. À cette époque, j'étais dans le groupe conduit par le moudjahid Omar (...). Les éléments du groupe étaient équipés d'armes traditionnelles : des fusils de chasse et des mitraillettes légères. L'embuscade était une manière, pour nous, de sonder l'ennemi et de lui faire comprendre que la Révolution s'était généralisée et s'était étendue à toutes les régions. La riposte des états-majors de l'armée française a été des plus vigoureuses, en commençant à envoyer des renforts et à déployer des troupes partout.

C'est à partir de là que Zighoud avait estimé que l'idée de l'embuscade était un succès, dès lors qu'elle avait atteint l'objectif escompté, à savoir celui d'envoyer un message à l'ennemi, et de s'entraîner pour de prochaines actions. Le travail après cette action s'intensifia donc et s'accéléra. Il se traduisit par

GUERRE DE LIBÉRATION

Contribution

l'acheminement d'armes et la mobilisation populaire. Cela dura jusqu'à fin mai. Des groupes ont été constitués au niveau du Nord-Constantinois, et chaque groupe était chargé d'une mission : généralement une embuscade, un attentat ou une action de sabotage visant les propriétés françaises et la destruction de moyens de communication et des poteaux téléphoniques. Ces actions ont été menées avec succès ; ce qui insuffla une réelle dynamique d'action, surtout que la région était réputée pour sa loyauté, et était entièrement acquise à notre cause.

Deux mois plus tard, Zighoud était pleinement persuadé qu'il avait désormais, en tant que chef, toute la latitude d'organiser tout type d'action militaire ou politique susceptible de déstabiliser sérieusement l'ennemi. Nous ne savions pas encore que ce que nous avons réalisé comme actions était le prélude à une action d'envergure, qui était l'offensive du 20 août 1955.

Les Français utilisaient une tactique qui consistait à se focaliser sur une zone jusqu'à l'avoir à l'usure, avant de passer à une autre. À cette époque, la concentration était sur la Wilaya I, du fait que la lutte armée y était déclenchée, et que c'était une région aux reliefs inaccessibles. L'idée de Zighoud était de desserrer l'étau sur la Wilaya I, en lançant une grande action susceptible de déstabiliser l'armée française qui s'était massivement déployée dans l'Est du pays. L'opération dirigée sur les Aurès était accompagnée d'une puissante action psychologique ; le général Berlanche avait déclaré ce jour-là qu'il ferait des Aurès « le tombeau de l'insurrection algérienne. » Les nouvelles qui parvenaient à Zighoud, toujours à l'écoute de la radio et des informations, faisaient état de la brutalité de l'opération. De plus, il avait reçu une lettre de Bachir Chihani qui lui décrivait la situation dans les Aurès, et lui suggérait de mener une action, fût-elle limitée, pour alléger ce terrible siège qui se resserrait sur la région. Zighoud avait la même pensée, mais lui, il songeait à une action qui ne soit pas éphémère. Il était décidé à porter à la connaissance de l'opinion mondiale ce qui se passait dans les campagnes algériennes. La lettre de Chihani n'a fait qu'accélérer l'idée qui germait déjà dans sa tête.

Il convoqua une réunion dans la région de Zeman, fin juin, pour définir les tâches de chacun. C'est ainsi qu'il confia à Boubnider (Sawt El Arab) la responsabilité sur la région d'El-Khroub, à Ali Kafi celle de Zerga, à Mahjad celle d'Aïn-Abid, à Abdelmadjid Lakehal-Ras celle de Smendou, à Boudjedroui celle de Constantine, à Zeghal celle de Skikda, à Ammar Chetaïbi celle de Collo, et à moi, Salah Boudjemaa, celle de Sidi Mezghiche. Nous étions, au total, une cinquantaine d'hommes à être chargés qui d'une ville ou d'une localité. Il s'agit de s'enquérir de la situation dans chaque localité, d'évaluer les potentialités dans tous les domaines et de mesurer le degré d'adhésion des populations

locales au mot d'ordre d'une offensive générale et simultanée. Il a choisi la journée du 20 août pour ce qu'elle rappelait l'exil de Mohamed V, et les manifestations qui devaient s'en suivre ; ceci pour faire savoir aux Français qu'il y avait de la coordination entre l'Algérie et le Maroc, et que l'action concernait tout le Maghreb. Il donna ses instructions pour lancer l'offensive, fixée à midi. Ainsi, l'événement a été incontestablement, de bout en bout, l'œuvre de Zighoud Youcef, seul. Lors de cette réunion, nous avons compris que le projet de Zighoud était de lancer, non seulement une action d'envergure, mais une action qui puisse avoir un immense écho politique et militaire et un effet déstabilisateur sur l'armée ennemie. Aussi, ambitionnait-il de faire avancer la Révolution, d'un bond, à tous les niveaux.

L'offensive a commencé à l'heure convenue ; de 14 heures à 17 heures, le nombre de victimes atteignait 12 000 côté algérien et des centaines côté français. Le résultat est que les Algériens ont affirmé leur adhésion à la Révolution, et la rupture tant recherchée a été atteinte. Ce qui va impulser chez les Algériens plus de détermination pour combattre et vaincre. Pour l'histoire, je peux témoigner que durant toute la période où j'ai vécu sur le territoire algérien – du 4 novembre 1952 jusqu'à 1962 –, chaque Algérien cherchait par quel moyen il pouvait servir cette Révolution, et contribuer à son succès, abstraction faite de ses idées politiques ou autres. Ceci parce que les objectifs de la révolution étaient clairs, et ont forgé une conviction chez les gens, à savoir qu'en choisissant cette voie, ils n'avaient d'autre choix que de mourir ou de vaincre. Il était clair dès le départ que nous ne disposions guère de force, ni de dispositifs militaires à même de faire face à l'armée française ; et, par conséquent, nous n'avions qu'à consentir au sacrifice suprême. Et lorsque tout un peuple consent à se sacrifier, aucune puissance sur terre ne peut l'affronter.

Après cette grande action qui a impulsé une grande dynamique à la Révolution, du point de vue politique, et a démontré à l'opinion internationale que ce que la presse française et les politiques appelaient « les événements » était en réalité un soulèvement populaire. Cette propagande a fait que, même aux Nations unies, on se laissait dire que c'était une affaire française interne. La vérité a fini par éclater, et l'opinion française était désormais sensibilisée. L'autre résultat de cette grande action, et qui est le plus important, est que le commandement avait désormais une meilleure maîtrise du terrain. Ainsi, au plan militaire, nous nous déplaçons librement la nuit, et de plus en plus souvent le jour, et sur un périmètre plus large. Aussi, nous avons commencé à organiser la population en créant un conseil dans chaque village, chargé de gérer les affaires quotidiennes des villageois – approvisionnement, règlement de conflits... Tout était mis à contribution pour les préparer à l'action et

GUERRE DE LIBÉRATION

Contribution

au combat. Ces conseils, en forme d'Etat dans l'Etat, étaient constitués au terme d'élections directes, dans les villages et les zones d'agglomération. Notre intérêt pour la population civile était motivé surtout par le fait que les gens commençaient à croire à la victoire, en voyant la différence. Nous avions le devoir de renforcer chez eux cette conviction. Alors que, dans le passé, un simple officier français dirigeait à sa guise tout un village et faisait la loi seul, les choses ont changé après cette grande action des combattants algériens, qui a libéré les esprits. Les gens refusaient désormais leur réalité et aspiraient à la changer ; et pour cela ils étaient prêts à mourir. Les responsables de village désignés par les moudjahidine savaient, d'emblée, qu'ils allaient à la mort, et s'y risquaient volontiers, parce que chacun voulait être un exemple de bravoure et de dévouement pour la patrie. Certains d'entre eux étaient morts avant même de rejoindre leur poste. Ce qui donnait au commandement un motif fort pour continuer.

Autre conséquence de l'offensive du 20 août : les colons commençaient à quitter massivement les villages pour s'installer dans les centres urbains. Une chose qui a été positivement accueillie par les populations locales. Ainsi, un village français –Rouknia, près d'Azzaba – a été, mis en vente, par une annonce publiée en « Une » dans un journal constantinois. Le monde entier savait alors qu'il y avait un peuple qui luttait contre le colonialisme français. Les Français étaient persuadés que rien ne sera plus comme avant. Dans son livre : *La Guerre d'Algérie*, Yve Courrière a écrit sur cette journée : « La guerre d'Algérie est entrée désormais dans sa phase active. Les masques vont tomber et les politiques vont évoluer ; et désormais il y aura un avant 20 août et un après 20 août. » Ce qui signifie que l'offensive a réussi à déplacer la bataille à l'intérieur de la France, après avoir brisé l'illusion que cultivaient les Français qui pensaient pouvoir étouffer la Révolution dans la région des Aurès sur laquelle l'état se resserrait. L'offensive a donc mis fin à ces illusions, et a, par ailleurs, permis aux moudjahidine d'acquiescer beaucoup d'armes dont nous avions besoin, en plus d'avoir renforcé la conviction des Algériens quant à la victoire, et que la voie de la lutte armée s'avérait être l'unique voie pouvant permettre aux Algériens d'accéder à leur Indépendance.

Alors que les autorités coloniales se préparaient aux élections de janvier pour se fabriquer un « interlocuteur légitime », le 20 août est venu torpiller leurs rêves. Elles ont fini par reconnaître, tacitement, que les choses avaient changé, et que, par conséquent, elles étaient obligées d'adapter leur méthode à la nouvelle donne. Elles ont alors instauré l'état d'urgence qui n'a fait qu'accentuer la répression et doper la cruauté coloniale. Chaque Algérien était exposé à l'arrestation et à la mort, parce qu'il est Algérien. C'est bien donc la preuve que le 20 août a induit la rupture définitive entre Algériens et Français et exhorté tous les Algériens à

assurer le succès de la Révolution et à transcender les clivages politiques ou idéologiques.

Toutes ces retombées positives de l'offensive du 20 août ont fait sentir à Zighoud une plus lourde responsabilité pour la réussite de la révolution et le salut de la nation. Son idée était d'aboutir à une rencontre des chefs, pour discuter du parcours et des perspectives de la guerre. Ce qui s'est bien réalisé à la Soummam, où il a enfin senti que d'autres partageaient le poids de la responsabilité avec lui. Cet élan engendré par l'offensive du 20 août aura eu comme effet de rassembler tout le monde à la Soummam, y compris ceux qui, auparavant, qualifiaient les hommes de novembre d'«enfants politiques» et d'«aventuriers». Aussi le choix de la date pour la tenue du congrès dénote-t-il cette reconnaissance des mérites de l'offensive du 20 août sur l'essor que connaissait la Révolution.

Le mérite de Zighoud est qu'il a su sonder les gens et su gagner leur adhésion à la révolution. C'est à cela que se mesure le véritable chef qu'incarnait notre grand héros qui avait un sens très particulier du patriotisme.

Ceci dit, et avec tout le respect et l'adulation que je voue au chahid Zighoud et à tous les grands héros de la révolution, je dois avouer que n'était-ce ce dévouement exemplaire des simples gens pour l'Algérie, nul n'aurait pu réaliser quoi que ce soit, ni pu concrétiser un projet militaire ou politique. Je dois ici souligner qu'après avoir été désigné par Zighoud au village Mezghiche dans le cadre des préparatifs de l'offensive, j'ai rassemblé les habitants pour leur parler. Quand, j'ai alors sollicité 20 à 25 volontaires pour aller à la conquête du village ; j'ai été surpris de me retrouver avec des centaines d'hommes. Ce qui m'a d'ailleurs posé un problème, parce que nous n'avions pas les moyens suffisants pour recevoir tant de gens, et parce que c'était risqué de pénétrer dans un village avec un tel dispositif, sans prendre le risque d'être repéré par l'ennemi. J'ai alors pensé à prendre dans chaque famille un élément, histoire de satisfaire un peu tout le monde et, en même temps, de les rassembler. La tâche n'a pas été facile, mais j'ai réussi quand même. Je me souviens qu'au moment où je passais pour sélectionner un troisième, je n'ai pas voulu prendre un jeune qui s'appelait Bouraoui, étant le fils unique. Mais après son insistance, je l'ai pris quand même. Malheureusement pour lui, il mourra au combat.

Pour conclure, le 20 août restera, malgré le nombre de victimes et de martyrs, le jour qui marqua l'essor de la révolution et lui donna un sens moderne, pour l'avoir sorti du stade de la guérilla ou de rébellion et l'avoir généralisé dans tout le pays. Il marqua, en fait, le véritable départ de la Révolution algérienne. Tous les Algériens portaient cette date comme un symbole de résistance face à l'ennemi, sans vraiment trop regarder le prix à verser.

Salah Boudjemaâ

SOS... Algérie



La photo (de gauche à droite) : Hocine Aït-Ahmed, Ahmed Ben Bella, Fethi Dib, Izzat Suleimane, Allal El Fassi, Abd-El-Kébir El Fassi, Larbi Ben M'Hidi et Mohamed Boudiaf.

Une photo rare, elle a été prise le 11 Janvier 1955.

C'est lors d'une rencontre Algéro-Marocaine au domicile de Fathi Dib au Caire.

La délégation Algérienne était composée de Hocine Aït-Ahmed (Représentant de la Révolution Algérienne en Egypte), Ahmed Ben Bella, Larbi Ben M'Hidi et Mohamed Boudiaf.

Du côté Marocain, se trouvaient Allal El Fassi (Chef du Parti de l'Istiqlal Marocain) et son cousin Abdelkébir El Fassi ; Coté Egyptien, Fethi Dib (Chef des Services Secrets Egyptiens), son collègue Izzat Suleimane, et Abdel Mouneime Nedjar (Attaché militaire Egyptien en Espagne).

Lors de la rencontre les positions des luttes Algériennes et Marocaines ont été exposées ; il a été décidé qu'une coordination entre les deux fronts était nécessaire et que l'Egypte allait leur fournir des armes. (selon Fethi Dib dans « Abdel Nacer et la Révolution Algérienne »)



*Par Malek Bennabi**

GUERRE DE LIBÉRATION

Contribution

Le Caire, le 17 juin 1957

Depuis le 1er novembre 1954, il y a une situation politique nouvelle en Algérie. Chaque Algérien prie Dieu d'éclairer les hommes qui ont la charge de la dénouer. Mais elle a pour conséquence une situation morale et humaine dans laquelle chacun est personnellement engagé et n'a pas le droit de s'en remettre à d'autres pour son dénouement. Aucun homme, fût-il étranger, ne peut se soustraire au devoir d'y contribuer selon ses moyens.

Le peuple algérien est livré par les détenteurs de la puissance à l'un des leurs qui l'extermine. Et le monde qui regarde placidement le massacre ne songe pas d'y mettre fin par une mise en demeure péremptoire comme celle qui avait stoppé l'agression à Port Said [1].

J'ai sous les yeux la photo d'un enfant qui pleure sa maman qu'on vient d'assassiner. Elle est sous les yeux de n'importe qui puisqu'elle est dans la presse. Le cadavre est là étendu près de l'enfant éploré. C'est l'image bouleversante de la tragédie actuelle en Algérie.

Il y a dans le regard de l'enfant, comme une imploration insensée, qu'on vienne réveiller sa maman. Il ne regarde pas l'objectif comme un enfant heureux à qui l'on vient de dire : « Regarde le petit oiseau » pour le photographe. Il regarde simplement l'homme qui est devant lui croyant qu'il fait quelque chose pour réveiller sa maman. Mais il y a dans l'innocence de son regard une malédiction qui s'adresse au monde qui se tait devant le supplice d'un peuple.

Elle s'adresse à ceux qui tuent. Elle s'adresse à ceux qui regardent tuer. Elle s'adresse en particulier aux dépositaires hypocrites de la Charte des Nations unies à qui le regard désespéré de l'enfant jette comme un appel à la justice. Elle s'adresse à ces Pharisiens [2] diaboliques qui renvoient la victime qui les implore à un tribunal d'assassins, les assassins de sa mère.

C'est cela cependant la signification tragique de la chose quand l'ONU — incarnation d'une justice humaine à la dimension de la planète et de l'époque des engins télégués — renonce délibérément à sa charge de juger l'affaire algérienne en recommandant simplement à un gouvernement Guy Mollet [3] ou à celui de son successeur, Bourguès-Maunoury [4] de lui trouver une « solution démocratique ».

Voilà en effet l'assassin chargé de rendre justice à la victime ! Et de doctes et vénérables personnages représentant la « sagesse internationale » ont estimé « raisonnable » de souscrire à cette lamentable comédie.

Cependant qu'en Algérie des bébés pleurent leurs

mamans qu'on assassine parce qu'elles refusent de donner le secret d'un époux ou simplement pour le plaisir des sens de l'homme civilisé, mais la douleur des innocents appelle la malédiction sur les Pharisiens qui représentent la civilisation du vingtième siècle.

Je crois en la civilisation comme à une protection de l'homme parce qu'elle met une barrière entre lui et la barbarie. Mais on ne voit pas bien aujourd'hui dans la politique française la barrière qui sépare l'homme de la brute.

Néon lâchait ses fauves qui déchiraient d'innocentes victimes dont le sang — le sang des Martyrs — inondait le sol des arènes sanglantes sous le regard de foules en délire. Puis dans un accès de fureur sans précédent, il décida d'incendier Rome. C'était le déclin d'une civilisation. Dans les cendres de la ville de saint Pierre, la barrière entre l'homme et la barbarie tombait.

Aujourd'hui, Guy Mollet lâche contre le peuple algérien une armée de 500.000 hommes. Elle torture, elle supplicie, elle massacre, elle viole, elle incendie. Le fauve de Néon était, après tout, moins raffiné ; il déchirait sa victime d'un seul coup.

Le fauve de Guy Mollet — le para, le gendarme, le légionnaire, le milicien — a « civilisé » son métier ; il est plus raffiné que l'hyène, le lion ou le tigre. Il a civilisé le métier et en a fait un art. Il est artiste à sa manière : il sait extraire de la chair humaine toute la douleur qu'elle peut contenir. Un témoin oculaire, un appelé français horrifié décrit une scène : « Un suspect arrêté est ramené dans une jeep ; au cours du trajet, dit-il, un des soldats découpe avec son couteau des lambeaux de peau et de chair sur le prisonnier vivant. »

Ainsi comme le sculpteur taille dans le marbre ou le bronze pour fixer une idée, c'est dans la chair humaine que lui — le pacificateur, le civilisé, le fauve de Guy Mollet — taille et fixe son idée. La chair du peuple algérien c'est sa matière première : le marbre et le bronze dans lesquels il travaille pour ciseler, graver, sculpter les buts de la politique coloniale.

Guy Mollet avec ses compères, ses collègues et ses collaborateurs, ses complices et ses valets, travaillent en artistes sur la chair d'un peuple que leur a livrée la « justice internationale » de l'ONU. Elle est devenue à leurs yeux la clef du problème. C'est à quoi pensait indiscutablement Lacoste [1], à la chute du gouvernement dont il fait partie quand — dans une déclaration à la presse — il recommandait à son successeur quel qu'il fût d'avoir constamment en vue de « séparer le peuple

GUERRE DE LIBÉRATION

Contribution

algérien de la rébellion », comme il dit. Le langage est clair : il faut briser la volonté de résistance populaire en la détruisant physiologiquement dans la chair même du peuple par la torture. Il ne demande pas des soldats, il veut des charcutiers.

Et à la suite d'un récent attentat qui a fait, hélas, des victimes parmi une foule européenne qui dansait le rock and roll dans un casino d'Alger, Lacoste a déclaré qu'il ordonnait à la police et à l'armée de renforcer la répression. En avant, les charcutiers : travaillez à pleins bras, à pleines gueules, d'arrache-dents, à pleines griffes dans la chair du peuple algérien !

L'Algérie est devenue une arène livrée aux fauves lâchés par la civilisation. Le spectacle est permanent. Doctes personnages, détenteurs de la justice internationale : vous êtes aux premières loges ! Inutile de feindre d'ignorer certaines choses, le spectacle est sous vos yeux. Les fauves de Guy Mollet sont déchaînés. Ils déchirent à longueur de journées, de mois, d'année la chair du peuple algérien.

Voyez les Pharisiens du XXe siècle, comme le spectacle se renouvelle, s'enrichit continuellement de nouvelles trouvailles, de nouveaux procédés ; la croix, le gibet, la roue, étaient dignes de l'époque médiévale. Il y a aujourd'hui le supplice à la magnéto, au « téléphone » comme disent les gens du métier. Le métier consiste à pousser le plus loin possible les bornes de la douleur humaine. On veut des douleurs plus douloureuses, des souffrances plus insupportables, des plaies plus atroces. On crie à la victime qui hurle de pousser tel cri, et quand elle l'a poussé — par exemple, si on lui fait hurler « Vive la France » — on en exige un autre « Vive la tomate » ou « Vive la civilisation » !

Mais les fauves ne sont pas encore satisfaits et la chair hurle toujours tout ce qu'on lui demande de hurler jusqu'au moment où elle ne peut plus hurler, où elle devient muette, insensible, indifférente, où elle est enfin délivrée... Mais pardon, les fauves la disputent même à la mort. Il y a en eux des instincts inassouvis qui hurlent de ne pas lâcher encore la chair fondue, tordue, lardée et salée, creusée, découpée, déchirée, tuméfiée, électrocutée, arrachée, brûlée, pendue, fusillée, torturée, suppliciée de mille manières. Même expirée, elle excite encore la fureur des fauves de Guy Mollet. Cette chair qui a donné tout son contenu de douleur comme une éponge pressée de son eau, les fascine encore. Le cadavre est piétiné, re-piétiné, foulé, mutilé de nouveau. Et quand il ne peut plus assouvir les passions sadiques,

quand son immobilité, son silence, son indifférence ne peuvent plus assouvir les instincts élémentaires de la brute, on l'enterre dans une chiotte : on pisse et on chie dessus.

Un témoin oculaire — un de ces hommes qui sauvent encore l'honneur de la France — cité dans un document publié récemment, résume une de ces scènes typiques : « Dimanche dernier, dit-il, fut une journée bien pénible. La distraction dominicale fut de torturer un prétendu fellagha de 8 heures du matin à 20 heures. À cette heure, on l'acheva dans la fosse à merde après une tentative loupée de le pendre à une poulie de chantier... »

Dans une autre scène, un homme torturé, dit simplement aux fauves qui sont autour de lui : « J'ai honte de me trouver nu devant vous. » On peut imaginer les atroces ricanements des hommes civilisés devant cette candeur de l'homme simple.

En la personne de Guy Mollet, la France offre au monde le spectacle assez rare — depuis l'extermination des tribus de l'Amérique précolombienne — d'un génocide.

L'homme qui prétend être le successeur de Jean Jaurès [1], a déshonoré à jamais le socialisme français et donné une nouvelle orientation à la France.

Un lieutenant qui trouvait ses jeunes soldats arrêtés autour d'un supplice, leur demande : « Que faites-vous là, les gars ? » Et eux de répondre : « On s'instruit, mon lieutenant ! »

On devra ainsi à Guy Mollet cette « École nationale du sadisme » où depuis qu'il est au pouvoir avec son confrère Lacoste, il envoie la jeunesse française faire son apprentissage sur la chair du peuple algérien, sur la douleur d'enfants qui pleurent leurs mamans qu'on assassine.

Mais comme pour légaliser cette extermination d'un peuple, en la revêtant du sceau de la « nation », afin de conférer aux agissements criminels, de la mafia qui gouverne, toute la valeur symbolique d'un « acte national » on a fait entrer en scène le Président Coty lui-même.

On eût souhaité que le premier magistrat de France — homme vénérable à cause de son âge et de la haute dignité de sa charge — fût resté le dépositaire des traditions de son pays, de ses vertus morales, de ses valeurs culturelles. Il vient de jeter tout ce dépôt dans l'arène où expirent ceux qu'on torture, où les mamans râlent, où des bébés pleurent.

Le Saint de saints est sorti de sa retraite de l'Élysée pour jeter dans le sang des martyrs les valeurs sacrées de

GUERRE DE LIBÉRATION

Contribution

la nation. En sa personne, la France a communiqué avec le sang et la chair du peuple algérien : « Mange, ceci est mon corps ; bois ceci est mon sang. » [1]

Le peuple algérien est crucifié par ceux qui portent la croix sur leur cœur.

Monsieur Coty a voulu son lambeau de chair algérienne : il s'est emparé des cadavres de ces 300 malheureux qu'on a égorgés dans ce petit village algérien de Mélouza [2] pour en faire son affaire personnelle, sa part de carnage. Et dans la tragédie, cette nabjuration des valeurs françaises et chrétiennes, n'est pas la chose la moins tragique.

Cependant, les Oradour-sur-Glane, les Vêpres Siciliennes, les saint Barthélemy [3] — ces hauts lieux historiques des carnages — ne se comptent plus en Algérie. Chaque matin, la presse annonce de nouveaux massacres. Le télégramme qu'on vient d'adresser à SS le Pape, aux dirigeants de l'URSS, des USA et de l'Inde, ne signale en somme qu'un fait divers relevé à Tébessa. Ce n'est qu'un fait divers qui se perd dans la masse des faits de même nature qu'on peut relever quotidiennement sur toute l'étendue du territoire algérien.

Donc 300 cadavres ce n'est qu'un petit détail : tel est l'atroce langage de la tragédie algérienne. Pourquoi alors Monsieur Coty en a-t-il saisi

la conscience universelle avec ce trémolo que certains tragédiens savent mettre dans la voix quand il faut la rendre pathétique ?

Sous Néron, l'incendie de Rome marquait la fin d'une civilisation. Le discours que la Radio française a inopinément diffusé l'autre soir et dans lequel le président Coty, d'une voix pathétique, a saisi la conscience universelle du massacre de Melouza, marque la fin d'une politique.

Talleyrand [4] n'a plus d'héritiers en France. Car enfin, aurait dit l'Evêque d'Antun, quand on ameute l'opinion mondiale, il faut envisager toutes les conséquences politiques de son acte. Le Président Coty ou plutôt ses conseillers, croyaient mettre à profit certaines divergences, pour diviser l'opinion algérienne qu'on n'avait pas réussi à diviser avec le cadavre de cette personnalité religieuse unanimement estimée en Algérie dont la disparition, il y a quelques semaines, fut annoncée par une agence d'information américaine comme un enlèvement exécuté par des patriotes voulant se venger d'un « grand traître ».

Je suis persuadé d'ailleurs que la même agence n'a pas diffusé, dans les mêmes termes, l'information relative à la mort de M. Chekkal [1] aux côtés du président Coty il

y a une semaine. Cela se comprend...

Quoi qu'il en soit, il est bien dans la logique des petits successeurs du grand Talleyrand de vouloir en quelque sorte compenser leur échec avec le cadavre de cheikh Larbi Tébessi. On a voulu utiliser cette fois 300 cadavres dans le même but, en mettant dans l'opération toute l'intensité émotionnelle, tout le prestige moral, toute la valeur mystique en quelque sorte, que pouvait y mettre la voix d'un vénérable vieillard, s'adressant à la conscience de quelque chose... Et l'on a sorti ainsi le saint des saints de l'Élysée.

Il a parlé. Il en a appelé à « la conscience universelle ». C'est-à-dire à ce que la diplomatie a nommé ainsi depuis deux siècles chaque fois que par cette évocation, on pouvait masquer un crime.

Dans un « Mémoire sur la conquête de l'Égypte » qui est un document assez inattendu — parce qu'on ne s'attend pas à trouver le nom de son illustre auteur, Leibniz, dans les archives du colonialisme — ce grand génie mathématique — pressait son contemporain Colbert, d'entreprendre la conquête de l'Égypte, en lui recommandant toutefois « de cacher le profane et l'utile sous les apparences du sacré et de l'honnête ». Donc, quand le président Coty parle de morale, qu'y a-t-il à cacher en politique ?

Quoi qu'il en soit, quand on appelle le démon, on risque qu'il réponde « présent » comme à l'appel de Faust [2].

En tous cas cet appel est un test. L'organisme international requis maintenant et par le peuple algérien et par le chef de l'Etat français, n'a pas le droit de se dérober. Et s'il répond à cette double requête, le gouvernement français n'a pas le droit de le récuser.

Va-t-on enfin dans le monde civilisé, entendre l'appel du peuple algérien par la bouche du président Coty ? Va-t-on se décider à envoyer une commission d'enquête pour voir sur place ce qu'on appelle un génocide

L'histoire enregistre le test, mais l'enquête n'aura pas lieu du moins en l'état actuel des choses. L'ONU ne voudra la décider, ni monsieur Coty l'admettre. Au demeurant, dans les sphères responsables des pays civilisés, on est parfaitement renseigné sur la situation. Le bilan des suppliciés leur parvient chaque jour. N'en doutons pas : les responsables sont tenus par les agences d'information au courant de la comptabilité de Lacoste. Ils se dispenseraient de toute enquête ultérieure, s'il s'agissait dans leur esprit de rechercher réellement les éléments d'une solution.

Il est absurde de leur demander un dénouement de

GUERRE DE LIBÉRATION

Contribution

la tragédie car ils l'attendent eux-mêmes, du cours des événements, en souhaitant d'ailleurs que ça aille assez vite. La politique des grandes puissances est évidemment une résultante de leur histoire et de leur psychologie. On aurait tort de l'oublier quand on veut étudier les chances du dénouement de la tragédie par les voies diplomatiques ordinaires.

L'ONU a poussé sur un sol de pionniers. L'ère coloniale a commencé avec le pionnier : l'homme qui extermine une race pour occuper son pays. Alors il est difficile de poser sainement le problème du peuple algérien sur le plan diplomatique où les intérêts de la colonisation ont ataviquement la priorité.

La presse américaine nous le rappelle de temps en temps.

Et les buts de guerre de Guy Mollet, les buts pour lesquels le peuple algérien est crucifié, sont ceux de l'OTAN et de l'Eurafrique.

Alors il faut comprendre : à l'ONU c'est par l'autre bout que se pose le problème. Il ne s'agit pas de savoir si la maman algérienne a droit au respect humain, si le bébé algérien a droit à la sympathie ou à la pitié des hommes, mais d'assurer coûte que coûte à une minorité européenne le droit de vie et de mort sur un peuple.

Donc à Lake Success [1], on ne prépare pas une solution, on attend des événements. Et quand le bilan des derniers suppliciés, des derniers fusillés, des derniers pendus, des derniers égorgés, y parviendra, on dira : « Maintenant le problème est résolu. »

Et l'éditorialiste de New York Times pourra tirer sa conclusion comme il y a deux ans, quand il écrivait : « Quels que puissent être les défauts du régime français en Afrique du Nord, la France est le seul pays qui puisse actuellement garder l'Afrique du Nord au Monde Libre. »

Pleure donc bébé algérien ta maman assassinée : tu es crucifié pour le salut du monde libre ! Mais le sang de ta maman, mêlé à tes larmes, gicle à la face du monde civilisé qui se tait. La répression qui s'abat sur le peuple algérien est bestiale. Elle n'est pas aveugle : elle voit parfaitement ses objectifs.

Elle est bestiale mais en même temps sélective. C'est un « devoir national » décrété par Guy Mollet de frapper. Cinq cent mille hommes sous uniforme français frappent de tout ce qui peut servir dans un massacre : les pieds, les mains, les dents, les couteaux, les baïonnettes, les fusils, les mitrailleuses, les canons, les blindés, les hélicoptères, les avions frappent un peuple désarmé.

On frappe dans le « tas » : hommes, femmes et enfants

algériens y passent sans distinction. Mais dans le « tas » il y a des victimes désignées. C'est la forêt où l'incendie dévore tout sur son passage mais où un démon, de peur que la fureur destructrice ne s'arrête avant, étend un bras de feu plus loin pour atteindre un beau chêne.

Dans la fureur déchaînée des brutes, on perçoit une idée. Par-delà la fumée des incendies, les hurlements des suppliciés, les râles des victimes, on perçoit un but.

La répression a une logique implacable. Chaque massacre, chaque égorgement en masse, chaque incendie est la prémisse d'une logique qui progresse avec une froideur mathématique vers sa conclusion, vers un but.

La fureur de la brute fait oublier le calcul du monstre. On voit l'uniforme du soldat qui tue, l'appareil militaire qui écrase. On oublie le monstre qui, d'un bureau ministériel, téléguide le génocide.

L'opération fondamentale du massacre se fait, cependant, là dans le cerveau du monstre habillé comme un simple paisible bourgeois. C'est là, la centrale qui produit le rayon de la mort qui balaie l'Algérie en ce moment.

Il faut comprendre : le massacre a sa tactique et sa stratégie, son effet de masse et son effet de sélection.

L'homme en uniforme qui supplicie, qui tue, qui frappe dans le tas, qui taille dans la chair algérienne ne connaît pas tout à fait le sens de son chef-d'œuvre. Il ne fait pas de politique, d'économie, de stratégie : il fait du massacre.

C'est un rouage mis en mouvement, il fait partie d'un appareil dont on peut estimer quotidiennement les frais d'entretien et le rendement. Mais cette comptabilité ne porte en somme que sur des données qui sont quotidiennement du domaine public, les données du plan n°1 en quelque sorte.

Mais pour saisir le sens des massacres à venir, il faut regarder plus loin. Il faut lire les données d'un autre plan, les données du plan n°2, si l'on veut, qui est dans le cerveau du monstre qui calcule le massacre et téléguide le robot qui l'exécute.

Pour comprendre le massacre, il faut avoir une idée générale de l'architecture du génocide ; de ses perspectives économiques et culturelles, de ses vues sur la politique française et internationale.

Cette architecture n'est pas absolument neuve. Ses lignes générales se dégagent du passé. Un retour aux sources est nécessaire.

Un siècle de colonisation a mis déjà en place une certaine charpente. Le colonialisme français n'a cessé d'édifier son œuvre sur cette infrastructure, en faisant

GUERRE DE LIBÉRATION

Contribution

ça et là les retouches nécessaires quand les circonstances l'exigeaient pour maintenir l'édifice dans la pureté du style originel.

Il y a un siècle, le colonialisme français avait d'abord tracé sur la carte d'Algérie un parallèle au nord duquel devaient s'installer principalement les colonisations sur les terres les plus riches du pays et au nord duquel, par conséquent, il devait y avoir le moins d'Algériens possible. C'était la première ligne de l'architecture coloniale. Son tracé définissait ce qu'on appelait à l'époque la politique du « refoulement ».

La population indigène devait être parquée dans le sud du pays et son accès dans le nord ne devait avoir lieu que selon les besoins de la colonisation.

On peut trouver dans des études qui ont été consacrées à l'évolution du problème agraire en Algérie au cours du siècle toutes les données qui lui donnent ses significations économiques et sociales.

Il importe ici d'en dégager seulement la signification qui éclaire la situation actuelle. Elle peut indiquer, en effet, sur la carte la ligne d'intensité moyenne du génocide. Par un retour aux origines, elle peut expliquer pourquoi aujourd'hui les massacres doivent être plus terribles encore au nord de cette ligne. Il faut comprendre que le colonialisme n'entendait pas faire les choses platoniquement : définir une politique du refoulement, tracer sur la carte sa frontière nord et se croiser les bras.

Le peuple algérien ne pouvait pas, non plus, se croiser les bras devant cette ligne derrière laquelle on voulait le parquer.

Et, en gros, la politique coloniale depuis un siècle a consisté à empêcher par tous les moyens, le peuple algérien de la franchir.

Traduisez ces quelques mots en système politique et vous aurez l'image juste d'un siècle de colonisation et une idée de la situation actuelle.

Rome, pour frontière, avait le limes : cette levée de terre qui entourait les territoires de son empire.

La Chine s'était entourée d'une muraille.

Le colonialisme français a édifié un système politique pour que le peuple algérien ne puisse pas remettre les pieds dans ses terres riches.

Il fallait donc lui enlever toutes les possibilités de rachat ou de reconquête. Le système consistait, à cette fin, à empêcher son développement moral, intellectuel et économique.

Par conséquent, des dispositions appropriées étaient prises dans ces trois domaines. Et dans chacun, on a

appliqué — d'une certaine manière — ce qu'on a nommé « le coefficient colonisateur » (1). Pour avoir une idée, la plus simple, de ce coefficient — et de la manière dont on l'a appliqué au développement d'un peuple durant un siècle, pensez à une simple communication téléphonique. Quand un Algérien demande une communication on lui passe, bien entendu, la ligne. Mais au standard, la jeune Européenne l'a branché de manière qu'il entende très mal son correspondant ou pas du tout. C'est très simple : on introduit, vous dira-t-on, plus ou moins une fiche. Bien sûr, ce n'est pas Guy Mollet qui souffle à l'oreille de la téléphoniste d'opérer de cette manière : c'est la tradition, le système.

C'est une image simplifiée du « coefficient colonisateur ». Il s'applique, et s'est appliqué, à toutes les activités du peuple algérien depuis un siècle.

Dans le domaine moral, il a engendré une organisation du culte qui a fait passer toute la vie religieuse du musulman sous le contrôle de l'administration coloniale. Et l'on a vu cette chose scandaleuse : le culte musulman dirigé par un catholique. Si bien que le recrutement de l'imam et du mufti ne se faisait plus selon les besoins de la population et à sa satisfaction, mais à des fins policières.

Toute l'organisation religieuse — avec le budget important que les pieuses donations lui avaient constitué au cours des siècles avant la colonisation — est devenue ainsi une entreprise de démoralisation.

Dans le domaine intellectuel, il a engendré un système d'enseignement rudimentaire — l'enseignement indigène — dont on a voulu faire un instrument pédagogique pour la promotion de la « chose » ; on veut dire pour la chosification de l'Algérien considérée comme un simple objet de l'équipement agricole du colon : une partie utile de sa charrue ou un élément nécessaire de son troupeau.

Et de fait l'enseignement est devenu ainsi une entreprise de dégradation des intelligences et d'abêtissement de l'être humain.

Dans le domaine économique, le coefficient colonisateur a dépouillé l'Algérien de tous les moyens de relever son niveau de vie, en plaçant tous ses moyens, d'une part, sous le contrôle officiel d'une administration qui veille sur le limes et, de l'autre, sous le contrôle bienveillant de n'importe qui, « citoyen » ou « citoyenne », comme la demoiselle du téléphone qui sabote instantanément, spontanément, machinalement sa communication téléphonique.

GUERRE DE LIBÉRATION

Contribution

Tout le système économique devient ainsi une entreprise d'appauvrissement du peuple algérien. Donc le limes partageant le pays en deux zones de valeurs économiques absolument incomparables, celle des terres riches étant réservée aux colons et, pour protéger le limes qui les sépare, une entreprise de démoralisation, une entreprise d'abêtissement, une entreprise d'appauvrissement.

Telles sont en gros les lignes architecturales de l'œuvre de colonisation en Algérie au cours d'un siècle.

Et si l'on veut comprendre aujourd'hui la marche du massacre, il ne faut pas perdre de vue ces structures fondamentales. Ce sont ces données d'origine qui expliquent la logique de l'œuvre d'extermination. Elles l'expliquent dans son effet de masse et de sélection à la fois.

Par rapport au premier, la fureur du massacre s'explique par le fait qu'il résulte du taux de natalité en Algérie une pression, une poussée qu'on estime « dangereuses » pour le limes. Il faut donc en toute logique — la logique de Satan — il faut rectifier la courbe démographique.

Avez-vous compris, Pontifes de la sagesse internationale qui « recommandez » sagement au gouvernement français de trouver une solution démocratique au problème, avez-vous compris maintenant pourquoi il y a déjà un demi-million de suppliciés qui dorment leur dernier sommeil sous la terre algérienne et autre demi-million qui la fuit pour se réfugier en Tunisie et au Maroc ? C'est le massacre qui veut corriger la courbe démographique afin de diminuer la pression sur le limes qui entoure les terres riches du nord, réservées au colon. On voit ici son effet de masse qui s'explique par le fait que tout doit être ramené aux conditions initiales de refoulement du peuple algérien, il y a un siècle. Il faut faire du vide au nord du limes. C'est ce qui explique pourquoi femmes, enfants et vieillards algériens doivent crever en masse.

Au lendemain des événements du 20 août 1955, qui inaugurent le cycle d'extermination, le correspondant d'un journal parisien, faisant son enquête sur les lieux, découvrait (non loin de Philippeville) deux petits villages algériens (mechtas) où toute la population avait été exterminée. Il ne restait plus que des chiens hurlant à la mort...

C'est logique, d'une logique criminelle mais rigoureuse : Philippeville, c'est le nord du limes, c'est la richesse. Depuis ces événements, le massacre a avancé avec la même logique pendant deux ans.

Malan (2) en Afrique du Sud veut sauver, dit-il, la « pureté de la race blanche ». Guy Mollet et Lacoste veulent

sauver en Afrique du Nord l'architecture coloniale, la « pureté » de son style. C'est le même génie.

Le massacre a aussi son effet de sélection. Dans la forêt incendiée, on veut que le feu dévore certains arbres désignés à l'avance.

Au mois de mai 1945, une fureur de massacre s'était abattue sur l'Algérie où elle avait fait plus de quarante mille victimes. Mais on pouvait noter, dans certains des centres touchés comme à Guelma par exemple, la disparition quasi totale de l'élément qui savait lire et écrire, c'est-à-dire l'élite dans un pays où l'analphabétisme était la condition générale. La fureur du massacre fait donc un choix de victimes. Cela répond à des objectifs déterminés.

Ce n'est pas le fait du hasard si le vénérable cheikh Larbil a disparu sans laisser de traces. On a expliqué sa disparition par son refus d'entrer dans les vues du gouvernement français comme « interlocuteur valable ».

Cette raison n'explique les choses qu'en partie ou, si l'on veut, n'explique que leur aspect passionnel. La disparition du cheikh Larbi s'explique d'une manière plus systématique : elle tient à l'architecture de l'œuvre coloniale, à ses structures fondamentales comme on vient de les expliquer.

Il faut comprendre les « principes », d'une part, et les nécessités de leur adaptation, de l'autre. Le gouvernement français a certainement compris la nécessité d'adapter les « principes » traditionnels de sa politique à la situation nouvelle créée par la révolution du peuple algérien.

Mais « adapter » un principe n'est pas modifier sa nature : il faut simplement lui donner un nouvel aspect plus conforme aux conditions nouvelles.

Reprenons maintenant en considération l'un des trois « principes » traditionnels de la politique française en Algérie, par exemple, le principe qui concerne l'organisation de la vie religieuse. Il est évident que tout dénouement de la situation politique actuelle quel qu'il soit, exigera le retour de cette organisation sous le contrôle du peuple algérien. En quelque sorte, c'est un de ses buts de guerre, un des objectifs de sa révolution. Or la présence du cheikh Larbi à la tête de la dite organisation et l'influence qu'il pouvait exercer sur son orientation eussent été absolument incompatibles avec le principe traditionnel de la politique française dans ce domaine. Donc la condamnation du vénérable cheikh était dans ce « principe » même, elle répondait à une injonction absolue de ses structures coloniales. Toute autre raison de sa disparition est secondaire. Si

GUERRE DE LIBÉRATION

Contribution

bien que nous avons cru, nous-mêmes de notre devoir de l'avertir du danger, il y a cinq ou six mois. C'est dire que la chose était prévisible quand on applique au massacre sa logique.

Sur le plan moral, intellectuel et politique il faut donc lui donner le sens d'une épuration destinée à préparer le terrain à une solution apparente, mais compatible sous cette apparence avec les principes traditionnels du colonialisme adaptés à une situation politique nouvelle.

Voilà la logique de l'épuration. Donc en même temps que son effet de masse, le massacre a un effet sélectif pour défricher le chemin vers la solution apparente.

Certaines disparitions, certains assassinats, depuis un an, ne peuvent s'expliquer autrement : il faut ôter tous les écueils qui peuvent s'opposer à cette solution. Et si l'on donne à celle-ci toute sa signification sur le plan national et international, si on tient compte de son contenu colonial, atlantique, eurafricain, on pourra presque prévoir d'avance la marche des futures opérations de massacre et d'épuration.

On aura compris que cette épuration procède logiquement d'une prémisse à une conclusion et qu'elle a son horaire ; il faut lui donner le temps d'atteindre son ultime objectif. Et l'on aura compris enfin pourquoi l'automne dernier, à la tentative de médiation de SA Moulay Hassan, au cours d'un voyage à Paris, on lui ait déclaré à Matignon et au Quai d'Orsay, que la situation n'était pas encore mûre pour une solution. En langage clair, cela voulait dire que le massacre et l'épuration n'avaient pas encore atteint leur objectif ultime et n'avaient pas encore créé en Algérie les conditions d'adaptation du colonialisme et de la sécurité de son limes.

Alors ! Carrez-vous dans vos confortables fauteuils, Pontifes de la sagesse internationale ! pour suivre la suite du spectacle que vous avez sous les yeux !

SOS... en Algérie, on massacre un peuple !

Et le successeur de Guy Mollet, M. Bourguès-Maunoury, retrousse les manches pour entrer en scène, cependant que les peuples civilisés, indifférents, dansent le rock n' roll.

Les derniers débats de l'ONU ont prouvé que

l'organisme international ne veut pas en prendre la charge. Et ses prochains débats s'annoncent aussi stériles si l'on en juge d'après les propos que vient de tenir M. Dulles au cours des récents entretiens nippo-américains à Washington. Le secrétaire du Département d'Etat a déclaré, en effet, en parlant de l'Algérie, que « les USA n'avaient pas l'intention d'intervenir ou de s'ingérer d'aucune manière dans le conflit qui oppose la France à ce pays ».

La lecture de la Bible semble avoir appris à M. Dulles au moins le sens de l'euphémisme : il nomme « conflit » l'extermination d'un peuple.

Devant cette tragédie morale et humaine, le monde civilisé ne doit pas se taire et la voix de Bandoeng ne doit pas demeurer muette.

Il faut une explosion d'horreur dans les consciences, une marche symbolique de l'indignation humaine : une marche d'enfants, de femmes, d'hommes de bonne volonté pour obliger les détenteurs du pouvoir en ce monde de faire leur devoir...

L'humanité doit, par décision historique, se désigner elle-même la gardienne des lois garantissant le respect de la personne humaine. Elle doit, par cette décision, mettre sa signature, en quelque sorte, au bas de la Charte des Nations pour lui donner son sens véritable.

Et si elle sauvait de cette manière le peuple algérien, elle aura, en fait, sauvé deux peuples : l'un du massacre et l'autre d'un crime que ses dirigeants veulent lui faire endosser devant l'Histoire. Elle les aura, en même temps, réconciliés.

Et si elle accomplissait un tel miracle, elle aura aussi découvert le chemin de son propre.

Le Caire, le 17 juin 1957

* Ces lignes ont été rédigées par l'auteur sous forme de brochure diffusée gratuitement en trois langues : l'arabe, le français et l'allemand pour servir l'effort de guerre algérien.

Malek Bennabi

Document remis par Hadj Abderrahmane Berrouane dit Saphar

[1] Les ultimatums américain et soviétique aux trois pays membres de l'agression tripartite -Grande Bretagne, France et Israël — contre l'Egypte — qui venait de nationaliser le canal de Suez à la fin d'octobre 1956 obligent ces derniers à mettre fin à leur agression.

[2] Synonyme d'hypocrites.

[3] Guy Mollet (1905-1970) Homme politique français, secrétaire général de la SFIO (ancêtre du parti socialiste), président du conseil (février 1956—mars 1957), connu pour avoir aggravé la répression en Algérie en autorisant la torture et en envoyant le contingent.

[4] Maurice Bourguès-Maunoury (1914-1993) Homme politique français, radical-socialiste, président du Conseil (juin 1957 — septembre 1957)

*L'apport de la famille
de la santé à la Révolution*

LES BLOUSES BLANCHES AU COEUR DU COMBAT

Par Djamel Belbey

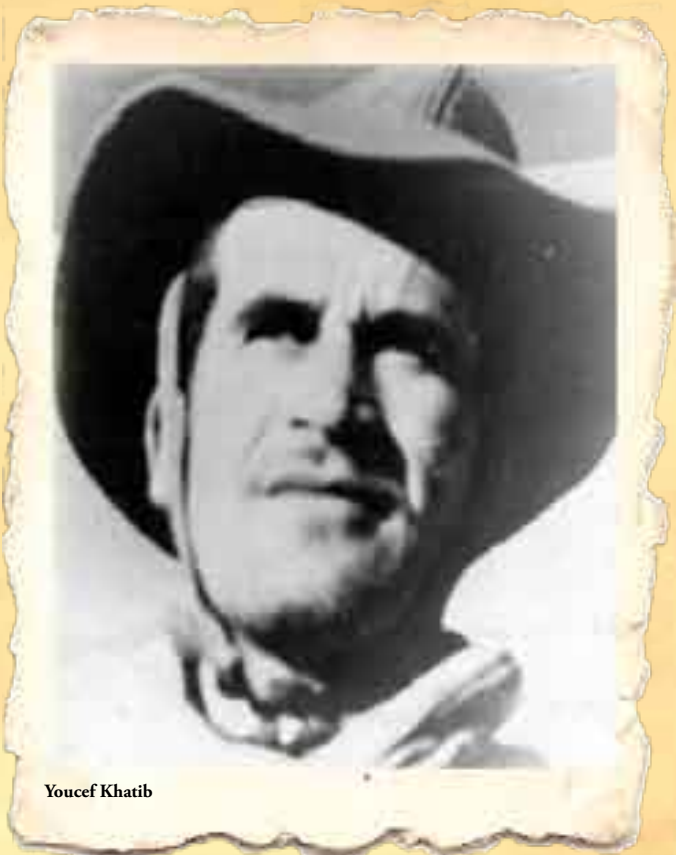


GUERRE DE LIBÉRATION

Récit

A l'instar d'autres segments de la société, la corporation médicale a été d'un apport indéniable dans la Révolution algérienne. Plusieurs praticiens et étudiants en médecine ont ainsi écrit de belles pages de la guerre d'Algérie en s'engageant aux côtés du FLN-ALN et en abandonnant des carrières lucratives, pour apporter assistance aux blessés membres de l'ALN-FLN, ou aux populations algériennes dans les campagnes.

L'apport des blouses blanches à la Révolution était jusque-là inconnu du grand public, mais grâce aux travaux de recherches effectués par **Dahou Ould Kablia, Ministre de l'Intérieur et président de l'Association Nationale des Moudjahidine de l'armement et des liaisons générales (AN-MALG)**, un pan de voile se lève sur le combat des médecins et des infirmiers dans les maquis durant la guerre de Libération nationale. Il est possible aujourd'hui d'établir la liste des médecins, adjoints techniciens de la santé et étudiants en médecine (1954-1962), membres de l'ALN, sympathisants de la



Youcef Khatib



Lamine Khene

cause nationale, ou les médecins étrangers français ou syriens qui ont fait partie du réseau de soutien à la Révolution, aussi bien à l'intérieur du territoire national, au sein des Wilayas historiques, qu'au sein des bases d'appui de l'Est ou de l'Ouest, en Tunisie et au Maroc. L'activité de santé de l'organisation FLN, qui s'improvisa au départ, commença à gagner en efficacité grâce, d'une part, au schéma organisationnel adopté par le Congrès de la Soummam en août 1956 et, d'autre part, à l'apport déterminant de médecins et d'étudiants en médecine qui rejoignirent le maquis à la suite de la grève de mai 1956.

Selon les données fournies, dans la seule Wilaya V, la famille médicale a enregistré pas moins de 9 chouchada membres de l'ALN, entre docteurs, pharmaciens ou étudiants en médecine. Il s'agit notamment du Dr Moulay Driss Chérif, tombé au champ d'honneur en zone 1 en 1957, Abdelkader Damerdjani « Tedjini », chahid en zone 7 en 1957, Issad Hassani « Khaled » (arrêté et assassiné) en zone 6 en mars 1958, Youcef Damerdjani « Hakim », chahid en zone 6 en août 1958, Chérif Ahmed Chérif, chahid en zone 4 à Relizane en 1958, le docteur pharmacien Lakhdar Ben Seghir

GUERRE DE LIBÉRATION

Récit



Saliha Ould Kablia

arrêté en zone 5 et exécuté, Brahim Abbès (étudiant en médecine), chahid en 1957 zone 4, et Bachir Guedi, chahid en zone 7. À retenir aussi les noms des médecins assassinés ou condamnés pour activités patriotiques au service de l'ALN, notamment le docteur Benaouda Benzerdjeb, exécuté à Tlemcen en janvier 1956, Jean Laribère (Oran) plastiqué par l'OAS en 1961 et Claude Stephanini (Saïda) arrêté et condamné à 20 ans de prison.

Quant aux médecins incorporés au sein de l'ALN, l'on cite les noms de Mourad Benchouk en zone 4 (Relizane), Mohamed Moulay en zone 6 (Saïda), Sylvain Bret alias «Lamine Ziroud» en zone 5 (Sidi Bel Abbès), il en est de même pour les étudiants en médecine, notamment Khaled Damerdjé dit «Yacine» dans la zone 2 et les étudiants de l'École des adjoints techniciens de la santé, Sabeur Benzaama en zone 5 (Sidi Bel Abbès) et Tayeb Meslem en zone 7 (Tiaret).

La Wilaya IV, quant à elle, comptait les docteurs Harmouche Arezki « Saïd » et Farès Mohamed, tous deux tombés au champ d'honneur, alors que, Ismail Dahlouk a été arrêté. Le docteur Djillali Rahmouni, qui, blessé, a été évacué en base arrière, ainsi que

les docteurs Mohamed Bensouna, Rachid Nouar et Youcef Khatib. On évoquera aussi en Wilaya III les noms de Mustapha Lalliam, Abdelhalim Benabid Medjaoui, Aït idir et Khaled Amrane, ces deux derniers étant tombés au champ d'honneur.

Dans la Wilaya II, la famille de la santé a fourni à la Révolution d'illustres médecins, notamment Mohamed Toumi et Lamine Khene, l'un des artisans de la grève de mai 1956 et responsable du service de la santé de la Wilaya historique II (Nord-Constantinois) entre 1956 et 1959, ainsi que Rachid Belhoucine tombé au champ d'honneur.

Concernant la Wilaya I, les noms de Mahmoud Atsemana, Abdesslam Benbadis, tombé au champ d'honneur et Hamou Bouchouareb, sont également cités.

Sur un autre plan, l'Histoire retiendra particulièrement le nom des femmes qui ont brillé non seulement dans leur profession de médecin mais également dans le maquis. Il s'agit de Néfissa Hammoud (épouse Mustapha Lalliam), militante PPA-MTLD et secrétaire générale de l'Association des femmes musulmanes algériennes (AFMA), qui



Nekache Mohamed Seghir

GUERRE DE LIBÉRATION

Récit

rejoindra le maquis en Wilaya III où elle sera arrêtée et condamnée. Il y avait aussi la chahida Zoubida Ould Kablia (étudiante en médecine), sœur de Dahou Ould Kablia, tombée au champ d'honneur le 19 septembre 1955 en zone 6 de la Wilaya V.

D'autres médecins, qui étaient déjà installés, à titre privé dans leurs cabinets, se sont mis au service de la cause algérienne. Il

Pierre et madame Chaulet



Pierre et madame Chaulet



s'agit des docteurs Roche Stoppa et Chaulet à Alger. À retenir aussi que nombre de médecins français ont partagé la cause du peuple algérien, comme c'est le cas de Sylvain Bret, futur ambassadeur d'Algérie à Cuba, de Frantz Fanon, psychiatre et militant anticolonialiste, Michel Géronimi (neurologue), Belkhodja, Michel Martini et Annette Roger (psychiatre), Pierre Chaulet, arrêté, condamné et expulsé d'Algérie connu pour avoir hébergé Abane Ramdane lors de la bataille d'Alger. Il ne faut pas

omettre la contribution d'autres médecins étrangers, notamment syriens, tels les Nouredine Atassi, Ibrahim Makhos et Zaïm.

Nombre de médecins se sont mis à la disposition de l'ALN-FLN, en dehors du territoire national, aux frontières marocaine et tunisienne. En Tunisie, l'on cite Mohamed-Seghir Nekkache, Tedjini Haddam, Mohamed Toumi, Bachir Mentouri, Oucharef (dentiste), Lakhdar Brahimi, Mohamed Redjimi, Bachir Ould Rouis, Saïd Chibane, Abdelkader Hassani, Mohamed Ferradi,

Belabbès Boudraa, Mourad Taleb.

Au niveau de la base d'appui de l'Ouest, à la frontière marocaine, l'on a recensé 27 membres de la corporation médicale à Oujda, Meknès, Rabat et Casablanca, notamment Abdesslam Haddam, Naït, Barkat Lazreg, Omar Boudjellab, Abdelkader Boukhroufa, Stambouli Boudghène, Guenniche Driss affecté au MALG Rabat, ainsi qu'une psychiatre, Mme Miccuci à Oujda, et des pharmaciens dont Ahmed Belkherroubi, Abdelkader Lāidi et Saad Rahal qui a été assassiné à la suite du plasticage de son officine à Meknès.

Cette synthèse a l'avantage de souligner concrètement l'apport de cette famille du service public à la lutte de Libération nationale quand on sait que le nombre total de médecins algériens exerçant dans ce domaine n'excédait pas trois cents en 1956, soit un taux de participation de plus de 70%.

Djamel Belbey

GUERRE DE LIBÉRATION

Récit

LISTE DES MÉDECINS, ADJOINTS TECHNIQUES DE LA SANTÉ ET ETUDIANTS EN MÉDECINE AU SERVICE DE L'ALN (1954 - 1962)

Par Dahou Ould Kablia,

Ministre de l'Intérieur et président de l'Association Nationale
des Moudjahidine de l'armement et des liaisons générales (AN-MALG)

A) À L'INTÉRIEUR :

Wilaya 5 :

a) Chouhadas membres ALN

Dr. Moulay Driss Chérif	chahid en zone 1 W5 en 1957
Dr. Damerdjil Abdelkader "Tedjini"	chahid en zone 7 W5 en 1957
Dr. Hassani Issad "Khaled" (arrêté et assassiné)	chahid en zone 6 W5 mars 1958
Dr. Damerdjil Youcef "Hakim"	chahid Août 1958 à Saïda Z6 W5
Dr. Chérif Ahmed Chérif	chahid zone 4 W5 Relizane 1958
Dr. Pharmacien Ben Seghir Lakhdar	arrêté en zone 5 W5 et exécuté
Ould Kablia Zoubida (étudiante en médecine)	chahida 19/09/1958 en zone 6 W5
Brahim Abbès (étudiant en médecine)	chahid 1957 zone 4 W5
Dr. Bachir Guedi	chahid zone 7 W5

b) Médecins assassinés ou condamnés pour activités patriotiques au service du FLN

Dr. Benzerdjeb Benaouda	exécuté à Tlemcen Janvier 1956
Dr. Jean Laribère (Oran)	exécuté par OAS en 1961
Dr. Claude Stephanini (Saïda)	arrêté et condamné à 20 ans de prison

c) Médecins au sein de l'ALN

Dr. Benchouk Mourad	zone 4 W5 (Relizane)
Dr. Moulay Mohamed	zone 6 W5 5 (Saïda)
Etud. Médecine Damerdjil Khaled "Yacine"	zone 2 W5
Dr. Sylvain Bret "Ziroud Lamine"	zone 5 W5 (Bel Abbès)
Etud. Ecole Adjs. Technique Santé	zone 5 W5 (Bel Abbès)
Sabeur Benzgama	
Adjoint Technique Santé	zone 7 W5 (Tiaret)
Meslem Tayeb	

Wilaya 4 :

Dr. Harmouche Arezki "Saïd"	chahid W4
Dr. Farès Mohamed	chahid W4
Dr. Ismail Dablouk	Arrêté W4
Dr. Rahmouni Djillali,	blessé évacué en Base Arrière W4
Dr. Bensouna Mohamed	W4
Dr. Nouar Rachid	W4
Dr. Khatib Youcef	W4

Wilaya 3 :

Dr. Nafissa Hamoud	
Dr. Lalliem Mustapha	
Dr. Medjaoui Abdelhalim	
Dr. Ait Mir	tombé au Champ d'honneur
Dr. Benabid	
Dr. Amrane Khaled	tombé au Champ d'honneur

GUERRE DE LIBÉRATION

Récit

Wilaya 2 :

Dr. Toumi Mohamed
Dr. Lamine Khène
Dr. Belhoucine Rachid T.C.H

Wilaya 1 :

Dr. Atsemana Mahmoud
Dr. Benbadis Abdesslam T.C.H
Dr. Bouchouareb Hamou

À titre privé dans leurs cabinets :

Dr. Roche à Alger
Dr. Chaulet à Alger
Dr. Stoppa à Alger

B) MÉDECINS AU SERVICE DE L'ALN / FLN, HORS TERRITOIRE

Tunisie :

Dr. Nekkeache Mohamed Segbir
Dr. Haddam Tedjini
Dr. Boudraa Abbès
Dr. Taleb Mourad
Dr. Djoghri Mokhtar
Dr. Azzi Arezki
Dr. Toumi Mohamed
Dr. Mentouri Bachir
Dr. Laliem Mustapha
Dr. Métidji
Dr. Oucharef (dentiste)
Dr. Benkbellil Abdelkrim
Dr. Okbi Ali
Dr. Ferradi Mohamed
Dr. Boudierba Ahmed (étudiant médecine)
Dr. Illoul Gana
Dr. Hamladji Akli
Dr. Brahimi Lakhdar
Dr. Djellel Bachir
Dr. Redjimi Mohamed
Dr. Ould Rouis Bachir
Dr. Maïza
Dr. Chibane Saïd
Dr. Hassani Abdelkader
Dr. Bensalern
Dr. Abdelouahab Hassan
Dr. Bouguermouh
Dr. Lamri
Dr. Benosmane (Front Sud)
Dr. Chentir (Front Sud)

Médecins d'origine française :

Dr. Frantz Fanon (Psychiatre)
Dr. Geronimi Michel (Neurologue)
Dr. Belkhdja Jeanine
Dr. Martini Michel

Dr. Chaulet (Croissant Rouge)
Dr. Annette Roger (Psychiatre)

Autres Médecins étrangers :

Dr. Nourredine Atassi Syrien
Dr. Ibrahim Makbos Syrien
Dr. Zaïm Syrien

Maroc :

Dr. Haddam Abdesslam Oujda
Dr. Lazreg Hassan Oujda
Dr. Nebia Oujda
Dr. Naït Oujda
Dr. Allouache Mohamed Oujda
Dr. Barkat Oujda
Dr. Boudjellab Omar Oujda
Dr. Amir Mohamed Oujda
Dr. Ouahrani Mohamed Oujda
Dr. Haddam Ghaouti Oujda
Dr. Khati Mohamed Oujda
Dr. Boukbroufa Abdelkader Oujda
Dr. Pharmacien Belkherroubi Ahmed Oujda
Dr. Psychiatre Mme Micucci Oujda
Dr. Pharmacien Abrous Oujda
Dr. Bensmaïne Boumediène Casablanca
Dr. Hamidou Hady Meknès
Dr. Ben Embarek Casablanca
Dr. Makaci Rabat
Dr. Pharmacien Laïdi Abdelkader Oujda
Dr. Driss Guenniche affecté au MALG Rabat
Dr. Klouche Mourad Oujda
Dr. Boudghène Stambouli Oujda
Dr. Saïd Belkheir Oujda
Dr. Mohamed Tebbal Rabat
Dr. Ziza Oujda
Dr. Pharmacien Rabal Saad Meknès assassiné

suite au plasticage deson officine



Dahou Ould Kablia

GUERRE DE LIBÉRATION

Récit



Benboulaïd et ses compagnons s'échappent de la prison de Coudiat

LA GRANDE ÉVASION



Mohamed Laïfa



Mostefa Benboulaïd

Le 10 novembre 1955, Mustapha Benboulaïd, l'un des six responsables du déclenchement de la révolution du 1er novembre 1954, s'était évadé de la prison de Coudiat de Constantine où il était incarcéré après avoir été condamné à mort par les autorités coloniales. Plusieurs compagnons de cellule avaient alors pris part à l'évasion spectaculaire du responsable de la zone Aurès/Nememchas. En tout, ils étaient une douzaine. Parmi eux, on peut citer notamment Tahar Zbiri, Brahim Talbi et Mohamed Laïfa. Ce sont d'ailleurs ces trois qui ont assisté Benboulaïd dans l'élaboration du plan de l'évasion.



Par Imad Kenzi

GUERRE DE LIBÉRATION

Récit

Dans un témoignage recueilli par l'historien Mahfoud Kaddache (et publié en 1977 dans un recueil de « faits vécus » par les combattants de l'ALN, sous le titre générique *Récits de feu*(*)), l'un des acteurs les plus importants de cette évasion, Mohamed Laïfa, a relaté avec précision les détails de cet exploit. Tout a commencé avec l'incarcération de Mohamed Laïfa au Koudiat en août 1955. Il venait d'être condamné à mort avec deux autres militants (à savoir Hamadi Krouma et Salah Boulkroui), dans « l'affaire Chenouf », par le tribunal militaire de Constantine. Avant son arrestation le 18 décembre 1954 à Skikda, Mohamed Laïfa faisait partie d'une cellule du FLN. Très active, cette cellule était derrière plusieurs actions au niveau de Skikda avant sa découverte et l'arrestation de l'ensemble de ses membres à la suite de l'attentat contre Chenouf, inspecteur de la Police et renseignements généraux (PRG) de cette ville.

Dans le quartier des condamnés à mort du Koudiat, Laïfa avait retrouvé une trentaine d'autres militants. Il avait cité notamment : Benboulaïd, Zbiri, Mecheri, Talbi, Aouam, Bouchemal et Chougui. Il avait découvert des hommes courageux et qui n'avaient nullement abdicé face à la menace d'être exécutés à n'importe quel moment. A ce propos, il souligne dans son témoignage: « *L'exemple du cas de Mustapha Benboulaïd s'avère à nos yeux très particulier, car il était inculpé alors de plusieurs affaires. Mais en dépit de cela, il était animé d'une foi inébranlable, possédant toujours cette faculté d'animer et d'encourager ; il nous inculqua la continuité de la lutte comme s'il s'adressait non point à des condamnés à mort, mais à des militants engagés dans le combat révolutionnaire. Au premier abord, il nous suggéra comme seul moyen de poursuivre la lutte, l'évasion. Quant à l'ensemble des condamnés, du point de vue ardeur, ils se comportaient courageusement à l'exemple de Chougui Saïd qui, malgré une jambe fracturée lors d'un accrochage survenu aux environs de Zighoud Youcef, affichait le meilleur moral.* » Malgré l'esprit combatif, le bon moral et le courage affichés par l'ensemble des condamnés à mort, Laïfa et ses compagnons commençaient à se sentir envahis par « cette nervosité impossible à déraciner » : « *Etre plantés là, témoigne Laïfa, sans rien faire ou tout simplement à attendre la mort alors que l'Algérie entière s'était soulevée, alarmait les consciences patriotiques. A l'idée de se sentir isolés des frères révolutionnaires combattant pour les aspirations légitimes du peuple algérien, s'emparait de nous cette folie, cet espoir de revoir nos frères, notre Patrie,*

l'Algérie triomphante. » Cette aspiration à poursuivre la lutte contre le colonialisme avait néanmoins forgé chez les compagnons de Benboulaïd une volonté de faire quelque chose pour sortir du trou. Ce fut ainsi qu'ils avaient tenté une première fois d'organiser une évasion de tous les condamnés à mort.

Tentative manquée

L'idée de se soustraire à la garde imposée aux détenus du quartier des condamnés à mort avait germé dans l'esprit de Benboulaïd lorsqu'il avait fait connaissance d'un coiffeur de « droit commun » qui était sur le point de purger sa peine. Trois jours avant sa sortie, dans la cour de la prison, ce coiffeur avait rencontré le responsable des Aurès qui lui avait proposé alors de lancer « de l'extérieur un balai de prison dans lequel seraient camouflées une pince et une lime ». Selon toujours Mohamed Laïfa, le coiffeur avait effectivement fait ce qu'on lui avait demandé, « mais comme par ironie du sort, le balai tomba dans la cour voisine. Il fut découvert. L'échec nous rongea. »

Après cette « affaire du balai », Laïfa et ses compagnons furent transférés dans une autre cellule, une salle que les prisonniers appelaient « blindée ». Mais, dans cette salle, ils s'étaient débarrassés de leurs chaînes grâce au concours des avocats de Benboulaïd qui avaient protesté auprès des autorités pénitentiaires. Une aubaine. Sans chaînes, ils comptaient saisir cette opportunité pour entreprendre une nouvelle tentative : « *Nous nous sommes entretenus longtemps, raconte Laïfa, chacun donnait son avis, prétendait, supposait... Et ceci dura un bon nombre de jours. Un arbre était planté dans la cour. Nous voulûmes à tout prix y grimper, dans l'espoir de repérer un endroit facile pour s'éclipser au moment venu. Nous le fîmes en taquinant un chat, qui apeuré, se réfugia sur l'arbre. Nous fîmes semblant de le poursuivre tout en essayant d'observer. Mais à notre grande surprise, nous constatâmes que la prison était entourée d'un mur d'une bonne hauteur, limitant un autre mur du chemin de ronde moins haut que le précédent.* »

Désespérés après ce constat, ils avaient regagné la monotonie du milieu carcéral. Mis à part quelques discussions avec Mustapha Benboulaïd qui n'avait pas cessé d'expliquer l'objectif du combat libérateur du FLN/ALN, les prisonniers consacraient la majeure partie de leur temps à « de profondes méditations ». Et un jour, ils apprirent une bonne nouvelle. Le fameux coiffeur de droit commun fut de nouveau emprisonné. Il les informa alors sur l'existence d'un vieux débarras, à l'opposé du mur de la salle « blindée

GUERRE DE LIBÉRATION

Récit

L'arrestation de Mostefa Benboulaïd



», qui donnait dans la cour des détenus politiques. L'espoir était désormais permis. Le coiffeur leur avait raconté l'histoire d'un prisonnier qui avait emprunté ce débarras pour s'enfuir. Voilà le récit tel qu'il avait été rapporté par Laïfa : « *Il y a quelques années déjà, un détenu connu sous le pseudonyme de « Judex » s'était évadé par la fenêtre de ce débarras en plein jour, s'accrochant à une corde donnant sur le chemin de ronde et, finalement, avait pris la fuite par une conduite d'eau en réparation. « Il est bel et bien sorti », nous disait le coiffeur.* » La découverte de cette faille dans le système de garde était considérée par Benboulaïd et ses compagnons comme une chance inespérée. Chance de se mobiliser pour une autre tentative d'évasion.

Objectif, évasion

Sans perdre le temps, Mustapha Benboulaïd élaborait un plan d'évasion. Il chargea Mohamed Laïfa pour l'exécution des travaux nécessaires. Ce dernier avait alors tout fait pour trouver un moyen permettant d'entamer l'excavation : « *Une paumelle en équerre, raconte Laïfa, fut arrachée d'une fenêtre de notre salle, et son emplacement rebouchée avec de la mie de pain teintée de terre. Au moyen de cet instrument, on commença par creuser une dalle du sol, de forme triangulaire, sa base étant opposée au mur nous séparant du débarras. Des guetteurs furent placés à tour de rôle, repérant par-dessous la porte la ronde périodique des gardiens. Si Mustapha nous conseilla de créer une certaine animation afin de ne pas éveiller les soupçons des gardiens et de la sorte les rassurer sur notre moral.* »

Le processus fut alors lancé. Le travail commençait à porter ses fruits vers le mois d'octobre 1955. On creusait ainsi sans relâche. Tous les obstacles rencontrés avaient

été surmontés grâce à l'intelligence et à la perspicacité de Laïfa qui trouvait à chaque fois des astuces pour rendre le travail moins pénible : « *Nous utilisâmes le vinaigre qui, versé dans les fêlures de la dalle, facilitait l'usure. A chaque fin de travail, on recouvrait les fêlures de la dalle à l'aide d'une ficelle tressée et teintée de terre. En six jours d'efforts et de persévérance, la dalle fut prête à céder. Il avait fallu, à cet effet, casser un morceau du côté opposé de sa base pour en retirer la terre, le sable et le gravier, de sorte que la dalle soit suspendue dans le vide, soutenue seulement par le soubassement du mur. Tout ce qui fut retiré fut trié, la terre fut jetée dans les WC que nous bouchâmes par un tampon de chiffon : ouvrant le robinet, nous la délayâmes dans l'eau jusqu'à ce qu'elle se forme en boue et en retirant le tampon, le tout disparaissait. Les pierres reprenaient leur place dans le trou, les fêlures étaient recouvertes par le cordon teinté de terre. Il était impossible de distinguer quoi que ce soit. Tous les matins, inspectant notre salle, sondant murs et barreaux, le gardien marchait dessus sans s'en apercevoir.* »

Quelques jours plus tard, il fallait détacher la dalle. Toutes les mesures furent prises pour éviter un quelconque vacarme. Pour justement amortir le bruit, un paillason fut posé en dessous avant de faire appel aux deux détenus les plus corpulents pour monter au dessus. Sans problème la dalle céda sous la masse de Zbiri et Krouma. A ce stade, c'était pratiquement la moitié du travail qui venait d'être effectuée. « *Il fallait encore, précise Laïfa, dégager les blocs de fondation pour déboucher dans le débarras. Une très grande quantité de terre, de blocs et de pierres tirés chaque nuit était triée. Le même processus se répétait chaque fois. Il arrivait parfois que les pierres enveloppées dans une couverture empêchent la dalle de se refermer. Il fallait alors retirer les plus petites et tasser le reste. Les petites pierres, nous les cachions dans nos poches et le matin les semions dans la cour. Ayant profondément creusé, il nous fut difficile de continuer de travailler dans le noir. Réussissant à éclairer le trou à l'aide du couvercle d'une boîte de tabac rempli d'eau et d'huile dans laquelle était trempée une mèche, nous continuâmes à travailler.* »

Vers la délivrance

Ils avaient ainsi poursuivi le travail d'excavation jusqu'au 7 novembre 1955 lorsque Hamadi Krouma avait donné les derniers coups perçant ainsi le tunnel qui liait désormais la cellule à la salle qui faisait office de débarras. Mais la joie de Krouma fut courte. Car, lorsque Benboulaïd et Laïfa étaient allés voir la fenêtre d'où ils prévoyaient de sortir, ils l'avaient trouvée bétonnée. Que faire ? La réponse à cette question fut trouvée par Mohamed Laïfa après une longue réflexion. En effet, après avoir bien observé la configuration et

GUERRE DE LIBÉRATION

Récit

surtout le contenu du débarras, il avait pensé utiliser les balles d'alfa pour escalader le mur : « Tout en réfléchissant, l'idée me vint de fabriquer une échelle à l'aide de traverses de lit. Nous pourrions entasser les balles d'alfa les unes sur les autres pour escalader le mur, celui-ci s'élevant à trois mètres cinquante de hauteur. A la dernière balle serait attachée une corde d'une dizaine de mètres nous permettant d'atteindre le chemin de ronde. Une fois parvenus au mur d'enceinte, l'échelle nous servirait pour l'escalade. Immédiatement, huit à neuf de nos matelas furent vidés et déchirés en bandes sur toute la longueur, de 15 à 20 cm de large. L'alfa dépeuplé fut réparti dans d'autres matelas. Les bandes furent tressées à la main pour atteindre une quarantaine de mètres environ. Dix à onze mètres servaient à faire aboutir l'échelle sur le chemin de ronde, le reste des bandes tressées servait à attacher les joints des traverses de lit et à en faire des échelons. Tout au long de notre préparation, la chance a voulu que le débarras ne fût pas inspecté par les gardiens. » Ainsi, au soir du 9 novembre, tout était fin prêt. Benboulaïd avait réuni ses compagnons pour leur expliquer minutieusement comment procéder le lendemain, lors de l'évasion. Rien n'avait été laissé au hasard : « Il nous conseilla, se rappelle Laïfa, la traversée du cimetière afin de dépister les chiens policiers, de se remplir les poches de sucre qui nous servirait de ressource alimentaire. Un tirage au sort permit à chacun de nous de tirer son numéro d'ordre pour son tour de sortie à l'exception de Si Mustapha, Zbiri, Talbi et moi-même qui en fûmes exemptés, car il nous restait un travail délicat à exécuter, celui de réaliser avec succès le plan prévu. » Et avant de prendre la fuite, Mustapha Benboulaïd avait pris le soin de rédiger une lettre à l'attention des responsables de l'administration pénitentiaire. Il leur avait notamment précisé que son évasion n'avait pas bénéficié d'une complicité de l'intérieur ou de l'extérieur.

Liberté retrouvée

Le 10 novembre 1955 fut un jour de gloire. Vers 16h 30, Mustapha Benboulaïd quitta sa cellule en empruntant le tunnel menant vers le débarras. Il fut suivi par ses compagnons suivant l'ordre établi. Il fallait faire vite, le groupe ne disposait que d'une vingtaine de minutes. Ils devaient terminer leur opération avant 17 heures, moment de la ronde des gardiens. Ce moment tant attendu était vécu par Laïfa d'une façon particulière. Il raconte : « La porte du débarras fut ouverte, les balles d'alfa installées : je descendis le premier au moyen de la corde, atteignant le chemin de ronde. Oubliant les brûlures causées par le frottement

de la corde, je partis immédiatement à la recherche de l'endroit le moins haut du mur d'enceinte. Repérant l'endroit, je fis demi-tour pour accueillir l'échelle. A cet instant-là, Si Mustapha atteignit à son tour le chemin de ronde. Rapidement, nous nous dirigeâmes vers l'endroit choisi, suivis de Aouam, avec l'échelle et la corde. Comme je ne pouvais pas atteindre le mur dont la hauteur dépassait la longueur de l'échelle, Si Mustapha et Zbiri me soulevèrent avec celle-ci. M'accrochant au sommet, je décrochais une tuile qui vint ouvrir l'arcade sourcilière de Si Mustapha. Jetant un coup d'œil rapide à l'extérieur, je remarquai au loin la présence de quelques sentinelles faisant leurs allées et venues aux alentours du stade. Je rendis compte à mes camarades. Il faisait déjà noir. Je me laissai glisser au moyen de la corde, atteignant le trottoir. Je continuai à la tenir de façon à maintenir l'échelle pour permettre l'escalade au suivant. Si Mustapha apparut saignant et à bout de forces. En me rejoignant, il lâcha la corde. Comme prévu nous primes immédiatement le chemin du cimetière. Nous le traversâmes sans difficultés. »

L'un après l'autre, les détenus avaient ensuite suivi le même parcours. Mais au passage du douzième évadé, l'échelle de fortune tenue par une corde de l'autre côté avait fini par lâcher entraînant ainsi Saïd Chougui qui tomba entre les deux murs. Tous les autres qui attendaient leur tour sur le chemin de ronde, n'ayant pas d'autres choix, avaient fini par se rendre à la porte d'entrée du chemin de ronde. Le gardien sans plus tarder avait donné l'alerte. Il était 18 h 30. Benboulaïd et Laïfa étaient déjà loin. Après une longue marche, ils s'étaient reposés dans la région d'El Aïfour, entre Ain Smara et Ain El Bey, dans une ferme. Ensuite, ils avaient gagné le maquis de la zone I. Les autres avaient rejoint le Nord-Constantinois.

L'évasion d'El Koudiat reste l'un des exploits les plus marquants de l'histoire de la lutte de libération. Le secret qui avait entouré son organisation et la perspicacité de ses acteurs dans l'exécution du plan de fuite traduisent toute la volonté des combattants et des militants du FLN/ALN de mener le combat libérateur jusqu'au bout. Car l'objectif majeur des évadés d'El Koudiat, avant leur exploit, n'était nullement la fuite pour échapper à la machine infernale, hantise de tous les condamnés à mort, mais c'était la fuite pour rejoindre leurs frères dans les djebels...Et poursuivre la lutte.

Imad Kenzi

(*) Récits de Feu, présentation de Mahfoud Kaddache, SNED-El Moudjabid, Alger, 1977.

La Main rouge

Un écran
de fumée

Par Boualem Tovarigt



GUERRE DE LIBÉRATION

Récit

C'était à l'origine un groupe secret né au Maroc qui s'attaquait aux militants de la cause indépendantiste en utilisant des moyens violents : exécutions et attentats. Dans les années 1950, les journaux à sensation français et belges lui consacrèrent de longs reportages lui attribuant la responsabilité des attentats commis hors de France contre des militants du FLN et contre des vendeurs d'armes qui les fournissaient. Il est établi aujourd'hui que cette organisation, qui s'étalait à l'époque au grand jour, a été un véritable écran de fumée, s'attribuant avec fracas des actions meurtrières menées en fait d'une manière officielle par les services du contre-espionnage français et autorisées par les plus hautes autorités. Cette prétendue société secrète fut manipulée, soutenue financièrement et matériellement par le SDECE qui eut ainsi un véritable paravent derrière lequel il s'abrita et qui lui permit de dévier les soupçons.

Le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) était officiellement domicilié à la « Piscine » au boulevard Mortier à Paris. Il disposait d'un service de renseignements qui dépendait du bureau 7. Son chef au moment de la guerre de libération sera plus tard longuement cité dans l'affaire de l'enlèvement du leader marocain Mehdi Ben Barka. Le bureau 24 centralisait tous les renseignements et désignait les objectifs à atteindre, c'est-à-dire les exécutions sommaires et les attentats à l'explosif. L'objectif une fois désigné, le service action du bureau 29 prenait la suite. On arrêtait alors les modalités pratiques de l'exécution de la mission : moyens, agents, détails, risques et conséquences, budget. On établissait un gros dossier qui était ensuite transmis au cabinet du Premier ministre qui seul pouvait donner l'autorisation pour les opérations ayant lieu en dehors de la France.

Un certain « colonel Marcel Mercier » installa des bureaux bien visibles à Bruxelles, se proclamant haut et fort chef de la « Main Rouge », organisation se déclarant « patriotique » luttant par la violence contre les militants du FLN et leurs fournisseurs d'armes. Il s'attribua ouvertement dans les médias la paternité de cette lutte souterraine, ce qui arrangeait grandement les affaires du bureau 29 du SDECE. Celui-ci eut très fréquemment recours aux services de cette mystérieuse organisation qu'il finança. Il recruta même des truands en activité et d'anciens soldats à qui il inventa des passés crédibles pour les faire accepter dans les milieux des intermédiaires d'armes. C'est ainsi qu'il installa à Tanger le fameux « Pedro » qui joua l'indicateur, surveillant les militants du FLN et organisant des explosions de bateaux et de dépôts. Le truand Jo Attia

fut aussi chargé d'une mission de surveillance qui échoua lamentablement. Il se fit très vite arrêter au Rif espagnol et dénonça ses commanditaires.

L'autorisation du Premier ministre

Ce furent les services secrets français qui menèrent l'attentat au colis piégé contre Nouasria, qui firent sauter à deux reprises le véhicule d'Otto Schlüter qui avait refusé de travailler avec eux. Celui-ci survécut mais perdit sa mère dans l'une des explosions qui le visaient. Georg Puchert, qui avait longtemps fourni le FLN en armes, refusa lui aussi d'informer le SDECE sur ses activités. Il fut exécuté dans l'explosion de sa voiture. On leur attribua les attentats contre d'autres vendeurs d'armes, activant légalement et dument autorisés par les autorités de leurs pays : Marcel Léopold à Genève, l'avocat Krüger, Ernst Springer, Lorenjen à Hambourg. Toutes ces actions, ayant eu lieu en dehors du territoire français avaient été soumises à l'autorisation formelle du cabinet du Premier ministre français. Un mystérieux officier SDECE aurait déclaré bien des années plus tard : « Notre rayon ? La terreur. C'est la meilleure force de dissuasion. »

La mystérieuse Main Rouge à qui on attribua ces actions dans la presse servit de diversion. Le SDECE fit même recruter par ce paravent quelques truands bien visibles et des militants d'extrême droite qu'il laissa tomber dans les filets des polices allemandes, belges et suisses pour des faits mineurs notamment transports de tracts préparés à l'avance et attribués à l'organisation secrète, voies de faits sur la voie publique.

Les services français connurent cependant des difficultés en Suisse. René Dubois, le procureur de la Confédération, premier personnage du parquet helvétique, avait été accusé de fournir aux services français des renseignements sur les représentants du FLN. Il se suicida le 23 mars 1957. Le chef de la police de Genève dénonça alors bruyamment les multiples interventions des agents français sur le territoire suisse.

Les services français utilisèrent d'autres moyens sans se cacher derrière une organisation terroriste. Des capitaux furent prélevés sur le budget de l'Etat français pour monter des sociétés de ventes d'armes à Madrid et à Genève que l'on voulut tout à fait légales et qui bénéficièrent d'une existence officielle. On dit que celles-ci devinrent par la suite indépendantes et prospérèrent. Ils utilisèrent même de faux intermédiaires qui contactèrent des agents du FLN pour leur proposer des armes.

Boualem Tounarigt

Hommage à Abdelkader Yaïci dit Nouasri



**L'HOMME QUE LES SERVICES
FRANÇAIS ONT ESSAYÉ D'ASSASSINER
À MANTES REPRISES**

Par Zahir Mehdaoui

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait

Décédé le 20 Août dernier à l'âge de 90 ans, si Abdelkader Yaïci a survécu à trois attentats organisés par les services spéciaux français sur le sol allemand au cours de la Guerre de libération nationale. Il était chargé de prospecter, d'acheter et d'acheminer des armes vers l'Algérie pour le compte de l'ALN. La perte de ses deux mains des suites de l'explosion d'un colis piégé envoyé par les services spéciaux français (la Main rouge), le 1er janvier 1960, au cœur de Frankfurt, une ville de l'Allemagne fédérale, n'a en rien entamé sa détermination. L'homme, a fait trembler toute la France officielle durant son séjour en Allemagne de 1957 à 1960. Son témoignage post-mortem est capitale pour l'écriture de l'histoire de notre révolution.

Abdelkader Yaïci, est né le 19 octobre 1922 à Souk Oufella, Sidi Aich dans la wilaya de Bejaia. Issu d'une famille de commerçants, il a fait ses études primaires dans son village natal avant de rejoindre la ville de Sétif pour poursuivre ses études secondaire au lycée Albertini, actuellement rebaptisé lycée Kairaouani, pour des études secondaires. Ses premiers pas dans la politique et la lutte contre le colonialisme, il les a effectués dans la ville de Sétif au sein de l'UDMA sous l'égide de Ferhat Abbas.

Après le déclenchement de la Révolution en 1954 et le ralliement de l'UDMA au sein du FLN, Abdelkader Yaïci fera partie des premières cellules du Front de libération nationale sous la direction de Ali Oubouzar, commissaire politique de la ville de Sétif au sein de la Wilaya III historique. Totalement acquise à la cause nationaliste, la population sétifienne s'organisa et les « fdayines » procédèrent à la collecte de fonds, du ravitaillement et de l'habillement. C'est la ville de Sétif qui pourvoira durant des années aux besoins des Wilayas I, II et III en matière d'équipements et de ravitaillements.

Parmi les principaux fournisseurs de l'habillement pour les moudjahidine, il y a lieu de rappeler le nom de Si Kacem Bousbaha, natif de Ghardaia, et celui des deux frères de Si Abdelkader, Amokrane et Abalache, qui ont été exécutés par la suite par l'armée française à l'intérieur d'une caserne de Sétif en septembre 1957. Si Yaïci racontait de son vivant que pendant la grève des 8 jours, plusieurs millions de francs de l'époque ont

été récoltés et 5 millions ont été remis au lieutenant Si Salah pour porter assistance à la population. Après cette grève retentissante qui permit à la cause algérienne d'être médiatisée jusqu'à atteindre le siège des Nations unies (ONU), Si Abdelkader Yaïci fut chargé par le colonel Amirouche et Si Mohamed Lamouri de plusieurs missions. Quelque temps avant le bouclage de la ville de Sétif par l'armée française dans le but de détruire l'organisation du FLN, Si Abdelkader, ayant eu vent d'une imminente arrestation, quitta le pays pour la France, en compagnie de Ferhat Abbas et de son neveu, Tahar Bouzdira, chirurgien-dentiste avec un ordre de mission du colonel Amirouche. Yaïci traversera clandestinement la frontière franco-Suisse par la ville d'Annecy. De là il fut aidé par l'organisation du FLN sur le territoire helvétique pour rejoindre la Tunisie, puis les frontières.

Le 6 juin 1957, le colonel Amirouche créa le comité de la Wilaya III, composé de Si Said Boughanem et d'Abdelkader Yaïci, respectivement chargé de l'accueil et de la prise en charge des étudiants algériens, et des djounouds blessés et du matériel. Les djounouds, une fois rétablis, regagnaient ensuite le pays pour reprendre la lutte, sous la responsabilité du lieutenant de Si Ahmed Ait Ramdane, lequel était secondé par Smaïl Haddadi, devenu par la suite responsable d'un service du MALG (DLE Djebel Dlelloud). En 1957 après le Congrès de la Soummam, le colonel Ouamrane, désigné responsable du département armement et ravitaillement, a chargé officiellement Si Abdelkader Yaïci d'aller prospecter et d'acheter des armes à l'étranger en tant que chef de mission en Europe,

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait

Abdelkader Yaïci à droite de la photo



plus précisément en Allemagne qui était en ce temps-là sous occupation des Alliés, notamment les USA, l'Angleterre et... la France. Le colonel Ouamrane avait parfaitement raison de qualifier cette mission de « périlleuse » sachant que les « services » français livraient une guerre sans merci contre les nationalistes algériens à l'étranger. « Nous avons commencé, Ali Bahiri et moi, la prospection dans des conditions très difficiles, d'abord pour nouer les contacts avec les fournisseurs qui avaient peur des services français et ensuite pour trouver un réseau pour l'expédition des armes et des munitions », témoignait Abdelkader Yaïci. Il racontait que les correspondances venaient du bureau (Service logistique) de Tunis dirigée par Abdelmadjid Bouzbid, et la réception de l'argent,

pour l'achat des armes et des équipements, leur parvenait par le biais d'une valise diplomatique de la Tunisie. « Les achats d'équipements militaires consistaient en de très grandes quantités. 50 000 pièces environ entre tenue, souliers, sacs etc. », témoignait encore Si Nouasri qui précise que les premiers « bungalows » avec détonateurs et cisailles isolées pour le sabotage de la ligne Morice ont été achetés par lui. Après la création du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), le colonel Mahmoud Cherif, ministre de l'Armement et du Ravitaillement, le reconduit dans sa qualité de chef de mission en Europe chargé de la prospection et de l'achat d'armes en lui adjoignant Othmani Seif El Islam. La tâche de si Nouasri devient moins compliquée avec la connaissance de la langue allemande

et la mise en place d'un véritable réseau de fournisseurs. L'argent et les fonds nécessaires qui faisaient terriblement défaut dans le passé parvenaient désormais par le canal de la banque de Damas (Syrie). Ainsi les commandes devenaient de plus en plus étoffées et parvenaient du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG). Cependant, plusieurs cargaisons seront saisies par les services secrets français qui déployaient des efforts et chargeaient leurs meilleurs éléments pour démanteler les réseaux et « traquer » sans répit les nationalistes algériens en Allemagne. Deux cargaisons de TNT achetées à « Dynamite Nobel » en Norvège envoyées sur le bateau « Granitas » qui devait accoster à Casablanca au Maroc, ont été saisies au large de l'Espagne, tout comme 5000 pistolets de marque Astra envoyées par la compagnie Sabena saisis à Bruxelles. Cela n'a toutefois occasionné aucune perte financière au GPRA puisque tous les paiements devaient se faire après réception des marchandises. Si Nouasri affirmait que malgré les risques énormes encourus, il a honoré toutes les commandes formulées durant son séjour en Allemagne de 1957 à 1960.

Ce qui n'a pas été sans conséquence, puisque les services secrets français ont décidé de l'éliminer par tous les moyens. Abdelkader dit si Nouasri est devenu aux yeux des autorités françaises un véritable danger qu'il fallait abattre. « Abdelkader Yaïci fait plus de mal à nos soldats qu'un bataillon de Amirouche », avait déclaré un capitaine de l'armée française qui interpellait lors d'un barrage un cousin à Abdelkader, en Algérie.

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

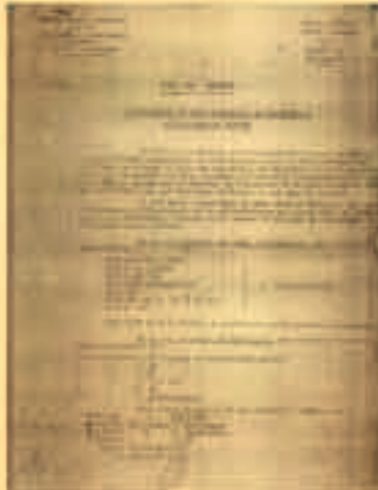
Portrait

Abdelkader Yaïci, un exemple vivant des crimes commis par le SDECE



Il fallait donc en découdre rapidement avec lui, a décidé le SDECE, mais aussi les politiques français. En effet, l'opération d'éliminer Abdelkader Nouasri a été décidée le 24 décembre 1959 dans le domicile du Premier ministre de la République française en ce temps-là, Michel Debré. C'est le colonel Martillat l'un des meilleurs « limiers » du contre-espionnage français qui se chargera de l'opération à l'aide d'un colis piégé.

Le colonel-écrivain Constantin Melnik, ex-chef du SDECE, raconte dans le détail, dans son livre *Un espion dans le siècle*, comment l'opération a été conçue. Le 1er janvier 1960, croyant tenir entre les mains un colis envoyé par la « Banque Fur Gemenversha », Abdelkader Yaïci, en ouvrant le paquet dans sa chambre d'hôtel est soufflé par une déflagration qui lui arracha les deux mains et occasionna une multitude de blessures au visage et sur tout le corps. Transporté à l'hôpital de Frankfurt dans un état grave, Si Nouasri sera sauvé, mais a perdu à jamais ses deux mains. Des personnalités ainsi que des journalistes allemands du *Der Spiegel* notamment, se sont rendus au chevet de Si Nouasri. Plusieurs articles favorables furent consacrés à la cause nationale après l'attentat contre le responsable de l'achat des armes en Allemagne. La réaction de Bonn fut ferme contre ces opérations d'assassinats de responsables algériens sur son territoire. Le procureur de la République fédérale allemande prit en main le dossier et chargea le groupe de sécurité de Bonn (direction générale de la police judiciaire, la *bandeskrimilalam*) de l'enquête. Lors d'une visite officielle en France, Konrad Adenauer, chancelier fédéral d'Allemagne, a abordé cette question avec le général de Gaulle. Ce dernier a trouvé la remarque du chancelier très discourtoise. (*Der Spiegel*, 1960). Cette information est rapportée dans l'ouvrage *La République fédérale allemande et la guerre d'Algérie*. Durant son séjour à l'hôpital, Si Abdelkader Yaïci a reçu des lettres de compassions et d'encouragements, notamment du président Ferhat Abbas et de Mahmoud Cherif, ministre de l'Armement



FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait



et des Liaisons générales (MALG). Ce dernier lui rendit hommage au nom de la Révolution, du MALG et en son nom personnel, pour la mission qu'il avait remplie et les risques encourus durant ces trois années en Allemagne en service commandé. Il faut noter par ailleurs que deux autres attentats ont été également organisés contre Si Nouasri. Ce dernier a été sauvé de justesse par des policiers allemands « en le kidnappant » (car ayant eu vent du traquenard) et le déposer à 30 km plus loin du lieu où l'attendaient les agents la Main rouge pour l'assassiner. La seconde tentative d'assassinat a eu lieu à Frankfurt. Le 3 mars 1959, sur la base de renseignements précis, les services spéciaux français (la Main rouge) ont placé une bombe sous le châssis du véhicule que devaient prendre Si Abdelkader et Georg Puchert, dit capitaine Morris, un Allemand devenu le principal fournisseur d'armes de l'ALN. Au moment où Nouasri attendait Georg Puchert, le véhicule explosera littéralement tuant sur le coup Morris. De retour en Tunisie, Nouasri sera pris en charge par le

premier responsable du MALG, Si Abdelhafid Boussouf qui lui a proposé le transfert aux Etats-Unis pour des soins. Abdelkader Yaïci témoigne qu'il a été entouré de toutes les sollicitudes de la part du MALG lors de sa longue convalescence. Après l'indépendance, Si Yaïci et Ferhat Abbas, de retour en Algérie, furent accueillis chaleureusement par la population sétifienne en liesse. Malgré son handicap, il sera désigné vice-président de

la délégation spéciale (mairie de Sétif) et ensuite élu député dans le premier Parlement algérien, post-indépendance. Un parcours jalonné d'exploits face au danger et à l'adversité, Abdelkader Yaïci est resté humble tout au long de sa vie. Tous ceux qui l'ont connu, en particulier les anciens moudjahidine, lui vouent un profond respect.

Zahir Mehdaoui



Si Abdelkader Yaïci discutant avec Baghdadli Laâlaouna

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait

Toujours fidèle au MALG

Le long de sa vie, Abdelkader Yaïci est resté fidèle à l'institution dans laquelle il a évolué lors du combat libérateur de l'Algérie. Si Nouasri ne rate aucune réunion de l'Association des anciens Moudjabidine du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG). Il parcourait régulièrement plus de 300 km pour rallier la capitale où se trouve le siège de l'association et dont l'actuel ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Dabou Ould Kabilia, est également membre. L'association, restée depuis sa création ouverte à d'autres adhésions, sert de lieu de rencontre à tous ceux qui ont constitué « l'ossature » du MALG lors de la lutte armée pour le recouvrement de l'indépendance de l'Algérie

L'hommage du colonel Mahmoud Chérif à Si Nouasri

L'importance de la mission et du travail effectués en Allemagne fédérale par Si Abdelkader Yaïci était telle que nombre de responsables du GPR.A avaient tenu absolument à rendre hommage à Si Nouasri après l'attentat qui l'a visé. C'est le cas notamment du colonel Mahmoud Chérif, ex chef de la wilaya I et ministre de l'Armement (MARG) au sein du GPR.A. C'est au nom de la révolution que le colonel Mahmoud Chérif avait rendu un vibrant hommage à l'homme pour tous les dangers qu'il avait encourus durant son séjour en Allemagne pour doter l'ALN des équipements et de l'armement nécessaires pour continuer la lutte armée.

Ce sont toutes ces lettres de reconnaissance qui avaient aidé Si Abdelkader à surmonter le drame qu'il avait vécu et à panser les blessures incommensurables provoquées par le dernier attentat organisé par les services spéciaux français en Allemagne et dirigé par un certain Colonel Mersier. Ce dernier a utilisé tous les moyens imaginables pour atteindre Si Nouasri. Les sollicitudes et la reconnaissance que lui a témoignées le MALG notamment étaient d'un grand apport témoignait Si Abdelkader Yaïci avant sa mort.

Les activités confiées par le DARG à Yaïci

Abdelkader Yaïci était responsable du matériel à Tunis au sein du Comité de la Wilaya III. Après la création du Département de l'armement et du ravitaillement général (DARG), il fut chargée d'une mission en République fédérale d'Allemagne (RFA) pour l'approvisionnement en armes, munitions, équipements divers et denrées alimentaires qui seront acheminés vers les frontières est et ouest de l'Algérie.

Ces commandes concernent :

Nourritures en conserves et divers : haricots, lentilles, sardines, corned-beef...

Poivre noir, sel, chocolat, café, thé, etc.

Outils et matériel : pelles, pioches, cisailles, poignards, couteaux, gamelles, seaux de toile, passe-partout, scie, barres à mine, gants isolants, sacs à dos, jumelles, boussoles, montres, tentes, lits de camp, machines à écrire, torches, etc.

Vêtements et autres : couvertures, treillis militaires, chemises de laine, boutons tailleurs, bérets rouges et verts, imperméables, ceintures, rasoirs mécaniques, lames à raser, etc.

L'organisation mise en place, dans le cadre du ministère de l'Armement et du Ravitaillement général (MARG), s'appuie sur la codification des noms des responsables, des villes, des armes, dans les écrits et les correspondances. A titre d'exemple :

Pour les responsables :

Ministère (DARG), Belbocine (Papa), Boubekeur (Enfant), Guellal (Tonton), Arara (Frère), Nasser (Cousin), Slim (Neveu), Nousri (Gendre), Othmani (Bébé).

Responsables par pays :

Libye : Omar Haddad (LARD), Guenez (Sidi).

Tunisie : Bouzbid (RARD).

Maroc : Mansour Boudaoud (RARD)

Villes et pays :

Genève (printemps), Madrid (été), Bonn (automne).

Egypte (citronnade), Libye (grenade), Tunisie (orange), Maroc (limonade).

Les commandes en armes, munitions et divers :

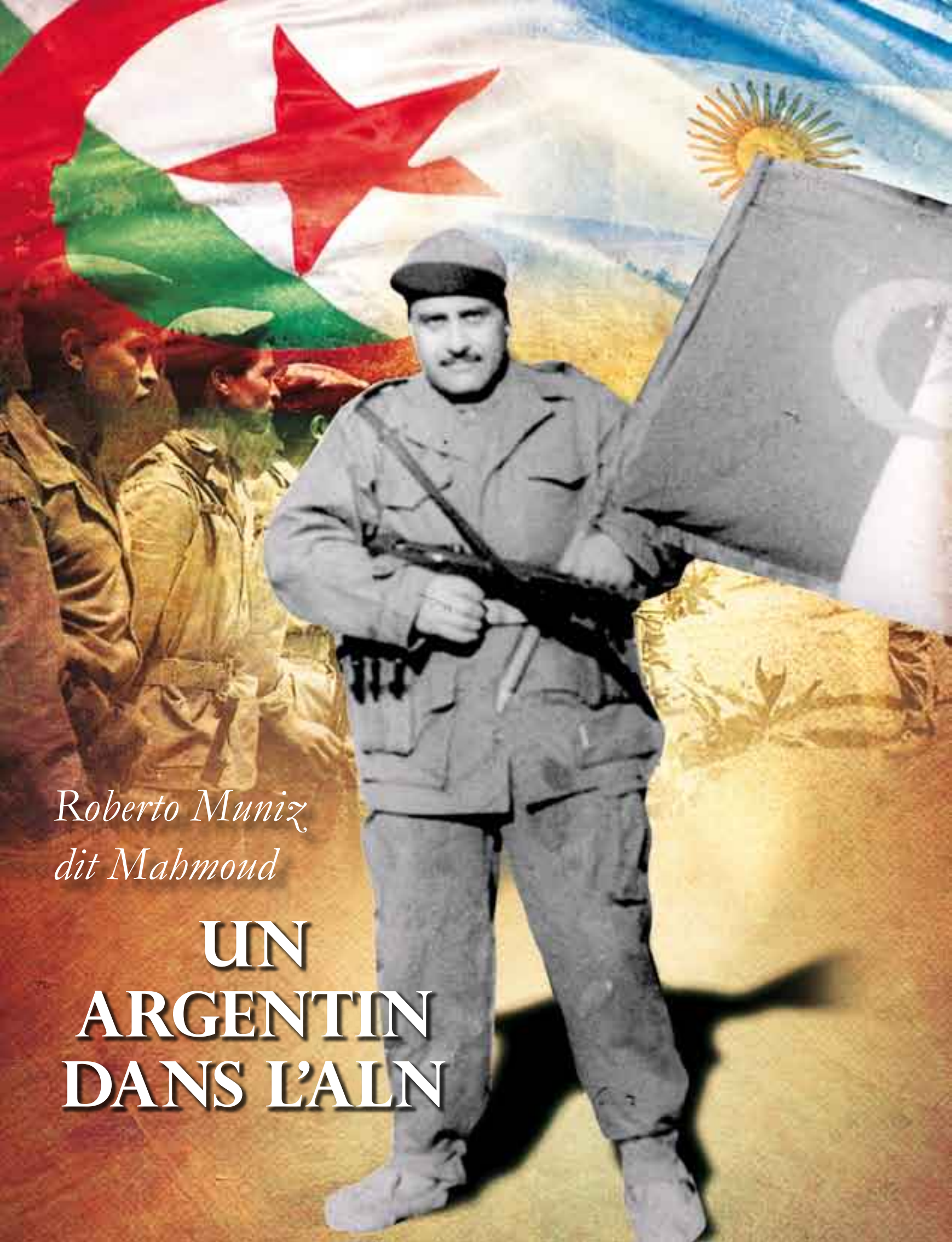
Les prospections devaient porter en priorité sur : fusils-mitrailleurs, fusils de guerre, mitraillettes, pistolets automatiques, bazookas, mortiers 45, 60 et 81 mm, Panzers fast, explosifs en tous genres de préférence de fabrication occidentale.

Pour les munitions :

-1.000 000 cartouches 7, 62 longues et 1.000 000 courtes (américaines).

-3.000.000 cartouches 7,92, des cartouches de 9, 7,7 ou 303, 11,43, 7,5 (françaises).

-10.000 fusils ENTFIELD - 50 tonnes de TNT - 100.000 m de cordon détonnant - 100.000 détonateurs en éthyle - 50.000 détonateurs électriques.



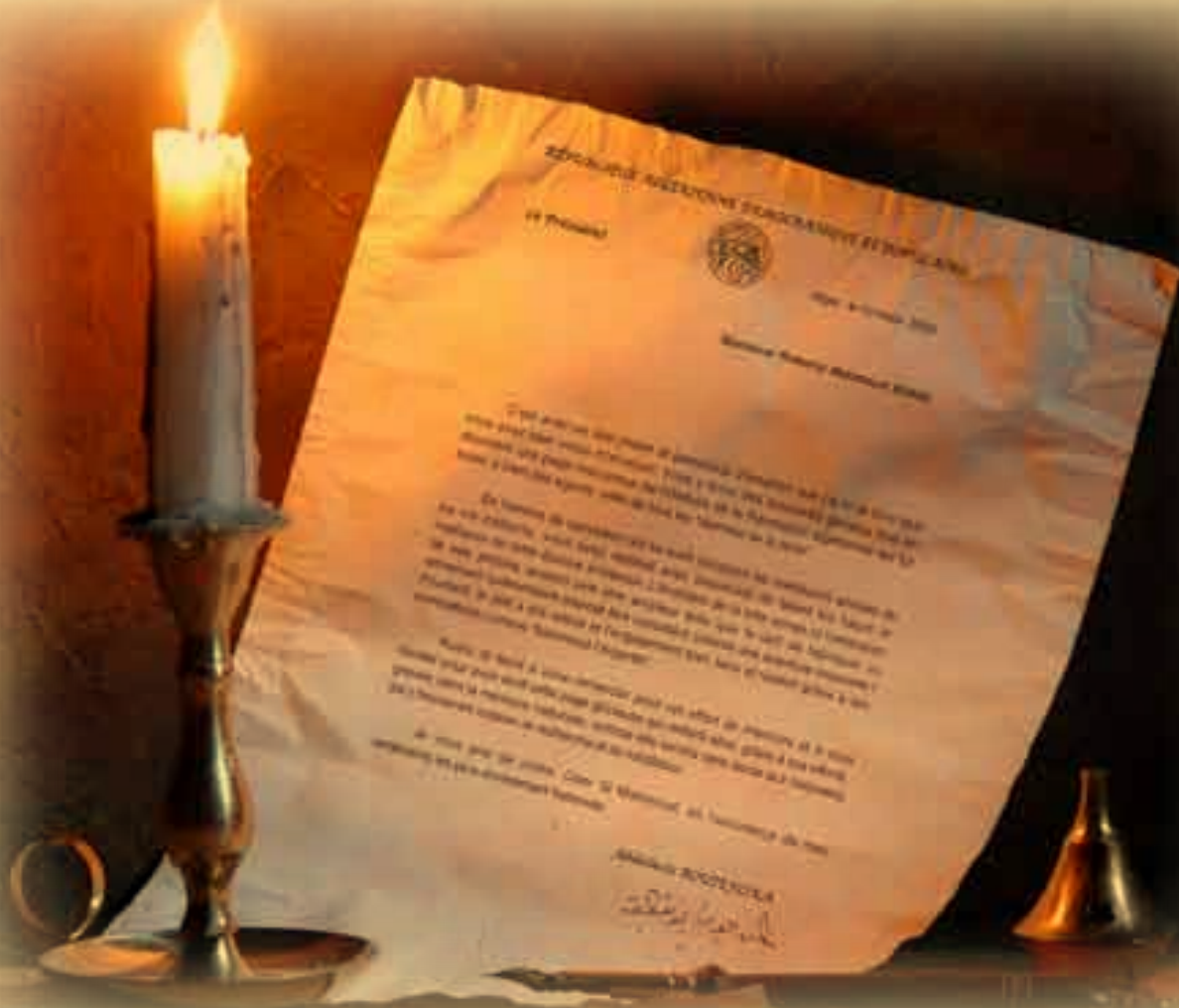
*Roberto Muniz
dit Mahmoud*

UN ARGENTIN DANS L'ALN

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait

Lettre de félicitations adressée par le président de la République Abdelaziz Bouteflika à Roberto Mahmoud Muniz



Originaire de la lointaine Argentine, Roberto, sixième d'une fratrie de sept frères et sœurs, était loin de s'imaginer qu'un jour il deviendrait moudjabid, qu'Olga, syndicaliste dans le textile, son épouse, serait enterrée en terre algérienne, que son unique fils, ingénieur de son état, né à Alger à l'hôpital Mustapha, se prénommerait Luis-Mahmoud, maîtriserait l'arabe et qu'enfin il aurait pour belle-fille Salima et pour petits-enfants Rayan et Racha-Inès, deux adorables bambins élevés dans le respect des deux cultures.

Il est fort possible, à l'heure de choisir son destin, que le contact au quotidien avec des travailleurs adultes, immigrés espagnols pour la plupart, qui vivaient de loin et avec douleur la guerre civile d'Espagne (1936-1938), les lendemains de la Seconde Guerre mondiale,

Par Leïla Boukli

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait

marqués par des mouvements révolutionnaires sur tous les continents, l'écoute des discussions de militants progressistes suivant attentivement et anxieusement l'évolution politique dans le monde, son propre combat de syndicaliste convaincu, au sein du Parti ouvrier, a fait qu'au fil du temps Roberto se sente concerné et fasse sienne chaque victoire remportée sur l'opresseur, quel que soit le continent. C'est donc tout naturellement qu'il rejoint les rangs de l'ALN pour atterrir au service logistique, implanté à Souk El Arba, Bouznika, Temara, Skhirat... et qu'il choisit après l'indépendance de rester en Algérie, où, retraits de la Sonelgaz, il se souvient encore du haut de ses 88 ans révolus, de la fraternelle et chaleureuse affection de ses compagnons de combat, toutes origines et confessions confondues. Il en parle dans un livre, Mahmoud l'Argentin, publié aux Editions Marinoor en juin 2001, qu'il a fait traduire à l'arabe, pour une plus large diffusion. Il est fier d'exhiber la lettre de remerciements et de reconnaissance, signée de la main du Président Bouteflika.

Issu d'une famille modeste de petits agriculteurs, Roberto, après l'école et grâce à sa sœur qui donnait un coup de main à la femme de son patron cheminot, entre comme apprenti aux chemins de fer. Il n'avait pas plus de treize ans. Inscrit, une année plus tard, à l'Ecole des arts et métiers, sur conseil et recommandation du chef de station, il y apprend le métier de forgeron artistique. Son diplôme en poche, il accepte de s'éloigner de 2.500 km de sa ville natale, pour gagner trois fois plus et aider ses parents dans une compagnie de pétrole étatique. À 20 ans, il est appelé pour faire son service militaire, déclaré apte, il sera affecté dans un haras, il en sort sous-officier de réserve, avec en poche une médaille en or, offerte en 1945, par l'armée. Mais ce qu'il veut faire c'est apprendre l'ajustage et fabriquer des matrices. L'opportunité lui sera offerte par son beau-frère qui habite, Buenos Aires.

« J'ai commencé à faire des matrices dans une usine d'électroménager mais aussi à militer dans les syndicats, ce qui me vaut, sept ans après, d'être licencié et d'avoir mon nom sur une liste noire. »

Un sérieux handicap pour trouver



*Meeting en Argentine. Pour le droit de l'Algérie à l'indépendance
Mahmoud à la Tribune
1957-58*

une occupation rémunérée. Roberto est dans l'obligation d'accepter un travail dans une petite usine d'ajustage de moteurs électriques, puis dans une autre d'emballages en tôle. C'est alors qu'il intègre les rangs d'un groupe de militants révolutionnaires, décidé à organiser

un Parti ouvrier, de faire un coup d'Etat et d'instaurer la démocratie.

Son parcours de syndicaliste fait qu'il soit désigné secrétaire général du Parti ouvrier. C'est à ce titre qu'il ira à Cordoba, ville à forte concentration industrielle, abritant de surcroît un prolétariat jeune et

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait

combatif, mettre sur pied le parti en exerçant parallèlement son métier de matricieur. Entretemps, en 1956, il a son premier contact avec le FLN qui a envoyé 4 à 5 militants à Buenos Aires, dont Ould Hadj qu'il retrouvera en Algérie. Olga le rejoint dans la capitale de l'Argentine. Il s'imprègne durant un mois du caractère spécifique de la révolution algérienne. « Notre parti menait certes, une importante activité de soutien à la lutte des masses algériennes, mais moi qui n'avais jamais quitté mon pays et les miens, j'allais avoir dans cette lutte une participation plus directe. »

Ce sera, durant la grève générale nationale de 45 jours déclenchée par les ouvriers métallurgistes qu'il apprend que tout est fin prêt pour son départ en Algérie, l'ALN étant décidée à faire une usine d'armements et donc à fabriquer des matrices, les Algériens, se souvient Roberto, fabriquaient déjà à Tétouan des grenades et des obus de mortiers. « Ce voyage m'ouvrait les portes du monde », avouera-t-il.

La première étape fut l'Europe en 1959. Amsterdam, où des Européens travaillant avec le FLN, l'attendent, puis Bruxelles pour l'établissement d'un visa d'entrée au Maroc. À Casablanca, il se met à la recherche du contact indiqué : le commissaire de l'aéroport. L'inscription « Police » sur la voiture qui l'attendait aux portes de l'aéroport le rend méfiant. Dans un espagnol parfait, quelqu'un l'aborde pour lui dire de ne pas avoir peur.

« – Serais-je en état d'arrestation ? demanda Roberto.

– Non. Mais c'est la seule façon de ne pas éveiller les soupçons des officiers. »

« Ce fut ma première expérience

de ce que peut être une révolution, en dehors de la théorie », nous dit Roberto souriant.

Il roule vers Rabat puis vers une petite ferme des environs qui abritait une caserne de l'ALN. « Je me souviens aujourd'hui encore de l'accueil chaleureux que j'y ai reçu. Je ne parlais à l'époque que l'espagnol. Wim, Max, Brouch le Hollandais, Théo le Grec ainsi que tous les camarades européens venus avant moi profitaient du dimanche, jour de repos ; par contre, moi j'étais impatient de commencer. Nos outils étaient rudimentaires et notre communication difficile, par gestes la plupart du temps. Heureusement, un camarade argentin d'origine allemande se trouvait là. Mon séjour dans cette ferme fut court, mais fort en émotion. Notre responsable Mourad originaire de Tlemcen y perdra la vie en essayant un petit mortier ; il avait fait le pari d'en

augmenter la puissance. Le mortier lui explosera au visage. De là, nous serons transférés à Bousnika dans un domaine de 180 ha appartenant à un Algérien. Nous y resterons 3 ans et demi à fabriquer dans la clandestinité des matrices pour 10.000 mitraillettes testées dans un tunnel pour étouffer le bruit. Mieux organisés, on monte une bibliothèque, une équipe de foot, des jeux... En 1961, deux de nos camarades meurent pratiquement sous nos yeux, Hamid en testant des grenades de récupération, Mohamed dans sa tentative ratée de relancer une grenade déviée de sa trajectoire alors qu'on vérifiait si elles étaient techniquement au point. Le travail dans cette ferme était beaucoup plus important ; les machines étaient utilisées à plein régime. Les trois équipes qui se relayaient travaillaient sans arrêt. L'une s'occupait, le jour, de la maintenance des machines, l'autre,



A BOUSNIKA
Ahmed et Abderrahmane
Font la Ronde.

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait



*Aïssa et Mahmoud
Avec le traditionnel "Mate" *
-Argentin-*

composée d'ajusteurs de matrices, se chargeait de la création de différents types de coupe, de doublage, d'emboutissage ; la troisième enfin était chargée du montage en série sur machine. Nous disposions, en plus de machines pour la fabrication de mitraillettes, d'une fonderie qui servait à traiter le fer, pour le transformer en grenades et en obus. Une équipe restreinte s'occupait des cuisines, sous la direction d'Akham, qui passait ses heures creuses à peindre de mémoire des paysages de sa Kabylie natale. Notre sécurité était assurée par des djounoud transformés en bergers mais qui gardaient sous leurs kachabias une mitraillette à toutes fins utiles. »

« Un jour, poursuit Roberto qu'on appellera désormais Mahmoud, un avion d'observation passa au-dessus de nos têtes. Nous dûmes transférer nos activités à Temara et Skhirat.

Au milieu de l'année 1961, les matrices et la plupart des pièces pour les dix mille mitraillettes étaient terminées. Il nous fallait encore finir les matrices qui serviraient à fabriquer les chargeurs : dix chargeurs de 25 balles, par mitraillette, et pour cela trois équipes furent mobilisées H 24. Restait à les essayer. Le fond d'un puits sec fut la première option, la deuxième option se porta sur la cave de la villa. Le bruit d'un tracteur en marche auquel on avait retiré le silencieux d'échappement

ferait diversion. Quelques-unes s'enrayèrent. Adda, Saïd, Ammi Saïd Ouardane et moi-même fûmes envoyés à Bouznika pour plus de précisions dans les vérifications. »

À ce niveau de narration, Mahmoud s'arrête et dit : « Ammi Saïd a un fils ophtalmologue installé à Alger qui me soigne mais qui refuse d'être payé. C'est une promesse faite à son père, un ami, un frère de combat. » Un soupir et Mahmoud reprend : « Le colonel Boumediene, alors chef d'état-major de l'ALN, nous rend visite, Boussof l'accompagne. On lui offre une mitraillette.

Pour les crosses, Khaïli, un jeune garçon inventif, crée une machine, mais le temps presse et on finit par les acheter. Les derniers essais furent faits dans un tunnel, conçu par un topographe espagnol, travaillant en Belgique. À l'époque, les responsables réfléchissaient à en creuser un sous la ligne Morice. S'ils avaient réussi, beaucoup de vies auraient été épargnées. Mais revenons aux armes. Numérotées, elles étaient mises dans des caisses et envoyées au bain électrolytique pour éviter l'oxydation des parties métalliques. C'est Brouch, un technicien hollandais expérimenté, qui en avait la charge. Vim, l'autre Hollandais faisait des croquis, que nous transformions en matrice. Les jeunes aujourd'hui doivent le savoir. La guerre d'Algérie a été dure et douloureuse mais aussi militante et fraternelle pour ceux qui un jour décidèrent de défier la puissance coloniale et l'arrogance des oppresseurs.

Le 19 mars 1962, à l'annonce du cessez-le-feu, nous étions toujours à pied d'œuvre. Certains d'entre nous

* Le mate (plante et boisson) est une infusion que l'on boit dans une calabasse du même nom à l'aide d'une "bombilla", genre de paille en métal

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait

quitteront le Maroc peu avant l'indépendance de la ville de Mohammedia, où nous nous étions retrouvés, faisant la promesse de nous revoir dans une Algérie libre et indépendante. D'autres comme nous, irons à l'ambassade d'Algérie à Rabat où Larbi Tayebi, alors attaché militaire, nous remet une lettre de recommandation à donner à Medeghri, préfet de Tlemcen, à l'époque. On rentre, la peur au ventre, en août 1962 muni d'un faux sauf-conduit, le Maroc nous refusant le visa de sortie. Nous avons de la chance, c'est le chauffeur du bus de l'ALN, dans lequel nous voyagions qui remettra nos papiers. Police et douanes se contentent de nous compter. Nous continuons sur Oran où le colonel Othmane nous reçoit, puis sur Alger où nous voyons, Hadj Ben Allal. Libéré de l'armée à ma demande, j'ai du mal à me loger et dois me contenter du premier sous-sol d'une cave à Belcourt sans cuisine ni salle d'eau, où je reçois ma femme en novembre 1962. Des camarades l'ont aidée à avoir depuis Buenos Aires un billet de bateau. Je suis engagé à la Sonelgaz. Un ingénieur français insiste pour que j'accepte un poste d'astreinte. Nous sommes contents d'occuper le logement que la Sonelgaz me remet où je réside à ce jour et où ma femme Olga rend l'âme en 2005, après y avoir vécu heureuse. »

Luis-Mahmoud est inscrit à l'école du quartier et plus tard dans une université algérienne.

Retraité depuis 1978 de Sonelgaz où, bien entendu, il a milité au syndicat, il ne rate aucune conférence ou projection sur la guerre d'Algérie et répugne à jouer les « anciens combattants ». Lui comme beaucoup d'autres Algériens d'origines diverses morts ou survivants ont eu l'incroyable audace de rejoindre le camp des opprimés et des exploités aux pires moments de la colonisation ou lors de la lutte armée.

Mahmoud tout comme la moudjahida Annie Fiorio-Steiner était parmi le groupe de moudjahidine et de citoyens qui ont rendu hommage en ce cinquantième anniversaire de l'indépendance au cimetière chrétien de son quartier algérois, Clos-Salembier, à l'aspirant Henri Maillot, et à Maurice Laban, morts les armes à la main en juin 1956. Un autre enfant du quartier, son ami Yveton sera, lui, guillotiné en février 1957.

Rappelons pour mémoire que l'officier Maillot, profondément choqué par les événements du 20 août 1955, dont il est témoin, déserte l'armée française emmenant avec lui un camion d'armes qu'il remet aux moudjahidine. Activement recherché, il est arrêté avec quatre de ses compagnons d'armes (Maurice Laban,

Si Mahmoud à gauche de la photo dans un atelier de fabrication d'armes



Belkacem Hamoun, Djilalli Moussaoui et Abdelkader Zalmaï) au djebel Dergana. Des huit, trois échappent au traquenard : Hamid Guerab, Mohamed Boualem et Mustapha Saadoun, dernier survivant, retiré à Cherrhell.

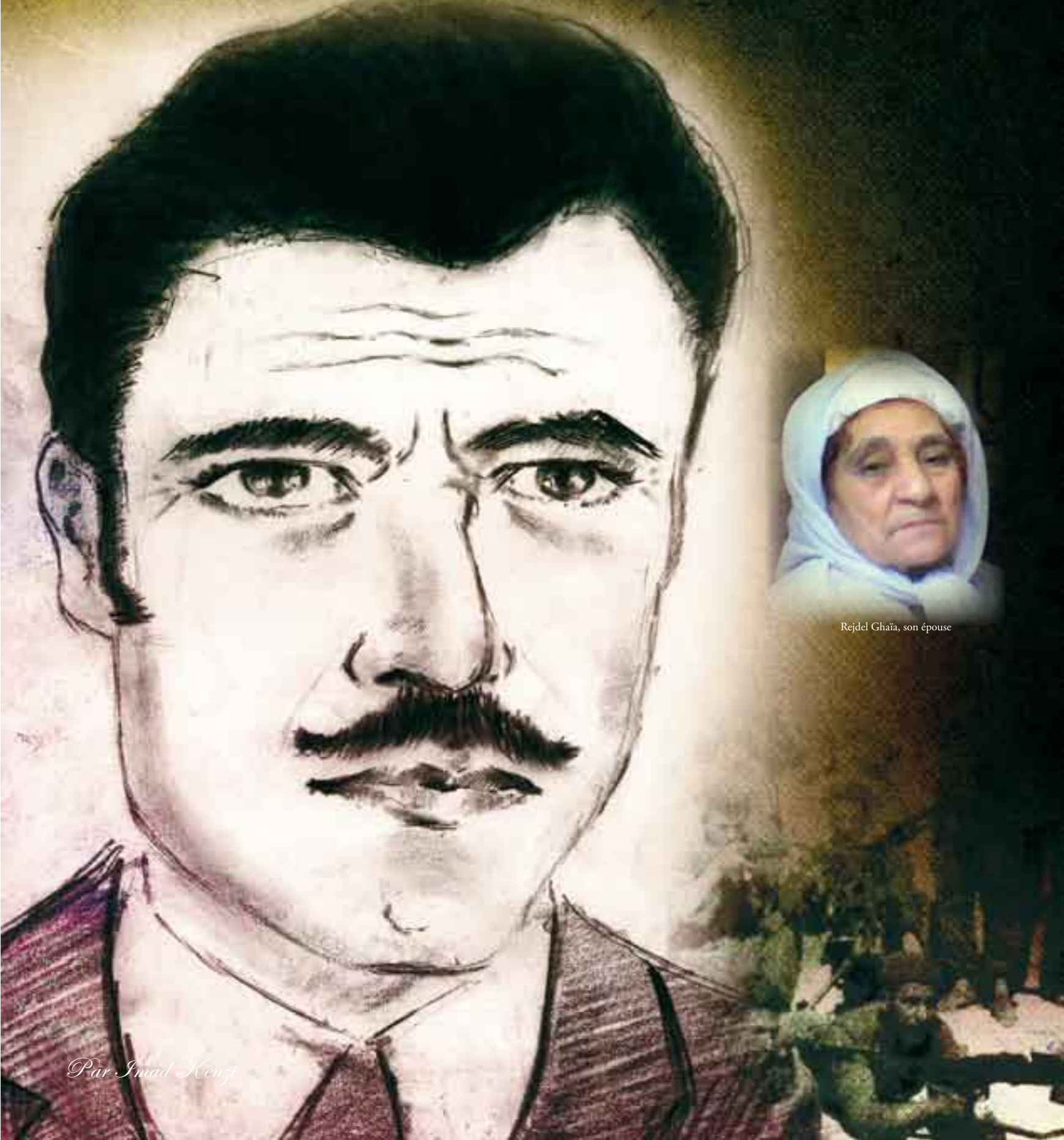
Quant à Maurice Laban, enseignant à Biskra qui prit part aux côtés des républicains au combat, durant la guerre civile d'Espagne, il est gravement blessé et sauvé in extremis par Georges Raffini, un camarade de lycée de Constantine. De retour d'Espagne, il sera de tous les combats. En 1941, il est arrêté, incarcéré à Serkadji, puis condamné à mort avec son épouse et son ami Georges.

La liste de ces hommes et femmes ayant choisi délibérément au péril de leur vie la cause de l'indépendance de l'Algérie est longue et peu connue. Beaucoup sont morts, d'autres n'ont jamais quitté cette terre d'Algérie qu'ils ont tant aimée et idéalisée, convaincus d'avoir été utiles à une « juste cause ». Ils méritent qu'on lève le voile sur leur engagement, eux qui ont su vivre et mourir pour un idéal avec simplicité et grandeur.

Leïla Boukli

Le chahid Tayeb Belazzoug
**DE LA VENTE DES ARMES
À LEUR MANIEMENT**

Par Assem Madjid



Rejdel Ghaïa, son épouse

Par Imad Kenzi

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait

S'il y a un nom à retenir à Beni Laâlam, à Zemmoura, durant la guerre libération, c'est incontestablement celui de la famille Belazzoug. Ses empreintes sont indélébiles et étroitement liées aux huit années de lutte contre l'occupant. L'histoire de cette famille, dont le tribut payé durant cette période est extrêmement lourd, se raconte toujours dans une région très tôt prise dans l'engrenage de la répression coloniale.

En fait, c'est bien avant le déclenchement de l'insurrection armée que cette famille commence à avoir des démêlées avec l'armée française. Le passage à l'action armée, le 1er novembre 1954, a exacerbé la pression sur les Belazzoug surveillés de près. Tayeb Belazzoug, vendeur d'armes, écumait les régions de Bordj Bou Arréridj, M'sila et Bejaïa pour écouler sa marchandise. Un vendeur d'armes à cette époque ne pouvait passer inaperçu ni s'occuper de son commerce dans la quiétude. Quelques mois après le soulèvement armé, le village de Béni Laâlam est étroitement surveillé. La présence de l'armée française dans les parages ne dissuade pas Tayeb, déjà pris par la fièvre du maniement des armes. Sa femme Ghaïa Rejdel, nonagénaire, se rappelle cette époque malgré le poids des années : « Mon mari, de caractère dur, vouait une haine viscérale à l'occupant. La présence des soldats français dans la région le rendait nerveux, prêt à appuyer sur la gâchette. » Un comportement prémonitoire comme si Tayeb Belazzoug savait que son destin était déjà tout tracé.

Contacté par le FLN pour approvisionner le maquis en armes et en munitions, il saute sur l'occasion. Sur instruction de l'ALN, il est, au début de l'année 1955, uniquement chargé de l'approvisionnement. Une mission extrêmement dangereuse que Tayeb a acceptée. C'est là justement le tournant dans la vie de ce moudjahid, tombé au champ d'honneur, les armes à la main.

Un jour de cette même année, sa maison est prise d'assaut par des hommes inconnus mis au parfum de son activité. « Ils sont venus réclamer des armes. Tayeb les a mis en joue et les a enjoint de s'éloigner de sa maison. Les deux hommes s'approchaient de plus en plus. Mon mari ouvre le feu et blesse l'un d'eux qui s'écroule au sol », relate sa femme Ghaïa qui, ce jour-là, était à ses côtés et l'encourageait à mourir en homme. « Mout ouaqef », lui disait-elle

tout en s'occupant de l'alimenter en munitions pour faire face à ces assaillants. À partir de cet instant, Tayeb Belazzoug, qui, en plus de Ghaïa, avait deux autres femmes, a pris le chemin du maquis. Il était le premier des Belazzoug à ouvrir le bal pour les autres membres de sa famille. Amirouche, H'mimi et Aissa El Boundaoui, ont, certes, volé à son secours, mais la décision de Tayeb est irréversible. Depuis cette date, il ne venait que rarement rendre visite à sa famille. Très méfiant, il ne faisait confiance à personne.

En 1957, lors de l'une de ses rares visites, en compagnie de sept autres djounoud, un harki les dénonce. « Vigilant et méfiant, mon défunt mari a pris le soin de distiller une fausse information sur leur lieu de rencontre », raconte encore Ghaïa. L'armée française menée en bateau a investi le faux lieu mais aucune trace de Tayeb et de ses compagnons. Se rendant compte qu'ils ont été floués, les soldats français se sont accrochés avec Belkacem Redjough et son fils Abderrahmane qui faisaient le guet. Avant de tomber sous les balles ennemies, ils se sont vaillamment défendus et en même temps ont averti les autres de la présence des éléments de l'armée françaises. C'était là la dernière fois que Tayeb a vu les siens.

Valeureux moudjahid de la Wilaya III, il a côtoyé de braves combattants, à l'image de H'mimi, le fidèle compagnon de Amirouche, et de plusieurs autres de sa famille qui l'ont rejoint au maquis tels Driss, Mohamed, Si El-Khatir, tous tombés au champ d'honneur. En fait, pas moins de 34 membres de cette famille se sont sacrifiés pour que l'Algérie recouvre son indépendance. Cette famille a tout perdu durant la guerre, maisons et oliviers, il ne lui restait plus rien que défendre son honneur et celui de son pays. Les Belazzoug l'ont fait avec bravoure et un courage inégalé comme l'a fait Mohamed Belazzoug qui, à lui seul, a livré bataille à une armée de soldats et a fini par en abattre sept avant de tomber glorieusement sous les balles ennemies. Son aîné Tayeb est lui aussi mort au champ de bataille en 1958, à Chikbou, dans la Soummam. Son cousin Layache a subi le même sort dans la même bataille. C'est dire tout le sacrifice consenti par cette famille qui a donné les meilleurs de ses fils pour l'indépendance de l'Algérie. Jusqu'à l'heure actuelle, sa famille ignore le lieu de son enterrement malgré les multiples recherches effectuées par ses fils.

Assem Madjid

SI MOHAND OULHADJ OU « LE VIEUX SAGE »

Par Djamel Belbey



FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait

Le colonel Mohand Oulhadj

Le 3 juillet 1962, à Sidi Fredj (à l'ouest d'Alger), à l'endroit même où eut lieu 132 ans plus tôt le premier débarquement des troupes d'occupation françaises, le 14 juin 1830, le colonel si Mohand Oulhadj eut le privilège de hisser symboliquement l'emblème national de l'Algérie libre et indépendante. Ce moudjahid fut choisi, « en raison de son âge et de sa sagesse », pour accomplir cet acte à la mémoire d'un million et demi de chouhada, en présence de ses pairs des Wilayas III et IV, ainsi que de la mère du colonel chahid Mourad Didouche. Issu de la Wilaya III, le colonel si Mohand Oulhadj, de son vrai nom Akli Mokrane, est né le 7 mars 1911 à Bouzguène (Azazga), dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Il était surnommé par ses camarades, « Amghar zemni » (le vieux sage), à 47 ans déjà, en raison « de sa sagesse » alors que l'ennemi le qualifiait de « vieux renard », pour son intelligence et son rôle de cerveau planificateur dans la wilaya.

Après de brillantes études primaires à l'école d'Ait-Ikhlef, sanctionnées par un certificat de fin d'étude, en 1926 à Michelet (Ain-El-Hammam), Mohand Oulhadj entre dans la vie active en aidant son père dans sa forge. Poussé par le besoin, il émigre en France où il travaille dans une usine, mais,



Photo prise lors de la réunion de la zone II en novembre 1951, à Beni Ksila. Au milieu le colonel Mohand Oulhadj. A sa droite le lieutenant Si Mouloud. Le capitaine Si Youcef Lalaoui et l'aspirant Djoudi Atroumi. A sa gauche, le capitaine Bouazouina Amira, l'adjutant Bachir Djeroud et l'adjutant Naceri Allaoua

pour une courte durée seulement. Au retour au pays, en 1936, il rejoint d'abord Sétif où il mène une vie militante des plus actives au sein de la formation de Ferhat Abbas, puis, en 1943, Alger où il est employé dans une usine, à Gué-de-Constantine, en qualité de contremaître. En 1947, il regagne son village natal de Bouzeguène pour s'occuper de l'assistance judiciaire pour la défense de ses cousins, Med Ameziane et Hemiche, condamnés par le tribunal de Constantine à la peine capitale pour « atteinte à la sûreté de l'Etat », lors des massacres du 8 mai 1945. Ils ne sont libérés qu'au lendemain de cessez-le-feu. En 1948, il s'installe à Ighil Bouammas, pour se consacrer au commerce (matériaux de constructions et produits alimentaires).

Dès l'année 1955, il s'engage « corps et âme » dans le combat libérateur, accompagné

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait

Che Guevara en Kabylie, à sa gauche le Colonel Si Mohand Oulhadj



de ses trois enfants et fait don à la révolution de l'ensemble de ses biens, dont une somme de sept millions de centimes. En représailles, sa famille sera emprisonnée et ses maisons brûlées par les forces coloniales. L'engagement sans réserve de cet homme, sa personnalité, ses qualités lui permettent de gravir rapidement les différents échelons de la hiérarchie au sein de l'ALN. Élevé au grade de commandant, adjoint politique du colonel Amirouche Aït Hamouda dès 1957, il suscite l'estime et le respect de tous et à tous les niveaux de la hiérarchie, par son comportement et sa personnalité.

L'ennemi n'est pas resté indifférent devant les capacités d'action et de mobilisation de cet homme dans le combat libérateur. Dès la fin 1958, alors qu'il se trouve au PC (poste de commandement) de Wilaya chargé de l'intérim (Amirouche étant en mission en Wilaya II), l'armée française tente de l'éliminer en utilisant le même procédé que pour Mostefa Benboulaïd, une batterie de radio émetteur piégée qui explose au moment de son utilisation, causant la mort de trois opérateurs et le blessant gravement. Après avoir été soigné par le docteur Benabid, il se voit confié de

nouveau, en mars 1959, l'intérim de chef de Wilaya III par le colonel Amirouche Aït Hamouda en mission en Tunisie, en compagnie de ceux qui tombèrent au champ d'honneur à djebel Thameur (Boussaâda). Le colonel Mohand Oulhadj continuera à assumer sans interruption cette fonction jusqu'à sa nomination officielle au grade de colonel chef de la Wilaya III en date du 31 octobre 1959 par l'état-major de guerre.

Un moudjahid, qui a servi sous ses ordres, en l'occurrence, Aït Ahmed Ouali, actuel secrétaire de wilaya de l'organisation nationale des moudjahidines (ONM), en parle : « Je l'ai rencontré pour la première fois en octobre 1958 à Bounaâmane, lors d'un rassemblement de moudjahidine, si Mohand Oulhadj, qui était l'un des adjoints de Amirouche, m'a marqué parce qu'il était imposant », témoigne-t-il. « Je ne l'ai plus revu jusqu'en novembre 1960, lorsqu'il était colonel de la Wilaya III, quand j'ai été muté au secrétariat de la wilaya. Il partageait l'une des trois tentes que les arbres couvraient et qui comptaient chacune 10 à 15 djounoud », racontait-il. Cet ancien compagnon d'armes évoque son côté humain envers les djounoud, mais aussi la politique de la terre brûlée qui

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait

Le colonel Mohand Oulhadj deuxième à partir de la gauche



fut appliquée par l'armée française, durant l'opération « Jumelles », en occupant les villages et qui avait poussé leurs habitants à se réfugier dans les oueds. Il souligne aussi l'intelligence militaire du colonel Mohand Oulhadj qui, face au rouleau compresseur

de cette opération « véritable enfer », riposta par l'éclatement des grosses compagnies et bataillons en sections mobiles de 4 à 6 djounoud pratiquant la guérilla et recourant aux embuscades.

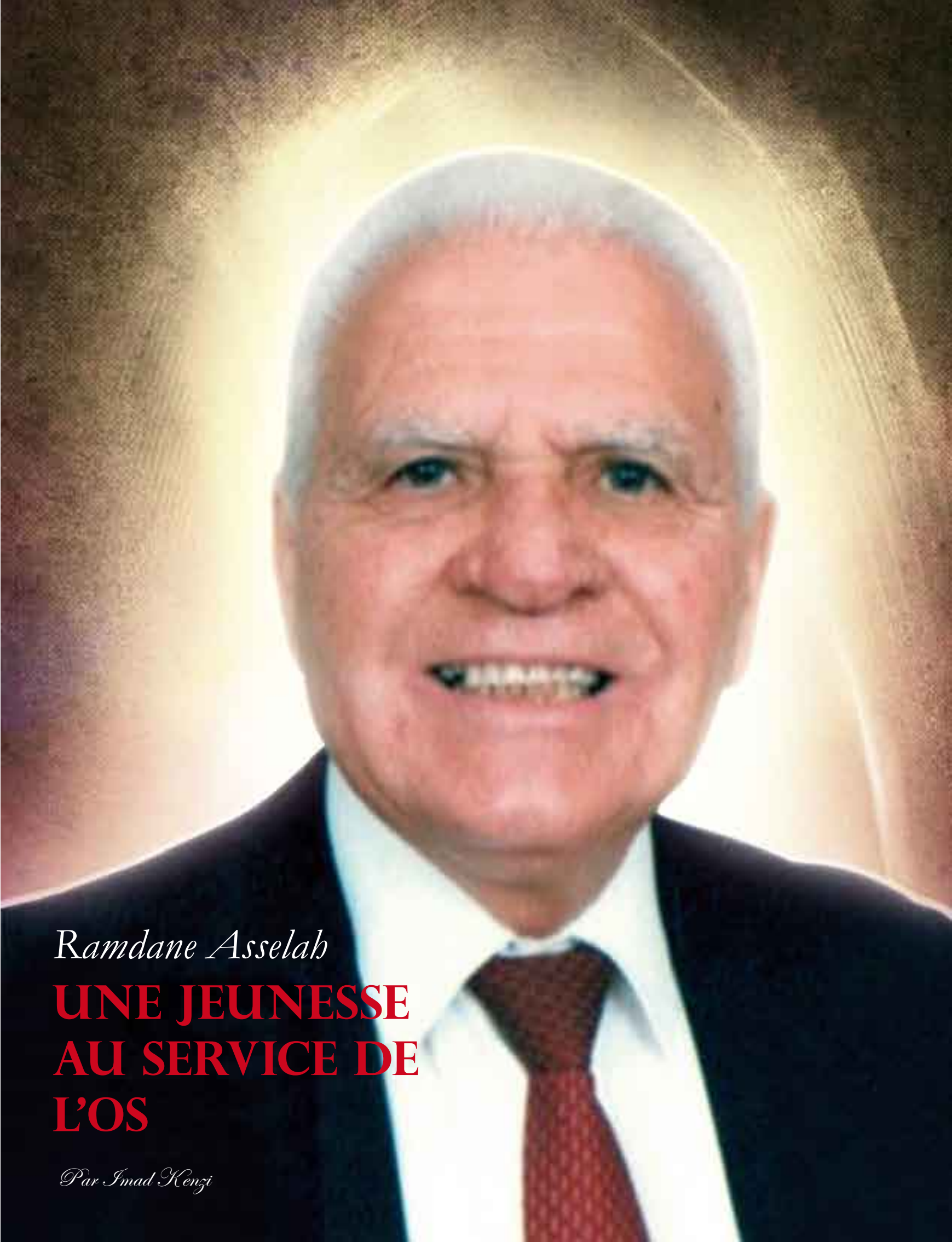
En 1962, il remet à l'État contre récépissé le trésor de la Wilaya III, contenant 6 kg d'or, 496 Louis de 20 francs et 17 millions. A l'indépendance nationale, il exercera dans les rangs de l'Armée nationale populaire en qualité de commandant de la 7e Région militaire de 1962 à 1964. Il fera partie du Secrétariat exécutif du Front de libération nationale et membre du Conseil de la Révolution jusqu'à son décès,

le 2 décembre 1972 à l'âge de 61 ans, à Paris. Son corps a été rapatrié et enterré à sa demande dans son village natal, Bouzeguène.

Djamel Belbey



Colonel Mohand Oulhadj avec un groupe de maquisards



Ramdane Asselah

**UNE JEUNESSE
AU SERVICE DE
L'OS**

Par Imad Kenzi

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait

Du haut de ses quatre-vingt-six ans, ce natif d'Ighil Imoula, village qui avait tant donné pour la révolution, se rappelle les faits qu'il avait vécus dans leur moindre détail. Lorsqu'il évoque ce village où il a vu le jour un certain 11 avril 1926, il sait choisir le mot qui convient le plus pour exprimer tout son attachement à ce haut lieu de mémoire collective, et aussi toute sa fierté d'y être né. « Ce village prédestiné, nous dira-t-il, s'il en fut, un des berceaux du nationalisme, devenu un « haut lieu historique », par la force des événements et des hommes ». Il enchaîne ensuite pour rappeler l'un des événements les plus marquants de l'histoire de son village : « C'est à Ighil Imoula que furent tirés à la ronéo les premiers exemplaires de la fameuse proclamation du 1er novembre 1954 sur instruction de Krim Belkacem et sous la direction de Ali Zamoum et compagnons. » Joignant le geste à la parole, il nous présente une copie de ce texte fondateur avant de poursuivre son récit : « Des militants du village prirent les armes dès le 1er novembre. Après quelques actions, ils rejoignirent le maquis du Djurdjura. Ils furent, peu à peu, deux cents hommes, la moitié d'entre eux tomba au champ d'honneur. Il y avait parmi eux des officiers de l'ALN comme Mohamed Zamoum (colonel Si Salah) et les capitaines Hocine Haliche et Hocine Slimane, des sous-officiers et de simples djounoud. » Et avant de terminer cet aperçu sur son village, il évoque l'histoire d'un autre enfant d'Ighil Imoula, une figure marquante du nationalisme algérien. Il s'agit de Hocine Asselah, celui qui l'avait d'ailleurs beaucoup influencé durant les années 1940. Il termine son exposé sur son village en mettant l'accent sur le fait que « ce n'est pas par hasard qu'on a choisi Ighil Imoula comme lieu d'impression de la déclaration du 1er novembre 1954. On avait affaire à des militants sûrs, aguerris et dignes de confiance. »

Au PPA à 17 ans

Avant d'aborder son passage à l'OS, Ramdane Asselah juge utile d'évoquer sommairement ses activités antérieures au sein du mouvement national « le plus radical », tient-il à nuancer, le Parti du peuple algérien. Son adhésion au PPA remonte à l'époque où ce parti fut contraint d'activer dans la clandestinité. Il avait 17 ans lorsque « sous l'impulsion de Hocine Asselah, membre de la direction et figure marquante du nationalisme algérien », il intégra, en 1943, une cellule de ce parti qu'il dirigea ensuite, d'ailleurs, à Boghni en Kabylie où il occupait, alors, un emploi d'auxiliaire aux P.T.T. « Mon cousin Hocine, se souvient-il, m'envoyait par la poste, sous couvert du Canard enchaîné, des exemplaires du premier journal clandestin du PPA, l'Action algérienne. Mes camarades militants et moi lisions et commentions cette publication avec beaucoup d'avidité. Instrument de propagande, nous la diffusions ensuite sous le burnous aux sympathisants du parti. » Son action militante



Ramdane Asselah

allait se poursuivre au sein du PPA et des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML) au niveau de Boghni jusqu'au mois de mai 1945. Mais, précise-t-il, « à la suite d'un « ordre » puis d'un « contre-ordre » de soulèvement populaire en Kabylie décidé par la direction du parti à Alger, prévu pour la nuit du 22 mai 1945 et où j'étais impliqué, je dus fuir précipitamment Boghni pour échapper aux gendarmes. J'abandonnais du même coup mon emploi à la poste pour rejoindre Alger où je vécus clandestinement pendant un an. Cette aventure ne m'empêcha pas de poursuivre le militantisme au PPA-MTLD dès mon arrivée dans la capitale et ce, jusqu'à mon incorporation dans l'OS, en 1947. »

L'Organisation Spéciale

Militant discipliné et surtout convaincu des idées du PPA-MTLD, Ramdane Asselah ne tarda pas à s'imposer comme un membre exemplaire au sein du Parti. Sa conduite poussa les responsables du parti à proposer son nom pour renforcer les rangs de l'organisation paramilitaire qui venait d'être créée clandestinement par le parti. Mais le recrutement au sein de cette organisation, clandestinité oblige, ne se faisait pas d'une manière systématique. Chaque militant devait passer une série de tests, avant de devenir véritablement membre de l'OS.

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait

Ramdane Asselah n'avait pas fait exception. En effet, il avait d'abord été testé avant son enrôlement dans cette organisation en octobre 1947. « Je reçus, nous relate-t-il, un ordre de mon supérieur hiérarchique au PPA pour rencontrer un homme que je ne connaissais pas. A l'endroit indiqué, la personne tiendrait le journal *Le Monde* ; le mot de passe était : « Quelle heure avez-vous ? » Je fus convoqué une autre fois par le même homme, je ne sus que bien plus tard qu'il s'appelle Mahfoud, préparateur en pharmacie à Kouba. Un jour, il m'invita dans un appartement, il me fit entrer dans une pièce, à l'abri des regards. Il me posa quelques questions, puis sortit un pistolet 6.36, il m'en expliqua le fonctionnement et me dit : « Tu vas devoir t'en servir demain ! » Le sang me monta à la tête. Dominant mon émotion, je dis d'accord ; il ajouta : « Nous nous retrouvons à telle heure à la petite forêt qui surplombe la route Kouba-Gué de Constantine. Un officier de l'armée française prend cette route tous les soirs à peu près à la même heure. Il s'assoit sur le côté droit de la banquette arrière, fenêtre ouverte, d'une Peugeot 203 de couleur noire. Dès que la voiture sera à notre hauteur, tu tireras sur l'officier et nous prendrons la fuite aussitôt. »

Après avoir raconté le déroulement de cette première phase du test de recrutement consacrée essentiellement à l'approche et à l'explication de l'opération qu'il fallait mener, Ramdane Asselah marque une pause, le temps d'ingurgiter un peu d'eau, avant de reprendre aussitôt son récit. Le regard fixé sur ses pensées, comme disait le poète, il prend le soin de préciser qu'à l'époque des faits, il avait 21 ans, avant d'ajouter qu'à cet âge la foi patriotique et l'enthousiasme sont très forts. On ne fait pas cas du sacrifice éventuel de sa vie, conclut-il sa réflexion. Et puis place à l'action : « A l'heure prévue, nous étions à l'endroit convenu, on s'est caché derrière un arbre. J'avais quand même peur. Mais un certain orgueil la couvrait, à l'idée que j'allais commettre un acte héroïque. Au bout de quelques minutes d'attente dans la forêt, une Peugeot 203 noire montait la côte menant vers Kouba, à une vitesse réduite. Quand le véhicule arriva à notre niveau, Mahfoud me souffla : « Vas-y, vise bien et tire ! » J'appuyai sur la gâchette, une fois, deux fois, le coup ne partait pas. « Tu es bon pour le service. » dit Mahfoud. Il me reprit l'arme en souriant. « Tu appartiens désormais à une organisation ultrasecrète », a-t-il ajouté.

Le serment

Après ce « test » concluant, une nouvelle phase commence dans l'histoire du militantisme de Ramdane Asselah. Celle-ci s'ouvre par un serment. En effet, le fameux Mahfoud l'invita une seconde fois dans l'appartement pour le faire jurer sur le Coran et « prêter serment de garder le secret absolu, de ne jamais trahir l'organisation, de ne laisser trainer aucun objet ou document pouvant se retourner contre celle-ci ». A ce propos,

il nous lit les termes exacts de ce serment que tous les nouveaux militants répétaient avant leur recrutement définitif au sein de l'OS : « Je jure, au nom de Dieu et du Coran, que je ne trahirai jamais l'organisation, comme je jure de ne rien divulguer, ni à mon père, ni à mon frère, ni à une autre personne, quelles que soient les circonstances et les souffrances. »

Trois jours après le serment, il entama, d'une manière effective, ses activités au sein de l'organisation paramilitaire. Les responsables mirent à sa disposition deux militants pour les former. « A notre séparation, se souvient-il, Mahfoud me laissa un mot de passe pour rencontrer Sid Ali (Mohamed Maroc). Celui-ci me confirma que je suis responsable d'un demi-groupe faisant partie de la sous-section Radio-Transmission chapeauté alors par Mohamed Arab (Si Mokrane). L'ensemble des membres des groupes et des demi-groupes qui composaient cette section étaient conviés périodiquement à des réunions dans un local sis au 3 rue Rigodit à Belcourt. » Un matériel rudimentaire fut mis à sa disposition pour exercer sa mission au sein de son demi-groupe. Il s'agit notamment d'un appareil Morse, fonctionnant avec des signaux lumineux. Autre chose à signaler : le règlement intérieur de l'OS était toujours à porter de main, car il fallait le rappeler constamment aux militants. « Les réunions et entraînements de mon demi-groupe avaient lieu la nuit, une fois par semaine au domicile de chacun des trois membres. Pour moi, c'était au 108 rue Debbih Cherif (ex-rue Rovigo) où nous logions mon frère et moi chez un vieux parent, Mohamed Asselah Ouramdane et son épouse. Je faisais croire à mon logeur que nous poursuivions tous les trois des études techniques. »

Grâce à son abnégation et à son sens du devoir, Ramdane Asselah put gravir les échelons très vite : « Au bout de trois mois, j'ai été désigné comme chef de groupe. On m'a rattaché un autre membre Mouloud Benamar, employé à l'atelier industriel de l'air de Maison-Blanche (Dar El Beida). Ce dernier a réussi à monter un poste émetteur, fonctionnant sur batterie. Sous ma responsabilité aussi Lakhdar Belhadj, électricien à l'hôpital Parnet d'Hussein Dey, qui adapta l'appareil Morse pour fonctionner en système lumineux au lieu du son. Lorsque je fus élevé au rang de chef de section Transmission, j'exerçais le contrôle des groupes en « cagoule » pour ne pas être reconnu. Je fus moi-même contrôlé une fois par Si Tayeb (Mohamed Boudiaf) alors qu'il portait une cagoule. Je l'ai reconnu à travers sa voix. »

En clair, les activités de Ramdane Asselah dans l'OS consistaient essentiellement à « former des militants aux techniques des transmissions, à les tenir en haleine pour passer à l'action, le moment venu. »

Arrestation

Malheureusement, cette merveilleuse aventure s'arrêta brus-

FIGURES DE LA RÉVOLUTION

Portrait

quement en mars 1950 lorsque les autorités coloniales découvrirent l'OS. Ramdane Asselah fut arrêté, le 25 avril 1950, au même titre que plusieurs autres militants sur tout le territoire national. « Il était à peu près 20 heures quand j'entendis frapper très fort sur la porte de mon domicile. « Ouvrez ! Police ! » Trois policiers en civil, deux Français et un Algérien, revolvers aux points, pénétrèrent brutalement dans la maison. Une première question jaillit de leur bouche : « Connais-tu le 3 rue Rigodit ? » « Non ! » avais-je répondu. « Eh Bien, on saura ta rafraîchir la mémoire. » Ils fouillèrent de fond en comble l'appartement. Les deux vieux parents, déjà dans le lit, se mirent à pleurer. Les policiers cassèrent une cheminée, pensant y trouver des pièces compromettantes. L'auxiliaire algérien mit la main sur deux livres d'algèbre et de géométrie. S'adressant à son supérieur : « Chef ! Chef ! Voilà des documents importants. » « Jette-moi ça, pauvre c... », lui répondit avec mépris le commissaire. La fouille ne donna rien. J'avais respecté les consignes de l'OS. Furieux et dépités, les policiers m'ordonnèrent de m'habiller. Ils me menottèrent, me bandèrent les yeux et me poussèrent dehors. Au bas de l'immeuble, attendait un chauffeur algérien au volant d'une Citroën (Traction avant). Coincé entre policiers, je fus conduit en pleine nuit à la villa Sésini de triste mémoire, située sur les hauteurs de Belcourt. »

Ramdane Asselah apprendra plus tard l'identité des quatre policiers qui ont procédé à son arrestation. Il s'agit de Touron, commissaire principal de la PRG (Renseignements généraux), de Havard, commissaire central de la PJ détaché à la PRG, de Hamidi et Lazib, auxiliaires algériens de la PRG. Ces derniers avaient tenté de le faire parler, dans un premier temps, d'une manière plus ou moins « normale » sur ses activités au sein du parti, mais voyant qu'il refusait de coopérer, ils avaient alors décidé d'utiliser la manière forte. C'était Hamidi qui l'avait entraîné dans une chambre où il lui avait fait subir les pires atrocités. « Sous le regard narquois de Havard, raconte-t-il avec beaucoup d'émotion, Hamidi me lia les bras et les pieds ; sous mes genoux, il attachait un bâton, reposant sur les bords de la baignoire, cela peut faire balançoire. Hamidi se mit à la sale besogne. Il plongea ma tête sous l'eau et la maintint dans cette eau froide. Mon estomac se remplissait d'eau, j'étouffais et essayais de me débattre. Il sortait ma tête et la replongeait dans l'eau. « Si tu es décidé à parler, tu lèves le doigt », me disait-il. Quand je ne pouvais pas respirer, je levais l'index ; c'était pour avoir une bouffée d'air. Des coups pleuvaient sur moi, Hamidi continuait à mettre ma tête sous l'eau. Je finis par perdre connaissance. J'entendais vaguement Havard dire à Hamidi : « Laisse-le... on le reprendra plus tard. » je fus transporté dans la pièce où gémissaient d'autres militants. Personne n'adressait la parole à l'autre. Il y avait sûrement un mouchard dans la pièce. On me conduisit une seconde fois dans la chambre de torture ; c'était pour subir le goulot d'une bouteille dans l'a...

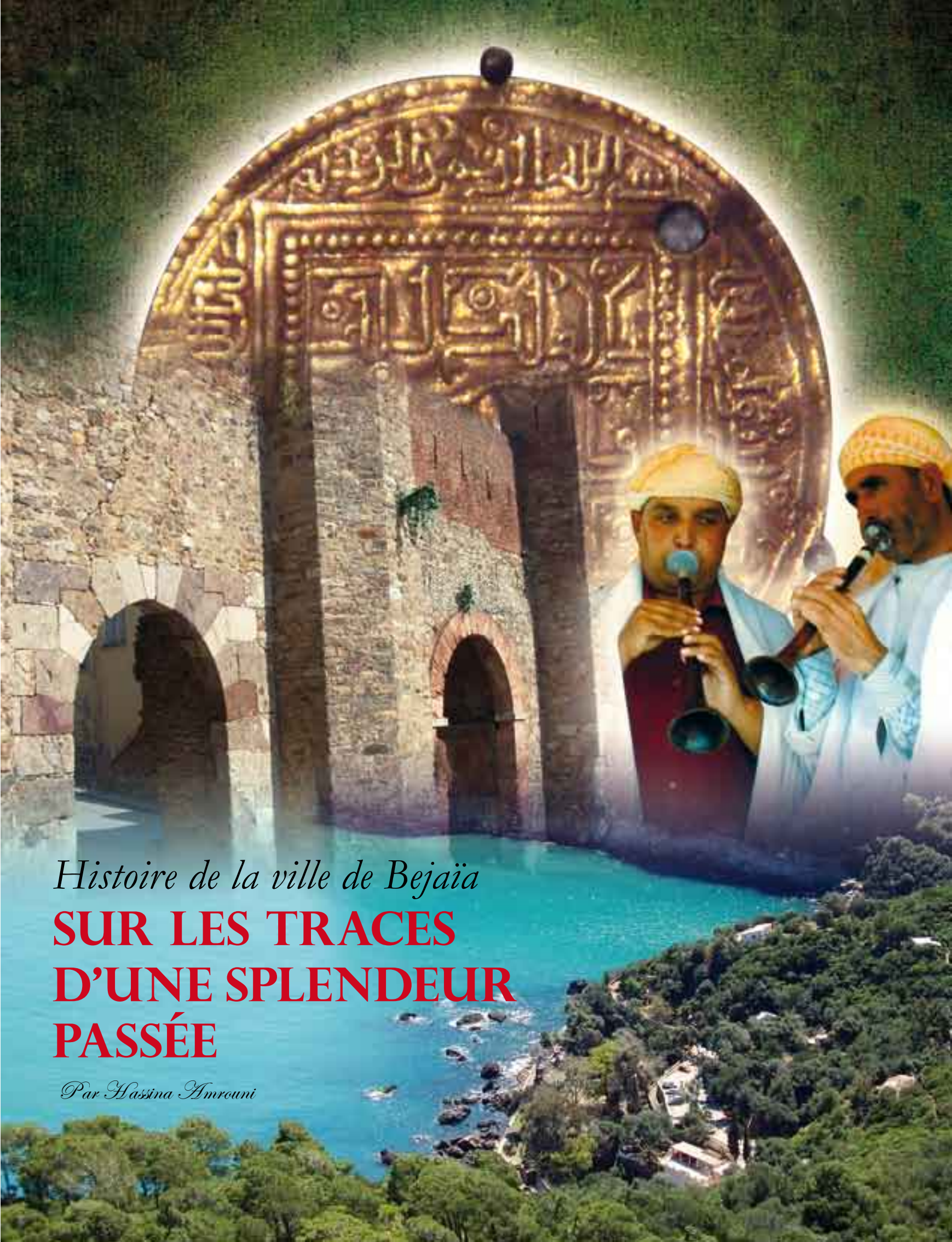
[émotion] La douleur était atroce, mais je continuais à dire : « Je ne sais rien. » Hamidi ne me lâcha que lorsque je m'évanouis de nouveau. Une fois que je repris mes sens, on m'amena dans le bureau du commissaire principal Touron dans la matinée du 26 avril 1950. Tantôt modéré, tantôt menaçant, Touron me dit : « Ainsi, tu n'as rien voulu reconnaître ; tu es de la graine de Hocine Asselah. » Dépité, il me lança : « On t'aura un jour au tournant. » Il me présenta un procès-verbal et m'ordonna de le signer. Sans le lire, j'y ai apposé une signature, j'avais peur de retourner à la torture. Je savais que devant le juge d'instruction on pouvait tout nier et dire que la signature avait été obtenue sous la contrainte. »

Après toutes ces tortures, ces humiliations, ce cauchemar de la villa Sésini, Ramdane Asselah fut conduit avec plusieurs autres militants, dans la nuit du 26 avril 1950, à la prison de Tizi-Ouzou où il ne séjourna qu'un seul jour avant d'être transféré à la maison d'arrêt de Blida. Une soixantaine d'autres militants de l'OS y étaient déjà emprisonnés. Et après plusieurs semaines de détention, il fut convoqué devant le juge Roemen de Blida. « J'ai, nous a-t-il expliqué, nié toute appartenance à l'OS. Mon dossier était vraisemblablement vide, hormis le procès-verbal qu'on m'avait fait signer sous la contrainte. Faute de preuves matérielles, le juge prononça ma mise en liberté provisoire, comme ce fut le cas pour certains détenus, tels que Sid-Ali Abdelhamid, membre du comité central du MTLD, Djillali Reguimi et Driss Driss responsables dans l'OS dont les dossiers étaient également vides. »

Et après sa mise en liberté provisoire, Asselah Ramdane tenta de reprendre ses fonctions aux PTT. Mais il fut vite confronté à ses responsables qui lui signifièrent leur incapacité à le reprendre dans son poste tant que le jugement définitif ne sera pas rendu. Le 21 octobre 1951 une ordonnance de non-lieu fut prononcée, à son endroit, par le juge Roemen. Cela lui permit de rejoindre son poste de travail après plus de 20 mois de suspension de travail. C'est ainsi que s'achève l'histoire de Ramdane Asselah avec l'Organisation Spéciale. Et l'histoire de l'OS se termine avec le procès de ses 258 militants jugés durant le quatrième trimestre de 1951, après une longue instruction. Et Ramdane Asselah qui continue de croire qu'il ne s'agit pas d'une fin, mais d'une ouverture, d'une nouvelle phase de la lutte. Il nous a confié à la fin de notre entretien qu'« en vérité, ce n'était pas une fin, mais un épisode important de la lutte pour la libération nationale ». L'ultime épisode débutera le 1er novembre 1954 à Tighanimine et à Ighil Imoula à 00 heure...

Aujourd'hui, Ramdane Asselah consacre son temps à l'écriture, une véritable passion pour lui. Il finalise l'écriture de ses Mémoires qu'il compte publier sous peu.

Imad Kenzi



Histoire de la ville de Bejaïa
**SUR LES TRACES
D'UNE SPLENDEUR
PASSÉE**

Par Hassina Amrouni

Le voyageur Al Abdari disait à propos de Bejaïa : « Sa position est pittoresque puisqu'elle est édifée au pied de la montagne, traversée par un fleuve et une mer. Elle les domine et ils lui servent de protecteurs. C'est une ville imprenable capable de défier tout conquérant. »

Bejaïa porte le nom d'une tribu berbère – Begaït – bien qu'une légende raconte que le nom de la ville viendrait de Bakaïa, c'est-à-dire « ceux qui ont survécu ». Puis, les différents navigateurs du Moyen-âge la désigneront tour à tour sous les noms de Bugia, Buzia, Bugea ou Buzana.

Bejaïa l'antique

Ville côtière, protégée par une immense baie, Bejaïa a toujours attiré les navigateurs de la région. Aussi, fut-elle fréquentée notamment par les Phéniciens qui étaient à la recherche de minerais situés à

l'ouest de Carthage. Cette ville méditerranéenne a, sans doute, été un comptoir important qui permettait le troc avec les habitants du pays.

Selon les historiens, Bejaïa dépendait du royaume de Massinissa au III^e siècle avant l'ère chrétienne car des monnaies numides et carthaginoises, de même que des stèles y ont été découvertes. D'autre part, des textes libyques ont été mis au jour dans cette région attestant d'une présence humaine très ancienne.

Selon Pline (23-79 après J.-C.), Bejaïa avait à l'époque d'Auguste



Une pièce de monnaie Jubal II Maurétania

(Octave), en 33 avant J.-C. un statut de colonie. C'est du reste, à cette époque qu'est érigée l'agglomération de Tiklat (Tubusuctu).

Quant à Strabon (58-25 avant J.-C.), il mentionne le port de Saldæ qui marquait la limite du royaume de Juba II à qui Auguste venait de confier la gestion de la Maurétanie. Plus tard, on a découvert sur le site de cette ville une dédicace au roi Ptolémée, fils de Juba II.

Au milieu du II^e siècle, le tunnel de l'aqueduc est creusé afin d'amener l'eau à la ville et c'est à Lambèse qu'est découvert le cippe sur lequel est gravé en latin le récit de Nonius Datus, actuellement exposé en face de la mairie de la ville.

En fait, légionnaire de la III^e légion d'Auguste, Nonius Datus a creusé le souterrain long de



Un des châteaux de Bugia.

Le fort Moussa



428 mètres qui va amener l'eau de Toudja jusqu'aux citernes de Saldac et de Bejaïa, distribuée ensuite via de grands réservoirs creusés sur le plateau supérieur de la cité.

La présence byzantine et vandale dans la cité est évoquée mais sans réelle certitude car aucune trace archéologique n'a été retrouvée jusqu'à ce jour.

Concernant la ville romaine, tournée au sud, sur la pente de la montagne de Gouraya, elle

occupait les deux contreforts de Bordj Moussa à l'ouest et de Bridja à l'est, séparés par le ravin des Cinq-Fontaines (Oued Abzaz). Le mur d'enceinte de cette cité romaine était encore visible, au lendemain de la conquête française et s'étendait sur quelque 3000 mètres. Ce rempart a été érigé afin de tenir loin les tribus autochtones qui manifestaient de temps à autre leur hostilité vis-à-vis de l'occupant étranger.

Toutefois, la grande révolte

Une stèle romaine



interviendra en 25 de notre ère lorsque les populations numides et maures, entraînées par Tacfarinas se dressent contre les Romains.

Trois siècles plus tard, une autre insurrection menée par Firmus, chef berbère, parvient à mettre en difficulté le pouvoir en place et cela durera deux ans. Cette guerre ne prendra fin qu'en 297, après l'intervention de l'empereur Maximien Hercule.

Au lendemain de l'occupation française, Ferraud (interprète de l'armée coloniale) dresse un inventaire des vestiges antiques trouvés et mentionne de grandes citernes d'époque romaine, partout dans la ville, notamment dans le quartier d'Azib Bakchi, ainsi que les vestiges du cirque-amphithéâtre, de nombreuses pierres taillées et des colonnes en calcaire...

Une citerne romaine



Fort au dessus du port à Béjaïa



Même dans la Casbah, des constructions antiques ont été mises au jour près de Sidi Touati, ou encore sur la route du fort Abd El Kader vers le port... Il y a également tous les tronçons des voies romaines menant vers Jijel (Igilgili), Tiklat (Tubusupta), Rusuccuru (Dellys) ou les arches de l'aqueduc de Toudja qui attestent de cette présence.

Bejaïa la musulmane

Peu de récits d'historiens évoquent Bejaïa aux premiers temps de l'islam car les différents occupants de l'Afrique du Nord qui partaient de Kairouan, la première base musulmane, vers le Maghreb extrême, empruntaient la route des Hauts-Plateaux plutôt que la route côtière et ses villes.

Dans son livre intitulé Description de l'Afrique (au milieu du XI^e siècle), Al Bekri écrit : «Au-delà de Mersa el Dedjadj on trouve le port de Bougie, Mersa Béjaïa, ville très ancienne, qui a pour habitants des Andalous. A l'Orient est un grand fleuve qui admet des navires chargés. Ce port est sûr et offre un bon hivernage (...). Dans les montagnes qui dominent ce mouillage se trouvent des tribus kotamiennes qui professent

la doctrine des chiïtes. Elles respectent les gens qui ont du penchant pour leurs croyances et traitent généreusement ceux qui font profession de leur religion. » Dans son ouvrage, Al Bekri explique que Bejaïa est sous le contrôle des Fatimides, puisqu'il fait référence aux tribus kotamiennes.

Dès 1067/460, la ville assiste à la rupture entre les Zirides de Mahdia et le Calife fatimide du Caire qui, pour les punir, envoient des tribus hilaliennes vers le Maghreb. Les campagnes de l'Ifriqiya sont alors pillées par les nomades et ce climat d'insécurité conduit au départ massif des habitants des villes. Ils fuient notamment vers le Maghreb central, trouvent refuge dans le royaume hammadite. Dans leur furie dévastatrice, les Hilaliens menacent également le territoire de la Qal'a, poussant les souverains hammadites à se replier sur la côte.

En 1067, Al Nasir, cinquième souverain de la dynastie, séduit par le site, installe sa capitale à Bejaïa et décide de la baptiser Al Nassiriya. Il y construit un très beau palais, «Qasr Al Lu'lu'» (le palais de la Perle), y transfère ses biens, ses bibliothèques et invite savants et écrivains à venir s'y installer. Mais si Al-Nasir



Pièce monétaire Hafside



continuait à résider à la Qal'a, son fils Al-Mansûr (1090-1104) décide d'habiter Bejaïa. Il y construit la Grande Mosquée évoquée par Al-Abdari (XIIIe-XIVe siècles) dans sa description de Bejaïa : «Elle possède une merveilleuse mosquée, unique dans sa beauté originale ; elle domine la plaine et la mer et constitue un spectacle qui vous enchante et remplit d'admiration. Les fidèles y sont assidus et ils l'entretiennent avec dévouement.»

Mais l'islam n'était pas la seule religion, d'autres religions monothéistes existaient à la Qal'a des Beni Hammad comme le christianisme et le judaïsme, cependant, tous vivaient dans une grande harmonie.

Durant son règne, Al-Nasir fit planter des jardins et fit construire les deux palais d'Amimûn et de l'Etoile. Il développera également le système d'alimentation en eau de la ville.

À cette époque, Bejaïa connaissait son âge d'or, accueillant l'élite intellectuelle, les savants et autres artistes. Rayonnant sur tout le bassin méditerranéen,

Bejaïa influença l'art maghrébin particulièrement imité en Sicile et en Italie. Les demeures et les palais de Palerme ressemblaient à ceux de Béjaïa. La métropole hammadite était étendue en surface. Sept ou huit noms de portes sont connus et certaines localisées comme Bab Amsiwan à l'est, Bab Al Bunûd, à l'emplacement de la Porte Fouka, El Lawz sur la même face, Bab Al Sina'a et la porte de l'Arsenal qui a

disparu au lendemain de l'invasion espagnole. Les historiens du Moyen-âge ont cité d'autres portes comme Bab Ilân, Bab Al Debaghine, Bab Al Jadid, Bab Al Bâtina, Bab Al Rouah...

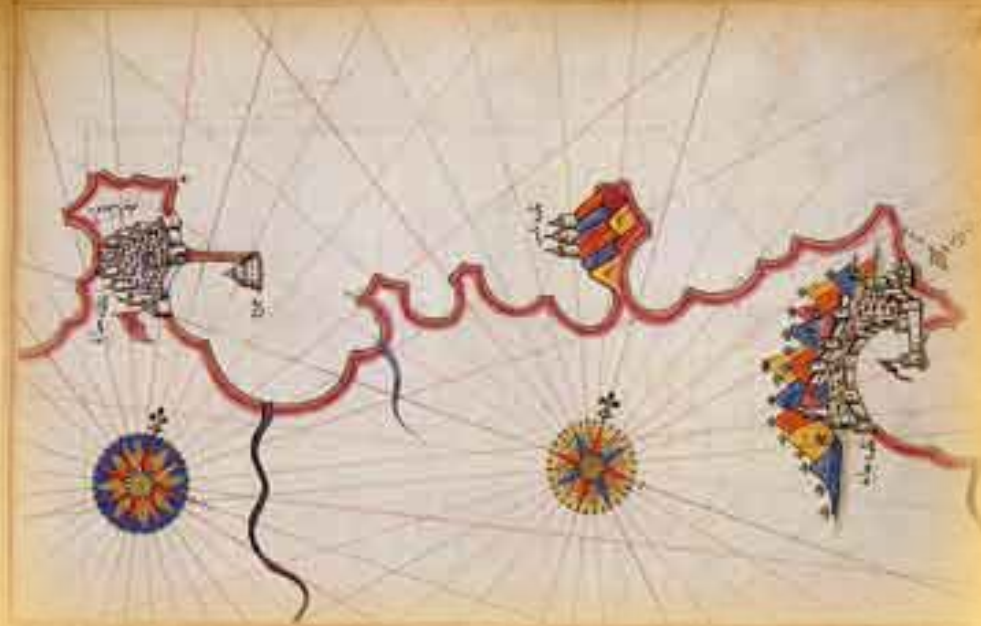
Bejaïa, pôle commercial et universitaire

Au XIVe siècle, Al Idrissi décrit Bejaïa comme une ville où



Fort Fouka

Carte ottomane illustrant la région de Béjaïa



«le négoce est particulièrement actif, les habitants sont de riches commerçants, l'artisanat et les artisans sont d'un niveau inégalable (...) Dans ses campagnes et exploitations agricoles, le froment, l'orge, les figues et tous les autres fruits cultivés en quantités suffisantes pour la consommation de plusieurs pays. Bejaïa possède un chantier de constructions navales d'où sortent navires de guerre, paquebots, vaisseaux galères.» Située sur les grands axes commerciaux, la ville prenait de plus en plus d'importance.

Outre cet aspect commercial, Bejaïa abrita sous le règne d'Al Mansur et de ses descendants une importante université où enseignaient des professeurs de grande renommée.

Ibn Tumart qui débarqua dans la ville sous le règne d'Al Aziz (1118-1119) y imposera une nouvelle doctrine, créant des émeutes, en raison de toutes les restrictions qu'il prônait. Face à la colère de Abd Al Aziz Ibn Al Mansur, Ibn Tumart fuit vers la localité de Mallala. Là,

il rencontre Abdal Mumin, étudiant venu de Tlemcen. Naît alors le mouvement almohade. À la chute de l'empire almohade au XIII^e siècle, Bejaïa passe sous l'autorité hafside, tout en gardant une certaine autonomie, du fait de la longue distance la séparant de Tunis.

Au début du XVI^e siècle, Léon l'Africain écrit : «Les Bougiotes armaient quantité de fustes et de galères qu'ils envoyaient piller les côtes d'Espagne. C'est de là que provint la déchéance de la ville parce que le Comte Pierre Navarro y fut envoyé pour s'en emparer et la saccager. Il a fait bâtir une forteresse

et édifier une citadelle.»

Six années plus tard, Aroudj Barberousse, voulant l'enlever aux chrétiens, campe devant la ville avec 1000 soldats turcs et des populations autochtones. Barberousse essuie une défaite et perd un bras. C'est Salah Raïs qui parvient à faire capituler la garnison espagnole. Ne jouant pas un rôle important durant la période ottomane, Bejaïa sera envahie par les troupes françaises dès 1833, et finira par perdre, peu à peu, de sa splendeur et de sa majesté.

Hassina Amrouni



Vue générale, Béjaïa

Source :

«Bejaïa, fille de la Méditerranée» de Abderrahmane Khelifa in «Universelle Algérie. Les sites inscrits au Patrimoine mondial», éd. Zaki Bouzid, Alger, 2005



La Casbah de Bejaïa

UN PATRIMOINE À SAUVEGARDER



La Casbah de Béjaïa

La Casbah de Bejaïa, également appelée par les historiens et les archéologues la «citadelle gouvernementale», fait partie des richesses patrimoniales de la ville. Malheureusement, en dépit de sa riche histoire, elle n'a pas été classée, contrairement à la Casbah d'Alger, sur la longue liste du patrimoine mondial de l'Unesco, bien que cette dernière ait dépêché en mars 2007 une mission en vue de son éventuel classement. Pourtant, si cela venait à se faire, la Casbah de Bejaïa bénéficierait d'un programme de sauvegarde qui lui permettrait d'échapper à l'érosion du temps et à l'aliénation de la mémoire.



Par Hassina Amrouni

Casbah Béjaïa



Edifiée par les Almohades au milieu du XII^e siècle (vers 1154), la citadelle a, au lendemain de la prise de la ville par Pedro Navarro, subi plusieurs transformations. Les Espagnols ont, en effet, entrepris de renforcer les fortifications de la cité, installant meurtrières, murs de vigie, etc. De même qu'ils y ont construit un château.

Dans une description faite par Louis Salvador de Habsbourg, archiduc d'Autriche, dans son ouvrage intitulé *Bougie, la perle de l'Afrique du Nord* (éditions L'Harmattan), on peut lire : «L'arrière de la Casbah, côté terre, au-dessous de laquelle les falaises rocheuses sont les plus hautes et les plus abruptes, sa fortification naturelle, couronnée de figuiers de barbarie, d'oliviers sauvages et de chênes verts, portant encore les murs interrompus par des meurtrières de l'ancienne bâtisse.»

Par ailleurs, les Espagnols auraient creusé des passages souterrains, au nombre de trois ou quatre, pour sans doute permettre à l'armée espagnole vivant dans l'enceinte

de la Casbah d'entreprendre des incursions à l'intérieur de la cité, créant ainsi l'effet de surprise puisque n'ayant pas été vue sortir de l'édifice, ou même de fuir en cas de danger. Quoi qu'il en soit, plusieurs hypothèses ont été émises quant à l'utilisation, voire l'utilité de ces passages souterrains longs de quelques centaines de mètres. Selon les témoignages d'habitants de la région, ces passages devaient relier la Casbah au Fort Moussa et à une grotte existant jusqu'à aujourd'hui à l'intérieur d'un établissement hôtelier fermé.

Pour ce qui est du style d'architecture caractérisant notamment la muraille frontale de la citadelle de Béjaïa, de même que les matériaux utilisés pour son érection, ils sont les mêmes que ceux de Bordj Moussa, célèbre fort espagnol datant de la moitié du XVI^e siècle et construit sur les ruines du fameux palais hammadite connu sous le nom de «L'Etoile».

Au lendemain de l'occupation française, d'autres transformations ont été apportées à la citadelle et ce,

jusqu'en 1962.

Les autochtones restent convaincus que la Casbah de Béjaïa n'a pas encore livré tous ses secrets, mais ils déplorent le manque d'intérêt pour ce vestige historique. Ils espèrent néanmoins un rapide regain d'attention de la part des autorités concernées et sa prise en charge effective pour le sauver de la dégradation, pire de la disparition.

Hassina Amrouni



La porte de la Casbah



Monuments de Bejaïa

TÉMOINS D'UN RICHE PASSÉ HISTORIQUE



Vue d'ensemble de Béjaïa

Ville au riche passé historique, Bejaïa a gardé les traces de son passé millénaire. Plusieurs vestiges attestent d'une richesse patrimoniale qui fait tant la fierté des Béjaouis. Si la Casbah de Béjaïa ou Yemma Gouraya sont les destinations de choix des dizaines de milliers de touristes qui visitent chaque année cette belle région du pays, d'autres monuments tout aussi chargés d'histoire attirent les visiteurs. Petite halte sur les plus célèbres d'entre eux.



Par Hassina Amrouni

L'aqueduc de Toudja



L'aqueduc de Toudja

En 27-26 avant J.-C., le Romain Octave bâtit sur le territoire actuel de Bejaia une colonie pour les vétérans de la *Legio VII Augusta*. La ville s'équipa alors de nombreux ouvrages d'utilité publique, notamment d'un aqueduc qui devait permettre à la ville de s'alimenter en eau potable. Cet aqueduc captait la source de Toudja, sur le flanc du massif de Tadart Aghbalou, à 16,5 km à l'ouest de Saldæ. Le creusement du canal n'a pas été facile et cela est attesté par une célèbre inscription à Lambèse. En fait, et selon les thèses traditionnelles, l'aqueduc aurait constitué un exemple d'ouvrage de génie civil, réalisé par une main-d'œuvre militaire. D'après les nouvelles conclusions, la première intervention, vers 137, se serait limitée à une étude de faisabilité. Les travaux auraient duré de 4 à 6 ans et le rôle de l'armée se serait cantonné à la mise à disposition du chantier d'un technicien de haut niveau (un géomètre spécialisé) en la personne de *Nonius Datus*.

Bordj Moussa

Bâti sur les ruines du Palais de l'Etoile, Bordj Moussa a été construit par les Espagnols, plus précisément par Ferdinand de Navarro durant la première moitié du XVI^e siècle. Il servira de château impérial sous le règne de Charles Quint.

À l'époque espagnole, il se constituait de trois grandes salles ; deux salles latérales, une terrasse centrale et deux autres petites formant les tours de contrôle, les murs ont plus de deux mètres d'épaisseur, le côté nord du fort en forme de «V» servant à cerner l'ennemi. Occupé dès 1555 par les Turcs, il sera transformé en caserne en 1833 sous l'occupation française, le désignant sous le nom de Fort Barral.

Bordj Moussa



Depuis sa construction, le fort subira de nombreuses transformations. La légende raconte que sept Bougiotes d'origine maraboutique tenteront l'escalade du fort pour ouvrir une brèche et mettre fin à l'occupation espagnole. En hommage à ce sacrifice, ils furent inhumés aux alentours du fort, le premier de ces martyrs s'appelait Moussa d'où le nom de Bordj Moussa.

Bab El Bahr



Bab El Bahr

Construite sous le règne des Hammadites vers 1070 par le sultan Al Nasyr, Bab El Bahr sera désignée sous le nom de Porte Sarrasin par les Français qui donnaient aux habitants de Bougie le nom de sarrasins qui signifie Arabes. Située au milieu du front de mer, cette construction faite de briques plaines et de pierres est dominée par une voûte en forme d'ogive relativement intacte. Elle est classée monument historique.

Bab El Bounoud

Bab El Bounoud



Communément appelée Bab Fouka, cette porte a été construite en 1070 par le sultan hammadite en même temps que les cinq autres portes qui perçait le mur de l'enceinte hammadite. Flanquée de deux tourelles, elle était l'issue principale de la cité. Dans le temps, elle était surmontée d'un prétoire royal où le sultan hammadite s'asseyait sur son trône faisant face à ceux qui entraient dans la ville.

Le cippe romain

La fontaine située en face de l'APC de Bejaia a été construite en 1895 et porte une inscription romaine relative à l'aqueduc de Toudja. Cette inscription a été découverte en 1867 puis transférée à Bejaia pour orner la fontaine symbolisant la grandeur de l'aqueduc qui amènera l'eau de Toudja à Bejaia.



Le Cippe romain



Le Cippe romain

Mirhab de la mosquée Ibn Toumert (Mellala)



Mirhab

Actuellement connue sous le nom du sanctuaire de Sidi Yahia, la mosquée de Mellala est étroitement liée à l'émergence de l'empire Almohade (1152-1269) aux dépens de la dynastie hammadite régnante. Cette

mosquée était destinée à Ibn Toumert et fut construite par les soins des fils du sultan El-Aziz Ibn El Mansour. Elle date de l'époque hammadite, entre 1117 et 1118, date de l'installation de Ibn Toumert dans la région et celle de la mort du souverain El-Aziz survenue en 1121-1122 selon Ibn Khaldoun. La mosquée actuelle de Mellala est récente, son inauguration date des années 1970, seul le mihrab est authentique.

Mausolée d'Akbou

Ce mausolée antique est composé d'une seule chambre en pierres de taille. Élevé sur une base à quatre gradins, chacun des autres murs est flanqué d'une imaginaire (fausse porte) encadrée d'un chambranle à nervures, où on remarque des symboles : croix ou tringle entourées d'un cercle. En 1860, le baron H. Aucapitaine, hôte du bachagha

Ben Ali Cherif était très impressionné par ce monument, il estime l'âge du mausolée à 1800 ans, soit au début de l'ère chrétienne.

Le Fort Sidi Abdelkader

Construit au Moyen-âge, ce fort de la mer, situé entre la baie de Sidi Yahia, masque la ville quand on vient du côté de la mer. Appelé fort Vergelette par les Espagnols, il constitua le troisième point de leur organisation défensive, les deux autres étant la Casbah et le Bordj Moussa. Vers 1520, les Espagnols le réaménagèrent avec des matériaux provenant des nombreuses ruines romaines et hammadites dispersées. Il renferme une citerne et des souterrains. La tombe qui s'y trouve est celle du pieux Ahmed En-Nedjar qui fut l'élève du grand maître Abd El Kader El-Djilani.

Hassina Amrouni



Le Mausolée d'Akbou



Le Fort de Sidi Abdelkader



Le Fort de Sidi Abdelkader

Retrouvez le 1er magazine
promotionnel de l'Algerie
EL DJAZAIR.COM sur **IPAD** et **IPHONE**



Disponible sur
App Store

El-Djazair
LE GROUPE

GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION

www.eldjazaircom.dz



ABDELAZIZ BOUTEFLIKA dit ABDELKADER EL MALI AU MAQUIS

photo prise en novembre 1957 au douar El Gouacem aux frontieres de la wilaya 4 à L'Ouarsenis